

DIPLÔME ET KALASHNIKOV
Les luttes d'influences entre *technopols* et *warlords* dans le Libéria post-conflit

Par : Bruno Sauvagnat

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme
Maîtrise ès arts en science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse aux luttes d'influence entre deux groupes élitaires au Libéria post-conflit (2003-2018): les Warlords, dont le pouvoir repose sur la mobilisation d'acteurs violents et les technopols, dont l'influence repose sur leur possession de diplômes reconnus internationalement et leurs contacts avec certains acteurs internationaux (FMI, BM, USAID, la Citi bank, etc.). Nous soutiendrons dans cette thèse que les technopols libériens ont réussi à exclure les warlords des institutions étatiques en se réappropriant les moyens et les discours de certains acteurs internationaux, mais ont continué à collaborer avec certains warlords pour exercer un contrôle relatif sur des régions en marge de l'influence de l'État.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé :p.ii

Remerciements : p.iv

Introduction : p. 1-13

Chapitre 1 : Les origines historiques des *technopols* : p. 14-37

Chapitre 2 : Les origines historiques des *warlords* : p. 38-51

Chapitre 3 : Les luttes d'influence entre *technopols* et *warlords* : p. 52-68

Chapitre 4 : Régionalisation et privatisation du pouvoir des *warlords* : p.69-85

Chapitre 5 : L'internationalisation du pouvoir des *technopols* et l'art de la « décharge » :
p. 86-109

Conclusion : p. 110-120

Acronyme : p. 121

Annexes : p. 122-130

Bibliographie : p. 131-143

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier mon superviseur de thèse Frédéric Vairel qui m'a guidé durant ce long projet et qui m'a fait découvrir la passion pour la politique comparée quand je débute tout juste mon baccalauréat en 2012. Grâce à vous j'ai appris la discipline et l'importance d'un travail bien fait. Ce fut un plaisir de travailler avec vous. J'aimerais ensuite remercier mon amie Flavie Leclair qui m'a aidé à l'édition du chapitre 3 et qui m'a donné des conseils très utiles que j'ai utilisés pour le reste de mon travail. J'aimerais remercier mon ami Ryan Lestourneau avec qui j'ai pu discuter souvent de ma thèse et de bien, bien d'autres choses. J'aimerais remercier mon ami Julien Fillion dont le soutien m'a souvent permis de persévérer, surtout dans des moments difficiles. J'aimerais aussi remercier mon ami Jérémie Lacroix d'avoir été là pour m'aider à me détendre dans des moments stressants. Merci à Sylvie Lachapelle et toute son équipe de m'avoir aidé à travers l'administration complexe de l'université et m'avoir toujours accueilli avec un sourire au secrétariat. Merci Maman, pour ton support continu et ton aide précieuse dans l'édition de mes textes. Ton aide a été cruciale dans la réussite de ce projet.

Merci aussi à l'Internet's Archives Waybach Machine pour avoir préservé le site internet du TRC, sans votre contribution, un large pan de l'histoire du Libéria aurait été perdu.

Finalement, j'aimerais rendre hommage aux millions de Libériens et Libériennes qui ont souffert durant la guerre brutale qui a enflammé toute la région. Je ne peux comprendre ce qu'ils ont vécu, mais j'espère contribuer à la préservation de leur histoire.

INTRODUCTION

En 2003, Charles Taylor abandonne son poste de président, sous la pression des forces du LURD (Liberians United for Reconciliation and Democracy) et du MODEL (Movement for Democracy in Liberia). Ce départ met fin à une longue guerre civile (1989-2003) et permet de débiter une lente transition post-conflit supervisée par les Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL). Au début de cette transition, les *warlords* semblaient pouvoir s'imposer en tant qu'acteurs dominants sur la scène nationale à cause de leur capacité à mobiliser des ex-combattants dans des projets économiques (mines artisanales, plantations de caoutchouc) ou politiques (élections, manifestations). Pourtant, ils ont été largement détrônés par une coalition de *technopols* libériens, dont le pouvoir dérive de leur capacité à transformer leur « notoriété scientifique » et leurs contacts internationaux en ressources financières et politiques (Garth et Dezalay, 2002, p.68). Ceci nous mène à la question suivante : comment les *warlords* qui dominaient la politique libérienne ont-ils perdu une part importante de leur pouvoir politique au bénéfice d'une élite composée de *technopols* durant la période de 2003 à nos jours ? Notre thèse est que les *technopols* libériens ont réussi à exclure les *warlords* des institutions étatiques en se réappropriant les moyens et les discours de certains acteurs internationaux, mais ont continué à collaborer avec certains *warlords* pour exercer un contrôle relatif sur des régions en marge de l'influence de l'État.

Ceci nous mène aux sous-questions suivantes. Comment les *technopols* sont apparus au Libéria ? Comment une transformation radicale de « l'économie de la violence » pousse les *technopols* à emprunter des chemins divergents pour survivre à une période politique

particulièrement violente¹ ? Comment les *Warlords* sont apparus au Libéria ? Comment les *technopols* ont su s'imposer en tant qu'acteurs dominants de la politique libérienne entre 2005 et 2018 ? Comment les *warlords* se sont adaptés à leur perte d'influence sur la scène nationale ? Quel gouvernement les *technopols*, les acteurs internationaux et les *warlords* ont-ils fini par construire au Libéria post-conflit ?

Dans ce contexte, nous avançons les hypothèses suivantes. Nous affirmons que le groupe des *technopols* s'est constitué durant les réformes de Tubman et Tolbert où l'acquisition d'un capital académique était devenue possible et où ils bénéficiaient d'un environnement favorable à la formation et la participation de leur groupe à la politique libérienne de 1970 à la fin de la guerre civile en 2003. Ensuite, nous considérons que les *warlords* sont apparus au Libéria à la suite de transformations majeures de la politique libérienne où la revendication de postes au sein du gouvernement ne reposait pas sur l'étendue d'un réseau de clientélisme, mais sur le nombre de miliciens que l'on pouvait mobiliser. Par la suite, nous avançons que la revalorisation du savoir technique des *technopols* et la dévaluation des ressources de violence des *warlords* ont permis aux *technopols* de dominer la scène nationale tout en reléguant les *warlords* à la périphérie de l'État libérien. Nous soutenons enfin que les *technopols* ont voulu créer un État libérien qui reposait sur la décharge de ses fonctions étatiques à des acteurs privés et dont les élites ont tendance à être moins responsables vis-à-vis des Libériens qu'ils sont censés représenter. Ce système de décharge n'est devenu possible que grâce à la création de partenariats instables et inégaux entre *warlords* et *technopols* pour contrôler les régions en marge de l'influence de l'État.

¹ Par économie de la violence, nous entendons « l'organisation relativement stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre acteurs pouvant user de la violence ou de sa menace » (Baczko et Dorronsorro, 2017, p.317 ; Ellis,1999).

Pour soutenir ces hypothèses, nous allons aborder les trois points suivants. (1) Nous allons présenter notre problématique de recherche. (2) Nous introduirons notre cadre théorique. (3) Nous montrerons un court plan de chacun de nos chapitres.

1. Problématique de recherche

Cette section servira à présenter la problématique de notre recherche. Nous présenterons d'abord le contexte dans lequel les luttes d'influences entre *warlords* et *technopols* se déroulent. Ensuite, nous présenterons la problématique de notre recherche qui porte sur les luttes d'influence entre *warlords* et *technopols*, durant la transition politique.

1.1 Mise en contexte

Notre travail s'intéressera aux luttes d'influence entre *technopols* et *warlords* durant la transition politique qui suit la guerre civile libérienne (2003-2018). Ces deux groupes s'affrontent pour prendre le contrôle des institutions nationales, car elles génèrent les revenus et le prestige nécessaire au maintien de leur influence. Les *technopols* tentent de prendre le contrôle de ces institutions en soutenant auprès des Libériens et de certains acteurs internationaux² (MINUL, FMI, BM, États-Unis) que leur expertise reconnue internationalement leur permettra de construire un État stable qui facilitera la croissance économique du pays (Gerdes, 2013 ; Harris, 2005). À l'opposé, les *warlords* tentent de convaincre les Libériens et certains acteurs internationaux qu'ils sont les meilleurs garants de la paix au Libéria grâce à leurs capacités à mobiliser des acteurs

² Par acteur international, nous désignons tout acteur gouvernemental ou non qui est capable d'intervenir dans l'espace national, régional ou local d'un pays ou de pays en dehors de ses frontières d'origines (quand il en a) grâce à sa capacité à mobiliser les ressources matérielles et symboliques disponibles sur la scène internationale via ses connexions à d'autres acteurs internationaux ou nationaux. Notre définition est intentionnellement large pour permettre de capturer l'énorme éventail d'acteurs internationaux qui interviennent au Libéria que se soient des grandes puissances comme les États-Unis via l'USAID ou des entreprises multinationales comme Arcelor Mittal qui jouent un rôle central dans la gestion d'une grande partie des infrastructures du Libéria, en passant par les forces de la MINUL qui ont été les principaux acteurs du maintien de la paix au Libéria entre 2003 et 2016 (Reno, 2008 ; Wilén, 2011).

violents et à cause de leur (Lombard, 2016 ; Manning et Themnér, 2016). Il faut noter que les termes *technopols* et *warlords* sont utilisés ici en tant que catégories d'analyse pour identifier un regroupement d'individus qui suivent un parcours historique relativement similaire et non pour représenter des groupes homogènes. C'est tout particulièrement le cas du terme *technopol* qui trouve ses origines en Amérique latine et qui ne semble jamais avoir été utilisé au Libéria (Ellis, 1999 ; Dominguez, 1996 ; Garth, Dezalay, 2002 ; Gerdes, 2013 ; Reno, 1999).

Les *technopols* ont su prendre le contrôle des institutions nationales à cause de l'implication massive d'organisations internationales. En effet, la présence d'acteurs internationaux comme la MINUL, USAID et le FMI a permis aux *technopols* de déléguer certaines fonctions étatiques à des acteurs externes, tout en excluant les *warlords* des institutions nationales. Dans le même temps, ces organisations pouvaient fournir des fonds importants permettant de consolider l'influence des *technopols* sur divers réseaux de clientélisme. Les *technopols* ont su obtenir l'appui de ces organisations, car ils maîtrisaient les discours très techniques communément utilisés dans différents espaces de la scène internationale et dans le même temps disposaient de contacts avec des membres influents de certains acteurs internationaux (Gerdes, 2015). Cependant, cette domination des *technopols* sur les institutions nationales ne veut pas dire que les *warlords* ont cessé de jouer un rôle sur la politique libérienne, mais qu'ils ont redéployé leur influence dans des espaces en marge de l'influence de l'État libérien³. Cette situation semble avoir favorisé la formation d'un partenariat instable entre les *technopols* et les *warlords*. Les *technopols* ayant besoin des *warlords* pour mobiliser des ex-combattants dans des projets politiques et les *warlords* ayant besoin des *technopols* pour avoir accès aux bénéfices de l'aide internationale (Gerdes, 2013).

³ Quand nous utilisons le terme de région en marge de l'État, nous voulons dire des régions théoriquement sous le contrôle d'un gouvernement, mais où en pratique son autorité est contestée par une pluralité d'acteurs qui ont pris en charge une partie ou la totalité de ses fonctions (Lund, 2007).

Ce phénomène semble se conformer à « l’alliance hégémonique » décrite par Bayart qui constatait que la construction de l’État camerounais passait par l’intégration d’une pluralité de groupes influents au sein d’une coalition inégale où chaque groupe devait négocier l’espace politique qu’il pouvait occuper (1985, p.195).

1.2 Problématique de recherche

Approfondir un tel sujet permet de mieux comprendre comment le pouvoir politique est réparti et se transforme durant une transition post-conflit, sous la supervision importante de plusieurs organisations internationales. D’abord, nous pouvons porter une plus grande attention sur l’importance pour certaines élites de se réapproprier les ressources symboliques et économiques de la scène internationale pour s’imposer au niveau national. En effet, une partie significative du jeu politique libérien repose sur la réappropriation des ressources internationales pour faire avancer les intérêts politiques de certains individus. Bayart définit cette méthode de réappropriation des moyens internationaux pour des luttes au niveau national comme une « stratégie d’extraversion » (1989, p.43). Selon Bayart, la stratégie d’extraversion trouve ses origines chez « Les acteurs dominants des sociétés subsahariennes » qui cherchent « à compenser leurs difficultés à autonomiser leur pouvoir et à intensifier l’exploitation de leurs dépendants (...) [en] mobilisant les ressources que procurait leur rapport — éventuellement inégal — à l’environnement extérieur » (1989, p.43). La différence qui caractérise la période de transition politique au Libéria est la « milicianisation » de la société libérienne durant la guerre civile où l’exercice de la violence avait été privatisé et « la jeunesse militarisée » par l’État et les factions armées (Banégas, 2010, p.370-371 ; Ellis, 1999). Cette « milicianisation » a permis à plusieurs communautés vivant en marge de l’État de développer leurs propres stratégies pour attirer des fonds internationaux notamment en créant leur propre ONG (Bayart, 1999 ; Duclos, 2010, p.370 ; Ellis, 1999). Nous observerons dans

cette thèse comment cette « stratégie d'extraversion » va contribuer à la création d'un État qui fonctionne en se déchargeant de la plupart de ses fonctions sur des acteurs locaux ou internationaux, tout en se servant de la misère de ses citoyens pour attirer de l'aide internationale.

Il est aussi nécessaire de comprendre comment les affrontements constants entre les élites libériennes pour prendre le contrôle des institutions nationales ont un impact significatif sur la manière dont l'État se construit. En effet, la scène politique libérienne est caractérisée par des luttes fréquentes entre factions politiques qui empêchent la constitution de groupes solidaires et favorisent plutôt les partenariats instables entre acteurs politiques influents. Ceci implique qu'il est tout aussi possible pour un *technopol* d'entrer en partenariat avec un *warlord* pour gagner une élection que de trahir un *technopol* pour consolider son influence. Par exemple, l'ex-présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf s'est alliée au *warlord* Prince Johnson pour gagner les élections de 2011 (Gerdes, 2013). À l'opposé, durant les élections de 2017, elle a trahi son vice-président Joseph Boakai, un *technopol*, en se ralliant à un parti de l'opposition (Davis, 2018). Ceci implique que, pour comprendre comment les relations de pouvoir entre *warlords* et *technopols* évoluent, nous devons observer comment ces deux groupes font et défont leurs alliances, mais aussi reconnaître que ces deux catégories ne sont pas consistantes. Au contraire, comme nous le verrons dans le chapitre 1 et 2, les individus que nous avons analysés ne se restreindront jamais simplement à la fonction de *warlords* ou *technopols*, mais mobiliseront plutôt divers rôles qui leur permettent de consolider leur influence (Themnér, 2016). Nous verrons même que dans certains cas des *technopols* vont se reconvertir en *warlords* et vis-versa. C'est le cas notamment pour Charles Taylor qui est passé du rôle de *technopol* qui travaillait comme *Director General* pour le *General Services Agency* (GSA) grâce à son éducation aux États-Unis et ses connexions avec des

mouvements politiques à celle du plus puissant *warlord* du Libéria durant la guerre civile (SCSL, 14 et 15 juillet 2009 ; voir biographie chapitre 1 et 2).

2. Cadre théorique et méthodologie

Cette section est utilisée pour présenter notre cadre théorique qui s'inscrit dans la sociologie des élites, l'étude des stratégies d'«extraversion» et les études sur les *warlords* en Afrique subsaharienne. Nous montrerons aussi notre approche méthodologique qui consiste en une recherche documentaire combinée à une analyse prosographique.

2.1 Cadre théorique

Notre recherche s'inscrit d'abord le cadre des recherches sur les études sur la sociologie des élites. Ce champ de recherche s'intéresse depuis le début des années 1930 à identifier les acteurs qui ont une influence importante sur la société (Genieys, 2011). Un débat central qui a structuré cette étude des élites est de savoir si les démocraties sont gouvernées par un petit groupe d'acteurs privilégiés qui ont tendance à s'homogénéiser et monopoliser les prises de décisions politiques (Mills, 1959) ou par un ensemble d'acteurs pluriels qui s'affrontent pour obtenir le soutien de l'électorat, ce qui favorise le développement de groupes d'élites plus diversifiées et limite le pouvoir d'un seul groupe (Dahl, 1961 ; Dahl, 1971 ; Geniey, 2011). Nous porterons un intérêt particulier aux publications qui s'intéressent au rôle des *technopols* dans les transitions politiques et dans la formation de l'État. Cette littérature a été popularisée par Jorge Dominguez qui s'est servi du terme pour distinguer les nouveaux *technopols* « démocratiques » qui prenaient le pouvoir au Chili des *Chicago Boys* qui ont collaboré à la dictature de Pinochet⁴ (1996). Nous nous servirons

⁴ Une distinction qui n'est justifiable que si l'on accepte la définition de Dominguez qui soutient que les *technopols* sont des « *political leaders (1) at or near the top of their country's government and political life (including opposition political parties) who (2) go beyond their specialized to draw on various different stream of knowledge and who (3) vigorously participate in the nation's political life (4) for the purpose of affecting the politics well beyond the economic*

tout spécialement des travaux de Garth et Dezalay sur les *technopols* qui décrivent ce groupe comme des individus « issus de milieux familiaux privilégiés qui leur apportent un capital de relation. La seule différence réside dans le fait qu'ils s'appuient moins sur le capital familial que sur la notoriété scientifique de leur expertise, ainsi que sur un réseau international, acquis sur les campus et exploité ensuite tout au long de leur carrière » « pour faire avancer leur carrière et tisser des liens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays » (2002, p.68). Ainsi, nous identifierons les *technopols* comme des individus qui mobilisent leurs savoirs reconnus internationalement et leurs contacts obtenus durant leurs études à l'étranger (habituellement les États-Unis), « pour faire avancer leur carrière » dans l'arène politique nationale (Garth et Dezalay, p., 2002). Nous ne considérons ainsi des individus comme *technopols* qu'à partir du moment où ils mobilisent leurs capitaux académiques et relationnels internationaux pour se constituer en « groupe explicite » pour revendiquer une plus grande place sur la scène nationale (Boltanski, 1982, p.51 ; chapitre 1).

Nous mobiliserons le concept de *technopols* pour aborder la politique libérienne sous un nouvel angle en portant notre attention sur le rôle politique des Libériens éduqués qui mobilisent ce capital scolaire pour entrer en relation avec des acteurs internationaux dont ils maîtrisent les codes (langages, diplômes et idéologies). L'utilisation d'un tel terme nous permet déjà de distinguer la jeune génération de diplômés de la vieille élite américano-libérienne qui domine le *True Whig Party* (TWP) à cause de son appartenance à un petit nombre de familles influentes. Cette distinction nous

realm and who may, at time, be associated with and effort to "remake" their country's politics, economics and society » (1996, p.7). Selon Dominguez, une telle définition exclut les *Chicago Boys*, car ils restent campés dans leur champ de spécialité et ne participent pas au jeu politique des partis politiques (Dominguez, 1996). Une telle affirmation est assez questionnable quand l'on prend en compte le fait que ces *Chicago Boys* étaient directement impliqués dans les plus hautes sphères du gouvernement de Pinochet pour transformer radicalement la société chilienne (Ihl, 2012). Dans les faits, les *technopols* semblent avoir un passage similaire aux *Chicago Boys* et partager les mêmes idéologies néolibérales (Garth et Dezalay, 2002 ; Ihl, 2012). La nuance notable est que les *technopols* étaient plus ouverts à l'intervention de l'État, même s'ils voulaient diminuer sa taille radicalement (Dominguez, 1996). Il serait ainsi plus adéquat de parler de groupes de relève que de groupes de rupture quand nous parlons des *technopols* et des *Chicago Boys* (Dezalay et Garth, 2002).

permet aussi de faire ressortir les luttes d'influence entre technopols et la vieille garde conservatrice américano-libérienne qui caractérisent la formation des *technopols* durant les années 70. Nous nous servons aussi de ce concept pour comprendre comment les *technopols* transforment l'État. En effet, la plupart des auteurs qui parlent des *technopols* s'accordent pour dire que ces derniers jouent un rôle central dans la transformation de l'État pour qu'il s'accorde avec une vision néo libérale de la société (désengagement de l'État et ouverture au marché) (Dominguez, 1996 ; Garth et Dezalay, 2002 ; Joignant, 2010). Nous chercherons ainsi à savoir comment les *technopols* libériens tentent de transformer l'État pour maintenir leur emprise sur ses institutions⁵.

Nous sommes aussi fortement influencés par les travaux sur l'étude des sociétés subsahariennes où le pouvoir des élites repose sur leurs stratégies « d'extraversion ». Ce concept a été popularisé par Jean-François Bayart qui soutenait que cette stratégie est devenue la méthode par laquelle une petite élite africaine a su maintenir son pouvoir sur leurs citoyens en renforçant leurs relations inégales avec des acteurs externes (Bayart, 1989). Cette littérature est concentrée sur la manière dont diverses élites politiques africaines mobilisent le soutien d'acteurs externes (ONG internationales, ONU, FMI, puissances mondiales, entreprises multinationales) pour maintenir en place leur influence sur les institutions étatiques (Bayart, 1989 ; 1999 ; Hibou ; 1998 ; 1999 ; Wilén, 2011). Nous nous servons notamment des travaux de Béatrice Hibou qui a soutenu que plusieurs pays du Sud ont utilisé la méthode de la « décharge », c'est-à-dire un gouvernement où « La gouvernementalité dominante passe de façon de plus en plus (...) par le truchement d'interventions indirectes et par le biais d'acteurs privés. » (1999, p.7). Dans son travail, Hibou

⁵ Ce choix de porter un intérêt sur les *technopols* libériens implique que nous porterons une moins grande attention au rôle de l'ethnicité dans ses luttes d'influences entre élites politiques. Ceci ne veut pas dire que l'ethnicité ne joue pas un rôle dans les luttes politiques, mais en fonction de nos objectifs de recherches, nous avons décidé de ne pas approfondir ce point.

soutenait que cette décharge ne représentait pas un affaiblissement de l'État, mais plutôt un redéploiement de son influence à l'aune de nouvelles contraintes internationales (1999). Nous utiliserons ce concept pour comprendre comment les *technopols* vont tenter de gouverner le Libéria en déléguant plusieurs fonctions étatiques à des acteurs internationaux ou locaux. Par exemple, la gestion des finances ou encore la sécurité du pays ont été déléguées à des acteurs internationaux comme la MINUL ou le *Liberia Governance and Economic Management Assistance Program* (GEMAP). Cette délégation de fonctions à des acteurs internationaux permettait ainsi aux *technopols* d'exclure les *warlords* des institutions nationales, car ils pouvaient les remplacer par des acteurs internationaux. Il créait aussi un gouvernement où les *technopols* dépendaient du soutien de quelques acteurs internationaux pour obtenir les ressources nécessaires à la cooptation d'acteurs locaux permettant de gagner les élections (Wilén, 2011). Nous tenterons ainsi de voir comment un gouvernement reposant sur la décharge de certaines de ses fonctions a pu se mettre en place et quelles sont les conséquences de la création d'un tel gouvernement.

Nous sommes enfin influencés par la littérature qui traite de l'apparition des *warlords* en Afrique subsaharienne et quel rôle ils jouent dans la transformation de l'État. Cette littérature a été popularisée par William Reno qui a cherché à comprendre comment les *warlords* sont apparus en Afrique subsaharienne et a soutenu que le pouvoir de ces derniers reposait sur leur capacité à maintenir l'insécurité dans les territoires sous leur contrôle (1999 ; 2000). Nous utiliserons la définition de *warlord* donnée par John MacKinlay qui le définit comme « *the leader of an armed band, possibly numbering up to several thousand fighters, who can hold territory locally and at the same time act financially and politically in the international system without interference from the state in which he is based* ». (2000, p.48), car elle met en évidence les liens étroits entre le marché mondial et la capacité d'un *warlord* d'exploiter un territoire localement. Nous nous

servirons aussi de Louisa Lombard qui avait observé en Centrafrique comment les mouvements armés étaient caractérisés par des relations conflictuelles entre un gouvernement du centre et des populations marginalisées de l'hinterland qui se servaient des armes pour obtenir des concessions du gouvernement (2012). Nous utiliserons également le concept de « *threat economies* », développé par Louisa Lombard, qui soutient que souvent les combattants en Centrafrique préfèrent menacer d'utiliser la violence pour obtenir des concessions politiques (2016 b, p.220). Ces concepts seront utilisés pour expliquer comment les *warlords* sont apparus au Libéria et quels outils ils utilisent pour maintenir leur influence sur la politique libérienne. Nous chercherons aussi à comprendre comment la capacité des *warlords* à mobiliser des acteurs violents et à menacer d'utiliser la violence de ces mêmes acteurs leur permet de continuer à jouer un rôle au Libéria, malgré leur exclusion des institutions nationales.

2.2 De la recherche documentaire à l'analyse prosopographique

Nous avons choisi la méthode de recherche documentaire combinée à une analyse prosopographique de quinze personnalités libériennes que nous avons identifiées comme *warlords* ou *technopols* (Lemerrier, Picard, 2012). La prosopographie est la reconstitution du parcours biographique de plusieurs acteurs pour identifier une trajectoire commune ou divergente, à la lumière d'événements importants pour l'individu et de l'histoire de sa société (Delpu, 2015 ; Lemerrier, Picard, 2012 ; Lewis, 1977). Nous avons cherché ainsi à retracer le parcours de vie des *warlords* et *technopols* pour identifier des similarités ou différences qui peuvent expliquer les hauts et bas d'une carrière politique durant la période de transition politique. Les principales sources pour établir cette prosopographie sont basées sur l'analyse des témoignages des *technopols* ou *warlords* devant la Commission Vérité et Réconciliation du Libéria (CVR) ou *The Special Court for Sierra Leone* (SCSL) où plusieurs acteurs que nous avons identifiés ont présenté leur parcours

biographique devant une cour de justice. Nous avons complété ces témoignages en mobilisant la littérature scientifique qui concerne l’histoire de diverses personnalités que nous analysons, des documents publiés par le gouvernement libérien, des acteurs internationaux, des journaux libériens, des vidéos et des biographies (voir bibliographie). À partir de ces données, nous avons constitué en annexe une série de notes biographiques qui décrivent brièvement les origines, le niveau d’éducation et la carrière politique des personnes que nous avons étudiées. De plus, dans chacun de nos chapitres, nous avons intégré une ou deux biographies plus complètes de certains *warlords* ou *technopols* pour appuyer nos arguments.

3. Plan de thèse

Notre thèse sera divisée en cinq chapitres. Le chapitre 1 couvrira les origines historiques des *technopols* libériens et leur constitution en un groupe social sous les gouvernements des présidents Tubman et Tolbert (1944 à 1980). Pour ce faire, nous présenterons d’abord l’histoire coloniale du Libéria (1821-1944) et comment un groupe de colons afro-américains et africains, communément nommés Américano-Libériens, vont créer un État qui repose sur l’exploitation des populations tribales locales (Gerdes, 2013). Ensuite, nous étudierons comment l’accès à une éducation supérieure reconnue internationalement et le développement de contact avec des acteurs internationaux jouèrent un rôle crucial pour établir les bases de la formation des *technopols* en un groupe social. Par après, nous illustrerons comment les *technopols* ne s’articuleront en tant que groupe social qu’à partir du moment où ils mobilisent leur capital académique et relationnel pour s’imposer en tant que groupe influent sur la scène nationale. Ce chapitre analysera enfin les liens étroits existant entre les *technopols* et *warlords* durant le régime de Samuel Doe (1980-1989) et la guerre civile qui suivit (1989-2003). Le chapitre 2 présentera dans quel contexte les *warlords* sont apparus au Libéria et comment ils sont devenus les acteurs dominant de la scène politique

libérienne. Ce chapitre observera aussi comment la guerre civile et la transition politique qui a suivi sont caractérisées par des luttes constantes entre différentes factions armées. Dans le chapitre 3, nous observerons les luttes d'influence entre les *technopols* et les *warlords* pour contrôler les institutions nationales libériennes génératrices de rentes. Nous constaterons que les *technopols* ont pu dominer la politique libérienne à cause de leur plus forte cohésion et des divisions importantes qui affectaient les *warlords*. Dans le chapitre 4, nous observerons comment les *warlords* tentèrent de compenser leur perte de contrôle des institutions nationales libériennes en réorientant leur attention sur les régions vivant en marge de l'influence de l'État. Nous soutiendrons que les *warlords* ont pu accomplir cette réorientation en revendiquant le rôle de représentants d'une communauté marginalisée (habituellement composée d'ex-combattants) et en menaçant d'utiliser la violence de cette communauté pour obtenir des concessions politiques. Dans le chapitre 5, nous analyserons la façon dont les *technopols* ont tenté de préserver leur influence en créant un État libérien qui repose sur la décharge de certaines de ses fonctions sur des acteurs internationaux et locaux. Nous présenterons ensuite la synthèse de notre travail dans notre conclusion et la façon dont notre travail s'inscrit dans des débats en cours.

CHAPITRE 1

LES ORIGINES HISTORIQUES DES *TECHNOPOLS*

En 1944, William Tubman devenait le nouveau président du parti unique du Libéria le *True Whig Party* (TWP). Tubman (1944-1971) et son successeur William Tolbert (1971-1980) étaient à l'origine d'une série de réformes économiques, politiques et sociales pour moderniser l'économie du pays et préserver l'influence du TWP sur le Libéria. Ce chapitre s'intéressera à l'impact que ces réformes et les troubles politiques qui ont suivies (dictature de Samuel Doe 1980-1989 et guerre civile de 1989 à 2003) ont eu sur la constitution du groupe des *technopols*. Nous affirmons que le groupe des *technopols* s'est constitué durant les réformes de Tubman et Tolbert où l'acquisition d'un capital académique était devenue possible et où ils bénéficiaient d'un environnement favorable à la formation et la participation de leur groupe à la politique libérienne de 1970 à la fin de la guerre civile en 2003. Pour défendre cette affirmation : (1) nous allons introduire l'histoire de la formation du Libéria, (2) nous discuterons de la formation du groupe des *technopols* des années 1960 jusqu'à la chute du TWP en 1980, (3) nous présenterons le développement des *technopols* dans un environnement politique instable sous le gouvernement de Samuel Doe (1980-1989), (4) nous analyserons le rôle des *technopols* durant la guerre civile (1989-2003) et leurs relations avec les *warlords*.

1. L'histoire du Libéria et l'origine des Américano-Libériens

La création du Libéria trouve ses origines dans les conflits entourant la question de l'esclavage aux États-Unis. Une solution au problème était de réimplanter le « trop grand » nombre d'esclaves affranchis en Afrique par le biais de l'*American Colonisation Society* (ACS) (Gershoni, 1985). C'est ainsi qu'en 1821, l'ACS créait le Libéria avec comme capitale Monrovia et composé

d'un mixte d'Afro-américains affranchis et d'Africains récemment libérés de vaisseaux négriers. Quand cette colonie obtint son indépendance en 1847, elle ne semblait pas avoir énormément de chance de survivre aux nombreux conflits internes et externes qui l'affectaient. D'un côté, les colons afro-américains et africains ne représentaient pas un groupe très cohésif à cause des milieux très différents d'où ils provenaient (Liebenow, 1969). De l'autre côté, le Libéria était menacé par des tribus situées dans l'hinterland⁶ et des puissances étrangères (France et Royaume-Uni) qui désiraient absorber la colonie (Gershoni, 1985). C'est dans ce contexte de pressions externes et de tensions internes qu'en 1869 un nouveau parti politique dénommé le *True Whig Party* (TWP) fut formé. Le TWP devint alors un outil central dans la cristallisation du pouvoir des colons afro-américains et africains et réussit à devenir le parti unique du Libéria au cours des années 1860-1880 (Liebenow, 1987). Cette situation favorisa le regroupement de ces colons qui furent alors désignés comme des Américano-Libériens. Grâce à cette plus grande cohésion interne, la petite république put alors se lancer dans un projet expansionniste pour soumettre les tribus voisines (Gershoni, 1985). Pour ce faire, la colonie eut recours à une suite d'opérations militaires et favorisa l'intégration de certains chefs tribaux habituellement nommés *Paramount Chiefs* dans les réseaux de clientélisme du TWP (Gershoni, 1985). Ce projet expansionniste favorisa la création d'une petite élite constituée d'Américano-Libériens résidant à Monrovia qui dominait la population indigène par le biais des *Paramount Chiefs* et d'une armée fidèle.

Ce système de domination fut remis en cause durant la Seconde Guerre mondiale, quand le Libéria se joignit aux Alliés. Ce ralliement aux forces alliées eut pour conséquences l'ouverture du Libéria au marché international à une échelle inimaginable auparavant (Lowentkopf, 1976).

⁶ Il est nécessaire de noter que ses tribus ne représentent pas des groupes unifiés disposant de cultures similaires, mais plutôt une série de petits royaumes indépendant les uns des autres avec des langues, pratiques religieuses et normes culturelles différentes (Liebenow, 1987).

Cette manne financière représentait cependant une arme à double tranchant. Elle permettait de renforcer le pouvoir du TWP, mais donnait aussi accès aux populations tribales à des idées mettant en danger l'hégémonie du TWP. En effet, l'ouverture du marché à un plus large public libérien permettait la propagation d'idées comme le communisme, ce qui constituait une menace potentielle aux yeux des membres de l'élite du TWP (Liebenow, 1987). C'est dans ce contexte que William Tubman, le nouveau président du Libéria, prit le contrôle du pays en 1944 et tenta de trouver une solution pour préserver la domination du TWP au Libéria.

La solution de Tubman était double : il désirait ouvrir le pays aux investissements étrangers (*Open Door Policy*) et il tentait d'unifier le Libéria en intégrant un plus grand nombre des populations tribales aux cercles de clientélisme du TWP (*Unification Policy*) (Liebenow, 1987 ; Lowentkopf, 1976). Cette politique avait comme objectif de prévenir une révolution des tribus de l'hinterland libérien en créant une modernisation progressive de l'économie libérienne et de sa société, tout en préservant les intérêts des hauts dirigeants du TWP (Lowentkopf, 1976). En cela, le projet du TWP était assez similaire à celui d'autres régimes autoritaires qui, dans les années 1950 à 1970, tentèrent de préserver leur régime en mettant progressivement en place une série de réformes économiques et sociales. On peut penser par exemple aux réformes économiques et sociales menées par le Shah d'Iran dans les années 60, aussi connues sous le nom de « révolution blanche », ou encore aux politiques de modernisation économique des pays d'Amérique centrale dans les années 50 et 60 qui espéraient éviter une révolution communiste en s'ouvrant aux marchés internationaux (Milani, 1994 ; Rouquié, 1992). Les réformes initiées par Tubman transformèrent profondément la société libérienne en modernisant les infrastructures du pays et en provoquant

une urbanisation accélérée⁷. Ces réformes suscitèrent aussi la création de programmes d'aide sociale et surtout, rendirent l'éducation accessible à une grande partie de la population (Liebenow, 1987 ; Lowenkopf, 1976). Tous ces programmes purent être mis en place grâce à l'implantation de nombreuses entreprises étrangères, tout particulièrement dans le secteur minier (Lowenkopf, 1976). Cependant, d'après Liebenow, cette croissance économique représentait un phénomène de « *Growth without development* » (1987 ; 1969, p. 2 à 4), c'est-à-dire que la croissance économique n'était pas accompagnée d'une modernisation des institutions économiques et gouvernementales qui aurait permis de consolider cette croissance. Liebenow attribuait ce phénomène à la centralisation des richesses au sein d'un petit groupe de familles américano-libériennes (1987). De plus, le TWP continuait à monopoliser le pouvoir et à réprimer toute mobilisation politique ou ouvrière qui pouvait remettre en cause l'influence du parti (Lowenkopf, 1976). Cette situation créait une tension significative entre une société en plein changement et une élite politique qui cherchait à le ralentir. C'est dans le contexte de ces réformes que les *technopols* apparurent sur la scène politique libérienne.

2. La formation des *technopols* des années 1960 à la chute du TWP en 1980

Cette section va présenter le contexte dans lequel le groupe social des *technopols* s'est formé. Pour ce faire, nous allons mobiliser le travail de Luc Boltanski qui soutient dans son analyse sur les cadres que, pour comprendre la formation d'un groupe social, « [...] il faut commencer par renoncer à donner une "définition préalable" du groupe et prendre pour objet la conjoncture historique dans laquelle les cadres se sont formés en groupe explicite, doté d'un nom, d'organisations, de porte-parole, de systèmes de représentations et de valeurs » (Boltanski, 1982,

⁷ Monrovia est le meilleur exemple, passant d'une population de 12 000 habitants en 1940 à 134 000 en 1971 (Lowenkopf, 1976).

p.51). Dans le cas des *technopols* libériens, nous soutenons que la création de ce groupe social était le résultat du « travail de regroupement » de jeunes Libériens diplômés, qui partageaient un même capital social et qui bénéficiaient d'une rare opportunité de s'affilier au mouvement *progressist* entre 1971 et 1979⁸ (Boltanski, 1982, p.51). Pour défendre cette affirmation, nous allons étudier les processus permettant à ces jeunes diplômés de devenir des *technopols* en analysant tout d'abord leurs stratégies d'ascension sociale par l'acquisition de capital académique et par le réseautage international. Ensuite, nous aborderons leurs tentatives d'intégration au sein de la communauté américano-libérienne et enfin, nous nous pencherons sur leur participation au sein du mouvement *progressist*. Cette section nous permettra ainsi de mieux comprendre comment ces *technopols* ont réussi à user de leur capital académique et relationnel pour acquérir plus d'influence politique dans une arène politique dominée par le TWP.

2.1 L'ascension sociale par le diplôme

D'abord, le système scolaire libérien, développé sous le gouvernement des présidents Tubman et Tolbert, a joué un rôle clé dans la constitution des *technopols* en tant que groupe social. En effet, l'investissement significatif du TWP dans l'éducation, durant les années 1960-1970, a permis à de nombreux Libériens d'accéder au système d'éducation (Liebenow, 1987). Selon Lowentkopft, cette éducation était d'une qualité douteuse, mais permettait à un nombre impressionnant de Libériens habituellement marginalisés d'avoir accès à tous les niveaux d'éducation⁹. Ce plus grand accès à l'éducation donna à ces groupes marginalisés (surtout

⁸ Le mouvement *progressist* représente deux mouvements politiques dits *progressist* : le MOJA (*Movement for Justice in Africa*) surtout composé d'étudiants et de professeurs de la *University of Liberia* et le PAL (*Progressive Alliance of Liberia*) surtout dirigé par des diplômés qui ont étudié aux États-Unis et ont travaillé au sein du TWP (Liebenow, 1987).

⁹ Lowenkopf soutient que le nombre de Libériens provenant des régions rurales qui ont eu accès à une éducation occidentale est passé de 619 en 1949 à 153 000 en 1970 (1976, p. 143). Cette situation se répéta aussi dans les régions côtières où le nombre de jeunes membres des tribus ayant accès à l'éducation a alors plus que doublé (Lowenkopf, 1976).

d'origine tribale) une opportunité de promotion sociale inimaginable jusqu'alors. En effet, les savoirs techniques acquis par les étudiants libériens étaient en demande par le gouvernement qui cherchait à professionnaliser son administration (Lowentkopf, 1976). Tout aussi important, le développement de nouveaux lieux d'éducation secondaire et universitaire favorisa la création de réseaux d'influence pour ces jeunes étudiants. Par exemple, Joseph Boakai profita de sa période d'étude pour développer ses propres réseaux de clientélisme en travaillant au sein de certaines organisations étudiantes (Malakpa, 2016). Ces acteurs étudiants offraient des opportunités de s'impliquer dans la politique libérienne et d'occuper des postes au sein de l'administration scolaire offrant de ce fait des opportunités de faire avancer son statut (Malakpa, 2016 ; TRC, 26 février 2008). L'accès à des études au niveau secondaire et surtout universitaire permettait aussi d'aller étudier à l'étranger ce qui pouvait permettre d'obtenir des positions d'influences au sein de l'administration du TWP. L'accès à une éducation supérieure devenait dans ce contexte un bien désirable qui requérait d'importants sacrifices de la part d'étudiants incapables de couvrir eux-mêmes leurs frais d'étude¹⁰.

Pour couvrir de tels frais, ces étudiants devaient habituellement trouver un patron prêt à les aider en échange de leur soumission. Ceci passait habituellement par une adoption du client au sein de sa nouvelle famille afin de solidifier les relations de domination des patrons sur leurs clients (Cheapoo, 2008 ; Malakpa, 2016). Ainsi, la mère de Joseph Boakai l'avait donné en adoption à divers « Oncles » et « Tantes » pour qu'il puisse avoir accès à l'éducation nécessaire pour avancer dans la société (Malakpa, 2016). Ce système d'adoption est assez similaire au système de l'Empire romain où l'adoption au sein des couches sociales supérieures était un moyen de promotion sociale

¹⁰ Il existe de rares exceptions à cette situation, comme le cas du *technopol* d'Amos Sawyer qui serait né dans une vieille famille américano-libérienne et qui affirmait ne jamais avoir eu à se préoccuper de l'argent. (Cheapoo, 2009 ; Malakpa, 2016 ; Sirleaf, 2009 ; Taylor, 2009 ; TRC, 26 août 2008).

pour certains individus en échange de leur soumission à leur père adoptif (Hugh, 2009). D'autres Libériens recouraient au mariage pour intégrer une famille américano-libérienne très influente. Par exemple, Johnson Sirleaf avait intégré une puissante famille américano-libérienne en épousant James Sirleaf (surnommé Doc), ce qui facilitait son accès à des études à l'étranger (Sirleaf, 2009). Peu importe la méthode d'intégration, ces relations reposaient dans une large part sur la domination d'un patron sur son client. Ces relations pouvaient parfois se révéler très nocives pour les étudiants que nous avons observés, ce qui menait à un changement fréquent d'allégeance. Par exemple, Boakai eut plusieurs « Oncles » et « Tantes », car ils abusaient souvent de leur pouvoir sur ce dernier pour le forcer à faire de nombreux travaux qui l'empêchaient de continuer ses études (Malakpa, 2016). Une fois que le support solide d'un chef tribal ou d'un Américano-Libérien connecté au TWP était obtenu, la trajectoire scolaire d'un *technopol* était la suivante : étudier dans une ou plusieurs écoles secondaires au Libéria ou dans des pays voisins (souvent la Sierra Leone), entrer dans la *University of Liberia* pour obtenir un baccalauréat ou au moins étudier quelques années avant d'aller étudier dans une université étrangère à l'aide d'une bourse (préférentiellement aux États-Unis) pour obtenir une maîtrise, un baccalauréat, un brevet ou, dans de très rares cas, un doctorat (Boakai, 2018; Cheapoo, 2008; Lowenkopft, 1976, Malakpa, 2016 ; SCSL, 14 July 2009; Sirleaf, 2009). Très souvent, ces étudiants avaient aussi fait de petits travaux pour pouvoir couvrir les coûts de leurs études (jardinier, plongeur, serveur, etc.) (Cheapoo, 2008 ; Malakpa, 2016 ; SCSL, 14 July 2009; Sirleaf, 2009). Ces efforts et sacrifices permettaient à quelques Libériens et Libériennes de s'élever socialement bien plus que leurs parents n'auraient pu l'imaginer et surtout de développer des relations avec des personnes influentes aussi bien au sein du pays qu'à l'étranger (Lowenkopft, 1976 ; Malakpa, 2016 ; Sirleaf, 2009).

2.2 Les connexions internationales

Le passage dans des universités étatsuniennes permettait à de jeunes Libériens de développer des contacts avec divers acteurs internationaux et d'acquérir un capital académique pouvant légitimer leur participation à la politique libérienne. En effet, les études aux États-Unis représentaient l'occasion d'entrer en relation avec divers individus influents et de s'intégrer à certains acteurs internationaux. Par exemple, Johnson Sirleaf a pu travailler avec la Citibank et la Banque Mondiale grâce aux nombreuses relations qu'elle avait créées durant ses nombreux passages dans les universités étatsuniennes (Sirleaf, 2009). De la même façon, Joseph Boakai a travaillé en tant que consultant international pour divers projets grâce aux relations qu'il avait développées dans les universités étatsuniennes (Malakpa, 2016). Il était même possible pour certains diplômés comme Amos Sawyer d'enseigner aux États-Unis s'ils arrivaient à terminer leur doctorat et à publier dans des revues reconnues (Sawyer, 2008a). Ces connexions internationales donnaient ainsi un capital relationnel et un capital académique significatifs pour de jeunes diplômés habituellement marginalisés dans le jeu politique libérien.

De plus, selon Garth et Dezalay, les études à l'étranger permettaient d'acquérir un pouvoir symbolique qui donnait l'occasion de revendiquer une place plus importante au sein de la politique nationale (2002). Ils expliquent ce phénomène à cause de la « dollarisation » de leur expertise, « c'est-à-dire d'indexer la valeur des expertises du Sud en fonction des ressources symboliques qu'elles peuvent mobiliser sur le marché nord-américain » (Garth et Dezalay, 2002, p. 89). Dans le contexte libérien, l'acquisition d'un diplôme aux États-Unis donnait l'accès aux institutions nationales du Libéria qui étaient autrement réservées à un groupe restreint de familles américano-libériennes (Liebenow, 1987, SCSL, 2009). Ceci s'explique par la valorisation des diplômes étrangers par le gouvernement dans les années 1960 qui cherchait ainsi à moderniser son

administration en intégrant un plus grand nombre de diplômés (Lowenkopft, 1976). Ce phénomène d'inclusion s'accélérait à partir de 1971, à l'arrivée au pouvoir de William Tolbert qui désirait favoriser la modernisation du pays (Liebenow, 1987). Les années 1970 représentaient ainsi une opportunité unique pour les Libériens qui avaient étudié à l'étranger et qui pouvaient intégrer les institutions nationales libériennes en bien plus grand nombre à cause de la « dollarisation » de leur expertise et du développement de connexions internationales.

Joseph Nyumah Boakai: la success story

Joseph Boakai, le vice-président libérien de 2005 à 2017 et candidat pour les élections de 2017 pour le *Unity Party* (UP) est un cas intéressant. Il serait né d'une famille pauvre dans un petit village nommé Worsonga. Boakai s'adaptait mal à la vie rurale de Worsonga. Par exemple, il affirme qu'il ne savait pas planter le riz du bon côté (Malakpa, 2016). Il avait cependant un désir d'apprendre à l'école qui l'encourageait à chercher un meilleur avenir. Pour ce faire, sa mère l'aurait donné en adoption à plusieurs « Oncles » et « Tantes » pour lui offrir l'occasion d'avoir accès à cette éducation qu'il désirait tant (Malakpa, 2016). Après être passé d'un patron à l'autre sans grand succès et à la suite de nombreux abus, Boakai réussit finalement à intégrer la CWA (College of West Africa) qui lui donna l'accès à une éducation secondaire et lui permit d'établir une série de liens sociaux avec les collègues de sa classe. Il continua à vivre dans une situation financière instable et souffrit souvent de la faim (Malakpa, 2016). Après son passage au CWA, il entra à l'Université du Libéria où il obtint un baccalauréat en *Business Administration*. Sa fortune aurait monté de manière significative durant cette période, grâce à l'obtention d'une succession de postes administratifs qui le mirent en contact avec plusieurs individus influents et les opportunités d'enrichissement s'ensuivirent (Malakpa, 2016). Après ses études à l'université, Boakai intégrait la *Liberian Produce Marketing Corporation* (LMPC) durant le gouvernement de Tolbert, grâce à l'aide d'un certain Charles Minor. Grâce à ce passage au LMPC, Boakai put créer un vaste réseau de clientélisme en recrutant des Libériens qui travaillaient alors sous ses ordres. L'auteur renforce ce point en notant les nombreux dons que Boakai donnait à ses employés (de meilleurs salaires, des bonnes conditions de travail et des infrastructures plus confortables). Il fit aussi construire une route reliant Worsonga à Monrovia (Malakpa, 2016). En échange, il s'attendait à la fidélité de ses clients et recevait certains dons. Par exemple, Boakai reçut une voiture en cadeau des trois grands projets agricoles qu'il visitait souvent (Malakpa, 2016). Il est plus probable que ce cadeau était un don que Boakai avait exigé en tant que patron. Ce fut aussi grâce à cette position au sein du LMPC que Boakai put aller étudier au *Kansas State University* en *Grain Storage and Marketing*. Le coup d'État de Samuel Doe ne représenta pas une menace pour Boakai qui ne semblait pas familier avec les différents partis de l'opposition ou le TWP. Il obtint même la position de ministre de l'Agriculture en 1983. Cependant, dès 1985, on lui retira son poste, à cause de tensions avec le régime de Doe. Cette situation poussa Boakai à l'exil, il trouva d'abord refuge aux États-Unis où il rencontra Johnson Sirleaf, puis il s'installa au Ghana avec sa famille. Durant cette période il s'implique auprès de nombreux programmes internationaux sur l'agriculture. Il sera notamment engagé pour évaluer les stratégies agricoles de la Banque mondiale en 1986 (Boakai, 2018). Il retourna au Libéria en 1988 pour y ouvrir une compagnie d'import-export nommée *Lusu Ressources Corporation*. La guerre civile interrompit les projets de Boakai qui dut fuir vers la Sierra Leone. Très bien accueilli, Boakai disposait alors d'un statut important grâce à ses contacts locaux. Par exemple, il se servait de ses contacts avec la police sierra-léonaise pour récupérer deux de ses voitures volées. Durant son passage en Sierra Leone, Boakai fut souvent en contact avec le chef du gouvernement par intérim au Libéria d'Amos Sawyer. En 1992, Boakai retourna au Libéria pour prendre le contrôle du LPRC (Liberia Petroleum Refinery Corporate) sur l'invitation d'Amos Sawyer. À nouveau, comme dans le cas de son ministère en agriculture, Boakai fut rapidement renvoyé du LRPC à cause de son refus de participer aux pratiques de corruption du gouvernement (du moins, c'est ce qu'il affirme). L'offensive militaire du NPFL sur Monrovia força Boakai à

fuir une nouvelle fois Monrovia. Boakai travailla alors surtout en tant que consultant pour des entreprises étrangères. Il passa le reste de la guerre civile à s'occuper de sa compagnie *Lusu Ressources*. Ce n'est qu'à la fin de la guerre qu'il revint sur le devant de la scène en rejoignant le gouvernement de Johnson Sirleaf.

2.3 L'intégration au sein de la communauté américano-libérienne

L'intégration au sein de la communauté américano-libérienne était vitale pour que les jeunes diplômés libériens puissent avoir accès à une éducation à l'étranger et à des postes au gouvernement. Pour certains diplômés issus des milieux tribaux, ceci impliquait de renoncer à leurs noms pour prendre le nom de famille de leur patron (Cheapoo, 8 août 2008 ; Malakpa, 2016). Par exemple, Chea Cheapoo dut changer son nom en Joe Johnson en honneur de son patron en échange de la couverture de ses frais d'études universitaires aux États-Unis pour le premier semestre (Cheapoo, 8 août 2008). Plus encore, ces jeunes diplômés étaient censés adopter les pratiques et normes des Américano-Libériens qui considéraient avec mépris les *countrymen*. Ceci impliquait que les diplômés issus de familles de *l'hinterland* devaient renoncer à leur culture et histoire pour pouvoir faire partie de l'oligarchie. Le témoignage de Cheapo Cheapoo devant la CVR illustre ce problème quand il affirmait que « (...) *if you want to be accepted, you have to be like them* (Américano-Libériens). *Carry their names, wear shoes and speak good English. Otherwise, you're countrymen. When you're countrymen, you got no place here* » (8 août 2008). Ainsi, avoir bénéficié d'une éducation supérieure n'était pas seulement un moyen d'acquérir un savoir technique qui générait un capital académique et social, mais aussi un moyen de rejoindre les rangs de l'élite américano-libérienne, malgré l'appartenance à un statut dit inférieur.

Cependant, même ce statut était en danger, car la vieille garde américano-libérienne ne tolérait pas que cette nouvelle génération de diplômés qui remettait en cause la structure clientéliste du TWP. Par exemple, Johnson Sirleaf affirme avoir rencontré d'importantes résistances face à ses

critiques de l'économie libérienne gérée de manière clientéliste au point qu'elle a préféré repartir travailler pour la Citibank entre 1973 et 1975 (2009). De même, Alhaji Kromah affirme avoir été détenu en 1975 pour avoir ouvertement critiqué le régime (2009). En réponse à ces pressions, certains diplômés critiquaient plus ouvertement cette vieille élite qui ne disposait pas de leurs savoirs techniques modernes ou de leur aspiration démocratiques (Liebenow, 1987). Ce cas est assez similaire à la compétition entre les *technopols* sud-américaines formées aux États-Unis et la vieille élite de « gentlemen-politiciens du droit » pour savoir qui avait le droit d'exercer une influence sur les institutions nationales (Garth et Dezalay, 2002, p.51). Cette situation mena à une escalade des affrontements entre la vieille garde américano-libérienne et les jeunes diplômés qui jouaient un rôle politique plus actif durant la présidence de William Tolbert.

2.4 La formation du mouvement des *progressists* durant l'ère Tolbert

Entre 1971 et 1979, un environnement politique incertain pour les jeunes diplômés libériens créa un contexte favorable à leur rassemblement en mouvements politiques dits *progressists*, à l'origine des *technopols*. Cette incertitude politique trouvait ses origines dans la réaction de la vieille garde du TWP face aux projets réformistes des jeunes diplômés intégrés au sein du gouvernement. Désirant rétablir son influence sur ces jeunes qui tentaient de s'émanciper grâce à leurs contacts internationaux, elle recourut alors à des manœuvres d'intimidation et essaya aussi d'exclure les jeunes diplômés du gouvernement. Certains d'entre eux se plièrent aux pressions exercées en modérant leurs critiques pour conserver leur position, avec l'espoir de changer le système de l'intérieur (Sirleaf, 2009). D'autres, au contraire, comme Cheapoo, Fahnbulleh ou encore Boakai continuèrent à remplir leurs fonctions, tout en refusant de se plier

aux pressions de cette frange du parti¹¹. Cette situation aboutit à l'expulsion de certains des jeunes contestataires pour des raisons mineures (Liebenow, 1987). Ainsi, Cheapoo affirma avoir été exclu du TWP parce qu'il s'était agenouillé durant la prière au sénat, plutôt que de se tenir debout (Cheapoo, 8 août 2008).

Les tentatives de mise au pas des jeunes diplômés ne réglèrent cependant pas la situation et favorisèrent au contraire le regroupement des diplômés au sein de mouvements politiques leur permettant de s'identifier à des *technopols*. Ces mouvements dits *progressists* étaient regroupés autour de deux organisations : le MOJA (*Movement for Justice in Africa*) surtout composé d'étudiants et de professeurs de la *University of Liberia* et le PAL (*Progressive Alliance of Liberia*) surtout dirigé par des diplômés qui ont étudié aux États-Unis et ont travaillé au sein du TWP (Liebenow, 1987). Ces deux organisations, dominées par des jeunes Libériens qui avaient étudiées à l'étranger, avaient été créées pour promouvoir un système plus démocratique au Libéria ou tout du moins de critiquer le TWP sur l'absence de cette démocratie (Liebenow, 1987).

C'est durant ce processus de formation des mouvements *progressist* que le groupe social des *technopols* apparut pour la première fois sur la scène politique libérienne. Voilà pourquoi nous avançons que la période de 1971 à 1979 représente « la conjoncture historique » qui favorisa la formation des *technopols* « en groupe explicite » se différenciant des autres par son nom (*progressist*), sa possession d'organisation (le PAL et le MOJA), son système de représentation, ses valeurs (démocratiques et la possession d'une expertise technique) et ses porte-paroles (Leaders du mouvement du PAL et du MOJA) (Boltanski, 1982, p.51). L'utilisation du PAL et du MOJA comme outils de contestation du régime permettait aussi d'identifier l'orientation politique

¹¹ C'est en tout cas ce qu'ils affirment (Cheapoo, 8 août 2008 ; Fanhbulleh, 2009 ; Malakpa, 2016).

du groupe et renforçait le sentiment de « groupalité » (« sentiment d'appartenir à un groupe particulier, limité, solidaire ») qui caractérisait les *tecnopols* (Brubaker, 2001, p.79). La participation à un mouvement de contestation était ainsi devenue un élément déterminant pour se revendiquer en tant que *technopol*, même pour des Libériens qui n'avaient pas participé aux mouvements *progressist* (Sirleaf, 2009 ; Malakpa, 2016). Tous ces éléments permirent aussi aux membres de ce groupe d'acquérir plus d'influence sur la scène politique libérienne et d'y agir en tant que *technopols*.

Ce regroupement fut possible grâce au capital social et financier que ces diplômés pouvaient mobiliser à l'étranger. Par exemple, le PAL devait sa création à Baccus Matthew membre fondateur de l'*Union of Liberian Associations in the Americas* (ULAA) qui c'était servi de ses contacts avec l'ULAA pour financer le PAL (Liebenow, 1987; SCSL, 15 July 2009). Les connexions internationales de ces jeunes étudiants pouvaient aussi être utilisées pour offrir un refuge à plusieurs diplômés qui portaient travailler à l'étranger quand la situation politique devenait instable. Par exemple, Johnson Sirleaf fit plusieurs allers-retours entre des emplois dans des institutions internationales et le gouvernement libérien, selon le climat politique au Libéria (Sirleaf, 2009). Le regroupement de ces jeunes diplômés s'expliquait aussi par l'hésitation du régime de Tolbert à réprimer pleinement ces nouveaux mouvements *progressist* (Liebenow, 1987). Une telle situation créait un rare espace de tolérance relative où les diplômés pouvaient se mobiliser, effectuer un travail interne afin de définir ce que représentait leur groupe et se mobiliser pour revendiquer une plus grande place dans le jeu politique. Ainsi, comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, ce regroupement d'académiciens ne peut réellement être considéré comme des *tecnopols* qu'à partir du moment où ils mobilisent leur capital de relations internationale et académique pour occuper un plus grand espace dans la vie politique. C'est cette

mobilisation à des fins politiques qui distinguent les *technopols* libériens en tant que groupe « explicite » et distinct (Boltanski, 1982, p.51).

Il ne faut pas pour autant considérer ce groupe comme un bloc solide et cohérent, chaque acteur y participant n'ayant pas toujours les mêmes intérêts ni les mêmes orientations. En effet, les *technopols* ne restaient pas constamment au sein de l'opposition. Ils faisaient plutôt un va-et-vient constant entre les mouvements *progressist*, le gouvernement et des organismes internationaux (Liebenow, 1987). De ce fait, le groupe lui-même restait fragmenté et donc potentiellement fragile sur l'échiquier politique. La quête de reconnaissance du groupe était donc loin d'être facile et restait marquée par de nombreuses négociations internes et externes, avec les membres du gouvernement et de l'opposition (Liebenow, 1987 ; Sirleaf, 2009). La relation des *technopols* au TWP restait donc houleuse, animée par la volonté des *technopols* de prendre leur autonomie vis-à-vis du régime et de jouer un plus grand rôle politique au Libéria.

Les relations entre *technopols* et le TWP se sont tendues entre 1978 et 1979, quand les *technopols* radicalisèrent leurs actions contre le TWP. Ceci s'expliquait par un regain de mobilisation des *technopols* pour favoriser la démocratisation du pays. En effet, le PAL cherchait à devenir un parti politique qui pouvait participer légalement aux élections, ce qui remettait en cause le monopole politique du TWP (Liebenow, 1987). Le MOJA n'était pas en reste en cherchant à faire élire Amos Sawyer au poste de maire de la ville de Monrovia (Liebenow, 1987). L'autre cause de ce regain de tension s'expliquait par le rôle central des *technopols* dans l'organisation de la manifestation du 14 avril 1979, plus communément nommée *the Rice Riot*. Cette manifestation joua un rôle crucial dans la rupture entre le TWP et les mouvements *progressist*, car elle représentait une remise en cause publique de l'influence du TWP (Liebenow, 1987). En effet, cette manifestation avait été organisée pour critiquer la décision du TWP d'augmenter le prix du riz

importé, ce qui aurait représenté un fardeau supplémentaire pour les Libériens¹². Si la manifestation fut un affront au TWP, la transformation de celle-ci en émeute à cause de la police qui avait ouvert le feu sur la foule eut un impact dramatique (Cheapoo, 8 août 2008 ; Liebenow, 1987). L'émeute ravagea Monrovia et le gouvernement n'est parvenu à réprimer la manifestation qu'avec le soutien de l'armée guinéenne (Liebenow, 1987). À la suite de cet événement qui démontrait la faiblesse du régime, William Tolbert lança une répression massive en arrêtant les dirigeants du MOJA et du PAL, tout en tentant de coopter certains de ses leaders. Il voulait ainsi souligner publiquement que la tolérance du régime vis-à-vis de leurs activités dissidentes avait pris fin (Liebenow, 1987). Les *technopols* ne reviendront sur le devant de la scène politique qu'en 1980 suite au renversement du TWP par un petit groupe de militaires menés par un sergent nommé Samuel Doe.

3. Collaboration et répression sous le gouvernement de Samuel Doe

Cette section va présenter le rôle que les *technopols* associés au TWP et aux mouvements *progressist* vont jouer au sein de la junte militaire de Samuel Doe. Pour ce faire, nous étudierons la transformation de ce groupe élitare dans un contexte de violence politique, ce que la sociologie des élites a peu étudié, ne considérant l'instabilité politique que comme un court interlude dans le bon fonctionnement des institutions nationales¹³. Nous soutenons que cet environnement violent a favorisé la militarisation des *technopols* libériens et leur implication au sein de factions armées.

¹² Cette politique était censée favoriser la production locale, mais était considérée par plusieurs comme un moyen pour Tolbert de s'enrichir, car ils possédaient d'importantes plantations de riz et récupéraient les bénéfices du prix de l'importation du riz (Liebenow, 1987 ; TBS, 2014).

¹³ Garth et Dezalay ont aussi analysé le développement des *technopols* dans une période de coup militaire au Chili, mais se sont plutôt intéressés aux débats internes qui les marquaient et non l'impact de l'environnement violent sur la formation de ce groupe (2002). Pour voir des analyses sur la formation d'élite militarisées, on peut notamment recourir aux travaux de Clémence Pinaud sur les élites militaires au sud Soudan (2014). Le travail de Marielle-Debos sur les élites militaires au Tchad analyse aussi avec attention le développement d'élite politiques militarisées (2013). (Genieys et Hassenteufel, 2012)

Nous pourrions ainsi observer comment des *technopols* mobilisaient leur influence dans un environnement où ils étaient directement impliqués dans des actes coercitifs au nom de l'État.

3.1 Collaboration avec le gouvernement Samuel Doe et militarisation des *technopols*

Le 12 avril 1980, un groupe de dix-sept soldats et sous-officiers entra dans la *presidential mansion* (équivalent libérien de la Maison blanche), assassinait William Tolbert et du même coup renversait le TWP (Ellis, 1999 ; Liebenow, 1987). Le renversement du TWP créa un nouvel environnement où les *technopols* voyaient leur survie dépendre de leurs capacités à collaborer avec des acteurs armés. Ceci s'expliquait par le besoin pour les *technopols* de se rallier au régime pour protéger leur vie dans un contexte d'insécurité important (Sirleaf, 2009; TRC Kromah ; 2009). Cette attitude était encouragée par l'exécution publique de douze membres influents du TWP sur les plages de Monrovia (Ellis, 1999). Les assassinats fréquents de hauts dirigeants du TWP par des soldats indisciplinés durant le pillage de leurs résidences renforçaient aussi ce sentiment d'insécurité (Liebenow, 1987). Pour échapper aux violences post-coup, certains *technopols* membres du TWP et la plupart des dirigeants des mouvements *progressist* rejoignirent la junte militaire nommée *People's Redemption Council* (PRC) (Sirleaf, 2009 ; Liebenow, 1987). Ceci était possible pour les *technopols* qui avaient réussi à établir leur distance vis-à-vis du TWP ou qui l'avaient critiqué dans le passé et qui possédaient des contacts avec des personnes prêtes à les protéger durant les premiers jours d'instabilité (Kromah, 2009 ; Liebenow, 1987 ; Mlakpa, 2016 ; Sirleaf, 2009). De plus, certains *technopols* intégrèrent aussi le PRC à la suite des promesses de Samuel Doe que les *technopols* pourraient mettre en place les réformes politiques qui avaient été bloquées sous le TWP (Fanbulleh, 2008 ; Liebenow, 1987 ; TBS, 2014).

En échange de cette protection et de la promesse de réformes, les *technopols* mobilisèrent leur savoir technique et leur capital de relations internationales pour aider le PRC. Ils firent ainsi

appel à leurs contacts au sein de plusieurs acteurs internationaux situés aux États-Unis, en vue d'obtenir de ces derniers une aide économique permettant au Libéria de sortir du gouffre. Ce fut notamment le cas de Johnson Sirleaf qui joua le rôle d'intermédiaire entre certaines institutions financières comme la Citibank et le PRC avec un succès relatif (Sirleaf, 2009). Les *technopols* jouèrent aussi un rôle actif dans la formation de la junte militaire en donnant un cadre légal au mouvement (Cheapoo, 2008 ; Fahnbulleh, 2008). Ils remplacèrent aussi leurs anciens supérieurs américano-libériens au sein des ministères. En reprenant les fonctions de leurs prédécesseurs, les *technopols* permettaient au PRC de continuer à maintenir son influence au sein du gouvernement et d'assurer une certaine stabilité du pays, malgré une situation économique catastrophique.

La collaboration entre les *technopols* et le PRC conduisit à une militarisation d'une partie des *technopols*. Ceci s'expliquait par la décision de la nouvelle junte d'intégrer les *technopols* membres de l'administration civile au sein de la hiérarchie militaire. Par conséquent, tous les membres du gouvernement reçurent un grade militaire (Cheapoo, 8 août 2008 ; Liebenow, 1987). Cette décision n'était pas un acte symbolique, mais impliquait que les *technopols* pouvaient être mobilisés pour participer à des opérations militaires dirigées par le gouvernement. Par exemple, Chea Cheapoo en tant que nouveau *Attorney General* a joué un rôle actif dans la répression des soldats de l'*Armed Forces of Liberia* (AFL) qui avaient commis des abus contre les civils (Cheapoo, 8 août 2008). De même, Charles Boley participe aux combats contre les forces de Quiwonkpa durant le coup raté de 1985 (Boley, 2009). Cette militarisation des *technopols* est similaire à la junte militaire du Myanmar où toute l'administration civile a été intégrée à la hiérarchie militaire dans le courant des années 80 et 90 (Huang, 2013). Les *technopols* étaient ainsi embrigadés au sein la junte militaire et acquéraient un savoir militaire que les *technopols* sud-américaines ne semblaient pas avoir acquis (Garth et Dezalay, 2002).

3.2 La rupture avec le PRC et le rôle des *technopols* dans la formation des factions armées

En 1985, la collaboration de plusieurs *technopols* avec le PRC fut rompue et mena les *technopols* vers la formation de groupes armés. Ce bris de relations trouve ces origines dans l'irritation des *technopols* face au caractère autoritaire du PRC et la répression des gens qui osaient critiquer le régime (Liebenow, 1987). Cette rupture fut consommée après les élections de 1985 où Doe remporta les élections avec 50,9 % des votes grâce à des fraudes massives, malgré sa promesse de ne pas participer aux élections (Ellis, 1999 ; Liebenow, 1987). Ce résultat serré était un habile remaniement des résultats électoraux par des fidèles de Doe pour donner une plus grande légitimité au régime et faire ainsi bonne figure face aux États-Unis, qui se laissaient berner par un résultat apparemment si serré (Ellis, 1999 ; Liebenow, 1987). Certains *technopols* furent particulièrement frustrés par cette décision qui allait à l'encontre de leurs aspirations démocratiques et se mirent à critiquer ouvertement le régime. C'est notamment le cas de Johnson Sirleaf qui refusa de participer au gouvernement de Samuel Doe (Sirleaf, 2009). En réponse à ces critiques, Doe décida alors de mettre en prison plusieurs opposants, dont Johnson Sirleaf et Amos Sawyer¹⁴.

Certains *technopols*, notamment Fahnbulleh et Charles Taylor fuirent cette répression et tentèrent de créer un groupe rebelle capable de renverser le régime de Doe (Fahnbulleh, 2016; SCSL, 15 July 2009). En 1985, ils participèrent à la formation du NPF (National Patriotic Front), mené par le général Quiwonkpa, qui tentera de renverser le PRC en 1986. À cause de problèmes logistiques, le NPF n'arriva pas à prendre Monrovia et Quiwonkpa fut tué (Ellis, 1999 ; SCSL, 15 July 2009). Cet échec ne mit cependant pas fin au projet des *technopols* de se débarrasser de Doe. En effet, ils décidèrent de former une nouvelle faction armée avec l'aide des survivants du coup

¹⁴ Sirleaf et Sawyer seront relâchés plusieurs mois après leurs incarcérations, grâce à des pressions internationales (Liebenow, 1987 ; Sirleaf, 2009 ; Sawyer, 2008a).

raté de 1985 et de dissidents qui s’opposaient au gouvernement de Doe. Le nouveau groupe choisit le nom de *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL) et était mené par trois *technopols* : Charles Taylor, un ancien membre du gouvernement de Doe proche de Quiwomkpa, Ellen Johnson Sirleaf, ancienne ministre de l’Économie sous le TWP et Thomas Woewiyu (SCSL, 15 July, 2009). Le groupe était soutenu par la Libye le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire, mais aussi par plusieurs autres *technopols* qui faisaient partie de la diaspora libérienne réfugiée aux États-Unis. C’était grâce à cette aide qu’en 1989 un petit groupe d’une centaine de membres du NPFL traversa la frontière entre la Côte d’Ivoire et le Libéria pour amorcer le début d’une guerre civile qui allait durer jusqu’en 2003.

Charles Ganhkay Taylor : le *technopol* devenu warlord

Charles Taylor est un exemple de l’évolution de l’histoire des *technopols* durant la période du gouvernement de Samuel Doe. Né en 1948 dans un petit village nommé Hartington, il est le fils d’une femme de la tribu des Gola et d’un Américano-Libérien qui, à l’origine, était un petit cultivateur de canne à sucre, mais qui réussit à devenir professeur et même juge par la suite (SCSL, 14 July 2009). Taylor n’a pas bénéficié de l’avancement de son père, car c’était sa tante qui l’avait élevé (SCSL, 14 July 2009). Taylor vécut dans des conditions matérielles assez précaires durant sa jeunesse, il arriva à s’élever progressivement dans la société libérienne grâce à ses études. En 1963, il entra à l’école secondaire grâce à une bourse offerte par des marchands libanais, bourse dont il affirma avoir été le seul récipiendaire dans son village (SCSL, 14 July 2009). En 1967, il finit ses études et suivit une série de cours par correspondance pour devenir professeur d’école secondaire dans l’*hinterland*. De 1967 à 1970, il devint professeur au secondaire et enseigna dans différentes écoles avant de finalement s’installer à Monrovia (SCSL, 14 July 2009). À la même époque, il trouva un travail à temps partiel au gouvernement au sein du *Bureau of General Accounting*. En 1972, Taylor, lassé de ce travail et de ses échecs sentimentaux, décida d’aller étudier à l’étranger (SCSL, 14 July 2009). Avec l’aide de cousins installés aux États-Unis, Taylor apprit la comptabilité au *Chamberlain College* à Boston. Durant ces années aux États-Unis, Taylor aurait financé ses études en nettoyant la vaisselle et les planchers de l’université. Il se tourna ensuite vers l’économie et c’est durant cette période que Taylor se familiarisa avec les théories panafricanistes et où il commença à s’associer avec le PAL. Il occupa aussi un rôle plus important au sein de la diaspora libérienne en devenant un des membres fondateurs de l’*Union of Liberian Associations in the Americas* (ULAA). Cette organisation avait été fondée pour augmenter l’influence de la diaspora sur la politique libérienne et plusieurs membres du PAL dont Taylor et Baccus Matthew (leader du PAL) en firent partie (SCSL, 14 July, 2009, p.24401-24402). Il interrompt sa maîtrise en *Organizing Development and Behaviors* en 1980 à cause des troubles politiques qui secouent le Libéria. Il revint alors au Libéria peu avant le coup militaire. Grâce à l’aide du général Quiwonkpa, il obtint le poste de *Director General* pour le *General Services Agency* (GSA) (SCSL, 15 juillet, 2009). Cette organisation était responsable de fournir le matériel nécessaire au fonctionnement de l’État libérien. Il se servit de cette position pour acheter des voitures à tous les membres du PRC, ce qui lui donna un accès privilégié à Samuel Doe, mais aussi aux réunions du ministère (Ellis, 1999). La position d’influence de Taylor diminua significativement quand son allié, Quiwonkpa, fut la cible des attaques de Samuel Doe. En 1983, Taylor s’exila aux États-Unis, peu après le départ de Quiwonkpa. Il fut arrêté aux États-Unis pour avoir détourné environ 900 000 \$ du gouvernement du PRC. Malgré les demandes d’extradition du gouvernement Doe pour répondre à des accusations de détournement de fonds, Taylor resta incarcéré aux États-Unis (Ellis, 1999). Il réussit

finalement à s'échapper de la prison avec l'aide supposée de la CIA (Ellis, 1999 ; SCSL, 15 July 2009). Il aurait alors aidé à la préparation du coup raté de Quiwonkpa de 1985. Après cet échec, Taylor forma le *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL) avec l'aide de Johnson Sirleaf et de Tom Woewiyu (SCSL, 15 July 2009). Cette nouvelle organisation rebelle était entraînée dans les baraquements libyens où Charles Taylor arriva à consolider son influence, malgré des divisions internes importantes (Gerdes, 2013). Il lança en 1989 la première attaque contre le régime de Samuel Doe qui initia la guerre civile au Libéria. Nous parlerons plus en détail de la carrière de Charles Taylor en tant que *warlord* dans le prochain chapitre. Charles Taylor est un cas intéressant qui démontre la transition d'un *technopol* vers le rôle de *warlord* dans des circonstances politiques violentes.

4. Le rôle des *technopols* dans la guerre civile

Cette section va présenter le rôle que les *technopols* ont joué durant la guerre civile entre 1989 et 2003. Nous soutenons que ce contexte a encouragé plusieurs *technopols* à emprunter deux chemins : soit ils se reconvertissaient en *warlords* pour obtenir une plus grande influence sur le conflit grâce au soutien de divers acteurs régionaux (un pays voisin ou des marchands libanais) ou d'acteurs internationaux (l'ONU, des multinationales peu scrupuleuses) ; soit ils partaient en exil aux États-Unis et mobilisaient leurs contacts avec la diaspora libérienne ou des acteurs internationaux (ONU ou la Citibank) pour conserver leur influence politique (Ellis, 1999 ; Reno, 1999 ; Sirleaf, 2009). Nous pourrions ainsi comprendre comment une transformation radicale de « l'économie de la violence » pousse les *technopols* à emprunter des chemins divergents pour survivre à une période politique particulièrement violente.

4.1 La connexion diasporique et internationale

Durant la guerre civile, certains *technopols* qui ne pouvaient ou ne voulaient pas remplir de fonctions militaires essayèrent alors de continuer à remplir des fonctions civiles. Pour ces derniers, le meilleur moyen de conserver une influence sur le conflit reposait alors sur leurs contacts avec la diaspora libérienne ou par leurs liens avec des acteurs internationaux. Si les sources consultées ne nous permettent pas d'avancer que le support financier de la diaspora

libérienne fut important¹⁵, il semble que cette diaspora contribua plus largement au recrutement d'hommes destinés à former plusieurs groupes armés dans les pays voisins du Libéria (Sierra Leone, Guinée et Côte-d'Ivoire) (Gerdes, 2013). En jouant les intermédiaires entre les *warlords* et la diaspora libérienne, les *technopols* qui conservaient des fonctions civiles purent maintenir une certaine influence sur ce qui se passait au Libéria. De plus, les *technopols* qui disposaient d'une grande influence au sein de certaines institutions internationales purent utiliser cette influence pour jouer les intermédiaires entre la communauté internationale et la diaspora qu'ils affirmaient représenter (Sirleaf, 2009 ; Taylor, 15 juillet 2009). Ces connexions ont joué un rôle central dans la mise en place de l'*Interim Government of National Unity* (IGNU) un gouvernement provisoire qui a vu le jour grâce à l'*ECOWAS Ceasefire Monitoring Organisation* (ECOMOG)¹⁶. Si l'IGNU n'avait aucune influence en dehors de la ville de Monrovia, il avait le soutien de la force de maintien de la paix régionale, l'ECOMOG, et disposait de sa propre unité paramilitaire appelée *the Black Beret* (Gerdes, 2013). En cela, la position de l'IGNU était relativement similaire à celle du gouvernement de Bokassa en Centrafrique, qui ne contrôlait que la capitale centrafricaine Bangui grâce au soutien important d'institutions internationales (Lombard, 2012). La différence notable entre ces deux conflits reposait dans le fait que le gouvernement de Bokassa contrôlait relativement bien la capitale et était capable de coopter les rébellions périodiques qui secouaient

¹⁵ Si le rôle de la diaspora est reconnu dans la formation des factions armées, nous n'avons pas trouvé de sources décrivant l'importance des revenus fournis par la diaspora libérienne. La source la plus sûre d'on nous disposons est Johnson Sirleaf qui reconnaît avoir donné 10 000 \$ au NPFL en 1990 ce qui semble assez peu (Sirleaf, 2009).

¹⁶ L'ECOMOG est une force de maintien de la paix régionale créé par la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CÉDEAO) pour répondre à la menace que la guerre civile libérienne représentait pour la stabilité des pays avoisinants. Cette force fut créée en 1990 par le Nigéria qui voyait d'un mauvais œil la montée au pouvoir de Charles Taylor et voulait empêcher son arrivée au pouvoir. (Ellis, 1999). L'organisation était largement dominée par les forces armées nigériennes. L'ECOMOG ne put remplir efficacement son rôle au Libéria et en Sierra Leone à cause de division entre nations francophones et anglophones qui faisaient partie de la CÉDEAO (Ellis, 1999). De plus, les membres de l'ECOMOG se sont parfois associés avec des *warlords* pour combattre Taylor. Cette situation ne permit pas de mettre en place une paix durable. En 1997, l'ECOMOG s'associa avec le NPFL pour mettre en place une paix fragile qui s'effondra en 1999 (Gerdes, 2013). L'ECOMOG fut aussi déployé en Sierra Leone (sous le nom d'ECOMOG II), avec des résultats assez limités.

l'hinterland (Lombard, 2012). À l'opposé, l'IGNU n'avait qu'un contrôle limité sur Monrovia et son influence ne reposait que sur sa capacité à satisfaire (inefficacement) les factions armées opposées à Charles Taylor et à conserver le soutien de l'ECOMOG (Gerdes, 2013). Les *technopols* purent ainsi conserver une certaine influence sur le conflit tant qu'ils arrivaient à maintenir une relation d'intermédiaires entre certaines sources de revenus et les *warlords* avec qui ils collaboraient. Cette relation de proximité s'expliquait soit par des relations établies avant le conflit sous le gouvernement de Samuel Doe, au sein de dissidents s'opposant au PRC ou en intégrant la branche politique de certaines factions armées (Gerdes, 2013 ; Sirleaf, 2009). La possession de cette relation de proximité encouragea certains *technopols* à se reconvertir en *warlords*.

4.2 La transition vers le *warlordism*

Durant la guerre civile, certains *technopols* n'adoptèrent pas le rôle d'intermédiaires entre les différents acteurs du conflit et se reconvertirent plutôt en *warlords*, à cause des opportunités que cette fonction offrait. Cette reconversion fut possible à cause d'une transformation de l'« économie de la violence » où l'exercice des violences, autrefois réservé à un petit nombre de spécialistes (soldats, policiers, juges et *Paramount Chiefs*), était maintenant rempli par un grand nombre d'amateurs coordonnés par des *warlords* (Baczko, Dorronsoro, 2017, p.317 ; Ellis, 1999). Un phénomène similaire se produisit aussi au Pérou, où l'insécurité ambiante causée par les violences du Sentier lumineux et de l'armée encouragea la population andine à se militariser (La Serna, 2012). Cette transformation permit à certains *technopols* disposant des ressources sociales et financières de fonder leur propre faction armée. C'était le cas d'Alhaji Kromah, ancien ministre de l'information sous le gouvernement de Doe, reconverti en *warlord* en 1992 grâce à la mobilisation de réfugiés du groupe ethnique *mandingos* pour combattre le NPFL sous la bannière du *United Liberation Movement of Liberia for Democracy* (ULIMO) (Gerdes, 2013). Nous

pouvons aussi penser à George.S. Boley ancien *Minister of State* sous Samuel Doe qui devint un *warlord* en 1993 en formant le *Liberia Peace Council* (LPC). Une faction armée composée d'anciens membres de l'AFL, des membres de la diaspora libérienne qui bénéficiait du soutien de l'ECOMOG (Gerdes, 2013; Boley, 5 février 2009). Ces exemples suggèrent que dans un contexte d'instabilité politique, les *technopols* libériens se sont fragmentés à cause de la fluidité des positions politiques et de la faible solidarité qui marquaient leur groupe. Ce phénomène de fragmentation diminua beaucoup l'influence des *technopols* qui, dès 1993, perdirent le contrôle du gouvernement provisoire au profit d'un conseil composé des principales factions armées (Gerdes, 2013). Ceci entraîna la marginalisation progressive des *technopols* au profit des *warlords* qui s'adaptèrent mieux à un contexte de violence politique qui perdura jusqu'en 2003. Nous discuterons plus en détail du processus de regroupement de ces groupes fragmentés autour de l'*Unity Party* (UP) dans le chapitre 3. Il suffit pour l'instant de comprendre que le groupe social des *technopols* finira par se reformer en se déclarant comme un groupe de technocrates uni derrière le *Unity Party* (UP) et qui n'avaient aucun lien avec la guerre civile.

5. Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous nous sommes concentrés sur les principaux événements qui ont marqué l'histoire des *technopols* sur la scène politique libérienne depuis les années 1960 jusqu'en 2003, année qui marqua la fin de la guerre civile. En passant au crible la trajectoire historique des personnes étudiées, nous avons pu identifier « la conjoncture historique » dans laquelle un groupe de jeunes diplômés disposant de contacts internationaux ont pu se regrouper en un groupe social : les *technopols*. Ce « travail de regroupement » fut rendu possible grâce à un environnement suffisamment tolérant pour que de jeunes Libériens ayant étudié à l'étranger puissent remettre en cause les relations de domination qu'ils subissaient de la part de la vieille

garde américano-libérienne qui dominait le TWP. Cette relation fut rompue durant les *Rice Riots* où plusieurs *technopols* subirent la répression du TWP pour avoir ouvertement remis en cause le pouvoir du gouvernement. Leur position politique se transforma après l'arrivée au pouvoir de Samuel Doe en 1980. Celui-ci donna l'occasion aux *technopols* de promouvoir la démocratisation du pays, leur assura une relative protection et leur offrit la possibilité de supplanter leurs patrons américano-libériens en échange de la mobilisation de leur capital académique et technique au service de la junte militaire. Ce partenariat fut rompu après les élections frauduleuses de 1985 qui poussèrent certains *technopols* à soutenir ou intégrer différents mouvements armés en vue de renverser Samuel Doe. La guerre civile modifia aussi le rôle et l'influence des *technopols*, certains d'entre eux se positionnèrent alors en agissant comme intermédiaires entre la diaspora libérienne, les acteurs internationaux et les *warlords*. D'autres optèrent pour une position plus radicale en devenant eux-mêmes des *warlords*. Cette situation engendra de profondes divisions au sein du groupe des *technopols*, fragilisant encore leur position déjà marginale sur l'échiquier politique puisqu'ils y étaient progressivement remplacés par les *warlords*. Dans le prochain chapitre nous présenterons comment les *warlords* ont su étendre leur influence sur le Libéria durant la guerre civile et comment ils tenteront de perpétuer leur influence durant la transition politique qui suivit la fin de la guerre civile (2003-2005).

CHAPITRE 2

LES ORIGINES HISTORIQUES DES WARLORDS

Le 14 mai 1980, un groupe de 17 soldats et sous-officiers menés par un certain Samuel Doe infiltrait la *presidential mansion* et tuait le président William Tolbert. Cet assassinat, en plus de mettre fin à un siècle de domination du TWP, annonçait aussi l'arrivée au pouvoir des *warlords* au Libéria avec l'occupation du poste présidentiel par le sergent Samuel Doe. La prise de pouvoir de ces *warlords* trouve son origine dans l'incapacité de l'État libérien de perpétuer son influence sur le pays par le biais de vastes réseaux de clientélismes (Liebenow, 1987 ; Reno, 1999). Cette situation encourageait divers individus (les futurs *warlords*) à mobiliser de larges armées de miliciens pour faire valoir leur revendication des largesses de l'État aux dépens de tous leurs adversaires. C'est dans ce contexte que les *warlords* ont pu se développer au Libéria et devenir les acteurs centraux d'un conflit pour le contrôle des institutions nationales. Pour défendre cette affirmation, nous allons parler de l'histoire de la guerre civile libérienne, du rôle des *warlords* en tant qu'entrepreneurs de violences durant la guerre civile, des relations étroites du marché avec les *warlords*, nous concluons en présentant l'influence des *warlords* à la fin de la guerre civile. Ce chapitre est un récapitulatif historique de la guerre civile et n'est là que pour introduire certains événements et acteurs clés qui joueront un rôle important dans la transition post-conflit.

1. La guerre civile libérienne

La guerre civile trouve ses origines dans une transformation importante des modalités entourant la stratégie d'extraversion. Cette transformation provient du désengagement des grandes puissances mondiales de l'Afrique et de la diminution de l'aide offerte aux régimes africains à la fin de la guerre froide (Reno, 1999). Ce désengagement est aggravé par les politiques d'ajustement structurel qui limitent la capacité de présidents africains à nourrir leurs vastes réseaux de

clientélisme¹⁷ (Reno, 1999). Cette contraction des largesses présidentielles encourage des chefs locaux à outrepasser le pouvoir du gouvernement central pour créer leur propre clientèle (Reno, 1999). Ces pertes de ressources financières et l'érosion de l'influence du gouvernement central sur ces chefs locaux mènent à ce que William Reno nomme le « *warlord politics* » (1999). Cette politique repose sur la contraction des réseaux de clientélisme et l'utilisation de la force « *to make life less secure and more materially impoverished (...) to encourage individual to seek the ruler's personal favour to secure exemption from these conditions* » (Reno, 2000). Dans le cas du Libéria, la *warlord politics* fit son apparition en 1980 avec le coup orchestré par Samuel Doe, causé par une crise économique importante et la répression de mouvements contestataires que nous avons déjà expliqués (Reno, 1999). Ce dernier a renversé le régime autoritaire centenaire du TWP (True Whig Party)¹⁸ en coopération avec 17 associés qui formeront la base du régime autoritaire de Doe (Ellis, 1999 ; Liebenow, 1987). En contraste avec le TWP qui cherchait à intégrer un maximum de personnes dans ses cercles de clientélisme, Doe préfère diminuer le nombre d'individus qui peuvent avoir accès aux largesses de l'État pour disposer d'un noyau d'alliés fidèles (Ellis, 1999 ; Liebenow, 1987, Reno 1999). Toutes les personnes qui ne faisaient pas partie de ce noyau de fidèles qui remettent en cause cette exclusion pouvaient subir de violentes répressions de la part de l'appareil paramilitaire de Doe (Ellis, 1999). Il renforce aussi son partenariat avec les États-Unis pour avoir accès aux ressources nécessaires à la perpétuation de son emprise sur le pays (Ellis, 1999). Cette contraction brutale des réseaux de clientélisme met les opposants de Doe dans une situation où la voie des armes devient le seul moyen de s'emparer des

¹⁷ Quand nous utilisons le terme réseau, nous voulons dire « *interconnected group of decentralized components with significant autonomy making room for competition within shared strategies* ». (Utas, 2012, p. 9)

¹⁸Le TWP est un parti créé en 1869 par les colons afro-américains (habituellement nommés Américano-Libériens) afin de protéger leurs intérêts contre la majorité des indigènes qu'ils gouvernaient. Ce parti politique a su dominer la scène politique du Libéria de la fin du XIXe siècle jusqu'en 1980. (Liebenow 1987)

institutions étatiques génératrices de rentes. Cette situation mène à la formation du *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL) un groupe de dissidents organisé par trois *technopols* qui ont comme objectif de renverser Doe et qui sont soutenus par plusieurs puissances régionales, dont la Libye¹⁹. C'est dans des casernes libyennes que ce petit groupe de dissidents a été initié à l'art de la guérilla et où Charles Taylor s'impose en tant que chef du mouvement (Ellis, 1999). À partir de ce noyau de guérilleros professionnels, le NPFL lance en 1989 une série d'opérations d'infiltrations qui sonnent le coup d'envoi d'une guerre qui ravage l'ensemble de la région jusqu'en 2003. Très rapidement, une faction dissidente du NPFL menée par Prince Johnson fait défection pour former l'*Independant National Patriotic Front of Liberia* (INPFL) (Ellis, 1999). En 1990, le NPFL a repoussé les forces de Doe et l'INPFL jusqu'aux portes de Monrovia. Le NPFL contrôle alors la quasi-totalité du Libéria et seulement une petite section de Monrovia est sous le contrôle du INPFL et de l'AFL qui ont décidé de s'allier pour repousser le NPFL (Gerdes, 2013). Cette alliance ne dure pas très longtemps et Prince Johnson capture Samuel Doe pour le torturer, avant de l'exécuter (Ellis, 1999). Malgré cette circonstance favorable, le NPFL échoue à prendre Monrovia à cause de l'intervention des forces de ECOMOG et de divisions au sein du NPFL (Gerdes, 2013). Cette défaite militaire entraîne une prolongation du conflit et son expansion dans les pays voisins. Le meilleur exemple de cette expansion est l'invasion de la Sierra Leone par le *Revolutionnary United Front* (RUF), un groupe armé sierra-léonais allié et des soldats du NPFL (Hazen, 2013). Au début des années 2000, la guerre s'est étendue à toute la région (Guinée, Côte d'Ivoire, Sierra Leone) (Hazen, 2013). Cette expansion est causée par Charles Taylor qui cherche à écraser les forces libériennes hostiles à son régime qui se sont retranchées dans les pays voisins en soutenant des rébellions locales (Hazen, 2013). Cette expansion du conflit n'a été possible que

¹⁹Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Libye sont les principaux soutiens du NPFL (Ellis, 1999).

grâce aux firmes privées qui collaboraient avec les *warlords* en lui fournissant les moyens de mener sa guerre en échange des ressources primaires que Taylor était capable d'extraire de son pays et de ses alliés comme le RUF (Reno, 1999). La fin de la guerre vint quand des puissances mondiales (France, Royaume-Uni et États-Unis), certains pays membres de la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CÉDEAO) et l'ONU ont décidé de travailler de concert pour déployer une coalition de forces armées régionales et internationales pour mettre fin au conflit (Hazen, 2013). Le déploiement de ces forces sur le territoire s'explique à cause des échecs de l'ECOMOG et des compagnies de sécurité privées à stabiliser la région (Ellis 1999 ; Hazen, 2013). Ces opérations conduites entre 1999 et 2004 n'ont pas obtenu un succès égal. La coalition de forces internationales et régionales a su mettre fin à la guerre au Libéria et en Sierra Leone, mais les forces françaises présentes en Côte d'Ivoire n'ont pu établir qu'un cessez-le-feu instable (Hazen, 2013). Dans le cas du Libéria, les factions armées qui conservaient de sérieuses capacités militaires tel le : *Liberians United for Renconciliation and Democracy* (LURD), le NPFL et le *Movement for Democracy in Liberia* (MODEL) se trouvent dans une situation avantageuse. En échange de leur désarmement, les chefs de chaque faction reçurent des positions dans le *National Transition Government of Liberia* (NTGL) et les opportunités financières qui viennent avec ces postes (Gerdes, 2013). Grâce à l'intégration de ces chefs dans le gouvernement, une paix instable a pu s'établir au Libéria.

2. Le développement des *warlords* en tant qu'entrepreneurs de violences

Si pour l'instant nous n'avons parlé que de l'histoire de la guerre civile libérienne, nous allons maintenant nous concentrer sur le rôle des *warlords* libériens dans cette guerre. Le rôle des *warlords* a été central dans la guerre civile, non pas grâce à leur (relative) compétence militaire, mais à cause de leur capacité à mobiliser les ressources humaines et économiques nécessaires à la

perpétuation du conflit et à garantir un certain ordre dans les territoires sous leurs contrôles. En effet, les *warlords* libériens sont des entrepreneurs de violences²⁰, des individus capables de fournir à divers gouvernements, factions armées ou communautés hors du contrôle de l'un ou l'autre les moyens d'exercer la violence sur autrui, grâce à leurs connexions au marché international et à leur capacité à mobiliser la jeunesse libérienne²¹. Les *warlords* savent enrôler cette jeunesse, car ils arrivent à la convaincre qu'ils peuvent bénéficier financièrement de leur engagement²² ou au moins se protéger de la violence d'autres groupes armés. Ils arrivent à établir des connexions avec le commerce international, car ils savent capturer les ressources naturelles dont le marché international a besoin, grâce à la force de la jeunesse qu'ils mobilisent et sacrifient. Les *warlords* les plus puissants sont ceux qui ont su le plus efficacement exploiter ces connexions au point d'arriver à se positionner au centre d'un cercle de clientélisme qui inclut un groupe varié d'individus. Ce cercle de clientélisme était regroupé au sein d'une faction armée composée de divers d'acteurs qui acceptaient de coopérer avec les *warlords* pour faire avancer un programme politique commun (Hazen, 2013)²³. Ce programme politique était assez simple, chaque faction voulait mettre sur le siège présidentiel le chef du mouvement pour en obtenir les dividendes futurs

²⁰ Le concept d'entrepreneur de violences est dérivé du livre *The Politics of Collective Violence* par Charles Tilly qui constatait que les *warlords* représentaient l'intersection entre les « *violent specialists* » (« *people who control means of inflicting damage on person and object* ») et les « *political entrepreneurs* » (des individus qui « *play a critical part in activating, connecting, coordinating, and representing participants in violent encounters* ») (2003, p.26-27).

²¹ La déclaration d'appartenance à l'un de ces groupes ou tous ces groupes n'a qu'une importance limitée (Gerdes, 2013 ; Hoffman, 2011). Ce qui importe c'est qu'un entrepreneur de violences est capable de transformer sa capacité de pratiquer la violence ou au moins la menace de son utilisation en opportunité d'enrichissement ou de promotion sociale pour l'entrepreneur et ses investisseurs (miliciens, mercenaires, diaspora, compagnies internationales, nations étrangères, etc.) (Gerdes, 2013 ; Lombard, 2011 ; Themnér, 2013 ; Tilly, 2003). Le pouvoir d'un entrepreneur de violences reposant dans une large mesure sur sa capacité de satisfaire les demandes de certains de ses investisseurs clés, afin de conserver leur loyauté. Si un entrepreneur de violences est incapable de satisfaire les demandes de ses investisseurs ou de les convaincre par son charisme d'attendre un peu plus longtemps le retour sur investissement, il verra son influence s'effondrer rapidement (Ellis, 1999 ; Gerdes, 2013).

²² Le pillage massif du pays est la manière principale par laquelle les *warlords* remplissent cette promesse. Cette méthode est devenue une partie intégrante de la guerre au point que l'on pourrait parler d'une économie de pillage où les biens sont volés et revendus plusieurs fois pour financer l'appareil paramilitaire des *warlords* (Gerdes, 2013 ; Ellis, 1999).

²³ On peut noter par exemple le rôle de la diaspora libérienne dans les conflits successifs qui ont marqué le Libéria (Hazen, 2013).

(Reno, 1999 ; Hazen, 2013). Cette situation faisait qu'« *How the country should be ruled was less important than who should rule it.* » (Duyvesteyn, 2014, p.89). L'acquisition d'un siège présidentiel ou au moins ministériel devenait ainsi l'enjeu central des affrontements entre factions armées. Chaque faction cherchant à défaire les autres soit en divisant ses adversaires ou en intégrant une coalition pour contrer une faction jugée trop dangereuse (Gerdes, 2013).

Cette lutte pour le contrôle des institutions étatiques ne se déroulait pas seulement entre factions armées, mais au sein même des factions armées. En effet, les divisions internes émergeaient souvent quand il était nécessaire de déterminer la manière dont les ressources et positions gouvernementales devaient être redistribuées entre chefs de factions armées. Ces divisions pouvaient parfois mener à l'effondrement de factions armées quand certains *warlords* croyaient pouvoir obtenir une meilleure offre en se séparant de leur organisation. Par exemple, L'ULIMO (*United Liberation Movement of Liberia for Democracy*) a été scindé en deux groupes ULIMO-Kromah et ULIMO -Johnson (ULIMO-K et ULIMO-J), quand Roosevelt Johnson (un des deux principaux chefs du mouvement) croyait qu'il pouvait obtenir plus de dividendes économiques et politiques s'il se séparait de l'ULIMO (Gerdes, 2103). Cette décision s'est révélée fatale pour l'ULIMO étant donné que si Johnson et Kromah ont obtenu des postes au sein du *Liberian National Transitional Government* (LNTG), la séparation de l'ULIMO a causé de nombreux combats entre les deux factions et même permit à Charles Taylor de se lancer dans une série d'offensives qui renforcèrent son influence sur le pays. Les combats culminèrent dans l'*Operation pay yourself*, une bataille brutale dans la ville de Monrovia qui affaiblit significativement l'ULIMO-K et l'ULIMO-J qu'il était nécessaire de faire la paix avec Taylor avant qu'il n'emporte une victoire militaire totale. Ces dissensions pouvaient aussi faciliter la trahison d'une faction. Par exemple, en 1994, Jacob Cassius, un *warlord* de Charles Taylor, a

collaboré avec des ennemis de Charles Taylor pour leur donner la ville de Gbarnga (capitale du NPFL). Ce retournement a permis à une coalition de factions anti-Taylor de prendre le contrôle de la ville pendant quelques jours, avant que le NPFL ne reprenne la ville et capture Jacob Cassius (SCSL, 2009). Ce dernier fut exécuté (SCSL, 2009).

Ces exemples démontrent jusqu'à quel point les alliances entre *warlords* sont fluides et évoluent avec les perceptions d'un *warlord* qu'il peut bénéficier de certains avantages au détriment de son partenaire. Ils démontrent aussi jusqu'à quel point le jeu politique pouvait être dangereux pour les *warlords* qui ignoraient s'ils devaient plus se méfier de leurs alliés que de leurs ennemis. Dans ces conditions la capture de ressources naturelles génératrices de revenus était centrale pour conserver le contrôle de subalternes trop ambitieux ou pour remettre en cause le pouvoir d'un supérieur jugé trop faible ou avare.

Cette situation particulière semble avoir encouragé les *warlords* à perpétuer le conflit dans la région dans l'espoir que l'instabilité ambiante pourrait leur permettre d'obtenir un poste au sein du gouvernement. Ceci se faisait en passant par les tables de négociations, car les *warlords* disposant de suffisamment de territoire pouvaient espérer un siège au gouvernement en échange de leur « collaboration » au processus de paix. Ceci fait qu'entre 1993 et 2003, 16 traités de paix ont été signés ou au moins négociés par toutes les factions armées, avant d'être brisées sur des disputes sur le partage des ressources nationales²⁴. Ces négociations avaient tendance à devenir un terrain de lutte pour le contrôle des institutions nationales, plutôt qu'une garantie du rétablissement de la paix (TRC, 2009, p.158). Charles Taylor résumait très bien ce système : « *if you put a group together and start some fighting, probably kill some innocent people for nothing, you claim some*

²⁴ Le 17^e traité nommé *Accra Comprehensive Peace Agreement*, qui s'est tenu le 18 août 2003 mena finalement à la suspension des hostilités (TRC, 2009, p. 158-159).

territory and then you have a seat at the table in the government » (SCSL, 2009, p.29979). Les *warlords* se battaient pour une place au sein des institutions nationales libériennes, car elles offraient la légitimité internationale nécessaire à l'appropriation de l'aide internationale (Ellis, 1999). De plus, obtenir un poste au sein du gouvernement permet aux *warlords* de se servir dans les caisses de l'État, tout en se libérant du coût exorbitant de mener une guerre de longue haleine (Gerdes, 2013). Ces fonds permettaient du même coup de maintenir en place un vaste réseau de clientélisme sur lequel les *warlords* dépendaient pour maintenir en place leur influence. Le nombre de sièges au sein du gouvernement semblait ainsi se conformer aux nombres de miliciens que les *warlords* contrôlaient.

Charles Taylor : le plus grand *warlord* du Libéria

Charles Taylor est le meilleur exemple de cette perpétuation du conflit pour des intérêts politiques. Charles Taylor cherchait habituellement à obtenir par la force et des manipulations la soumission de ces adversaires au sein du Libéria et à dans les pays voisins du Libéria. Ceci s'est vu d'abord quand il a joué un rôle central dans l'armement du *Revolutionary United Front* (RUF), un groupe de rebelle sierra-léonais commandé par un ancien compagnon de prison Foday Saybana Sankoh (Gerdes, 2013). Cette collaboration entre le RUF et Taylor a permis de mener de nombreuses attaques contre le régime Sierre Léonais (Hoffman, 2007 ; Ellis, 1999). Taylor a d'abord financé ce groupe afin de punir la Sierra Leone qui contribuait aux efforts de l'ECOMOG, puis a ensuite perpétué le conflit à cause du commerce lucratif de pierres précieuses que le RUF offrait en échange d'armes et de munitions (Ellis, 1999 ; Gerdes, 2013). Taylor a aussi souvent refusé de négocier un traité de paix quand il était dans une position de force, tout particulièrement en 1990 quand il contrôlait presque tout le Libéria, car il croyait déjà à l'époque pouvoir un jour occuper le siège présidentiel (Gerdes, 2013). Dans des situations plus désavantageuses, Taylor cherchera à négocier et corrompre certains de ses ennemis pour renforcer le pouvoir de son mouvement. Les périodes de paix et de négociations représentant surtout une période de réarmement et de réorganisation pour le NPFL, avant les prochains affrontements pour contrôler l'État libérien ou les pays voisins (Gerdes, 2013, TRC, 2009). Les adversaires de Charles Taylor utilisaient aussi ce type de méthodes, mais avec moins de succès. Malgré tout, ce n'est qu'après les accords de paix de Cotonou et les élections subséquentes de 1997 que Charles Taylor a su obtenir le poste de président et en acceptant certain de ses ennemis dans le gouvernement (Gerdes, 2015 ; Ellis, 1999). Charles Taylor a su être élu avec 75 % des votes, car il employait des fonds conséquents pour acheter le support des Libériens et parce qu'il se servait de son image d'entrepreneur de violences pour affirmer qu'il était le seul à même de contrôler tous les *warlords* et rétablir l'ordre au sein du pays (Gerdes, 2015). Sa présidence n'a pas permis la stabilisation de la région, mais a plutôt représenté une escalade du conflit. Ceci s'explique par l'implication croissante de Taylor dans la mise en place de rébellions dans toute la région, afin de contrer les factions armées opposées à son régime qui s'étaient réfugiées dans les pays voisins et pour capturer des ressources naturelles (Hazen, 2013). Le régime de Taylor s'est effondré quand ses aventures à l'étranger ont été défaites par la combinaison d'interventions de forces de maintien de la paix régionale et internationale et par le triomphe de certaines factions armées soutenues par des régimes étrangers comme la Guinée et les États-Unis (Hazen, 2009). Incapable de conserver la fidélité de ces alliés à cause de pertes importantes de revenus et encerclé dans la ville de Monrovia, Charles Taylor a été contraint d'accepter l'intervention de forces de maintien de la paix avec l'espoir de se servir de la trêve pour se réarmer et relancer le conflit à son avantage. Taylor n'a pas pu réaliser un tel projet,

car les 20 tonnes d'armement qu'il avait commandé ont été saisies par les forces de maintien de la paix envoyée sur place pour garantir le cessez-le-feu (Kabia, 2009). Sous la pression des États-Unis, Taylor c'est résigné à s'exiler au Nigéria où on lui offrait l'asile en échange de son départ (Gerdes, 2013). On peut ainsi voir que les intérêts politiques de Charles de Charles Taylor l'encourageaient à maintenir l'instabilité politique du pays, afin d'atteindre les plus hautes positions du gouvernement et pour en extraire les ressources nécessaires au maintien de son influence. La guerre devenait ainsi un moyen de négocier sa place au sein d'un gouvernement de transition. Quand il a été incapable de maintenir en place cette machine de guerre à cause de défaites militaires et de l'intervention de forces de maintien de la paix, il a vu son influence diminuer significativement.

3. La relation étroite entre guerre et commerce

Les *warlords* n'ont pu devenir des entrepreneurs de violences que grâce à leur relation étroite avec un marché international qui offre les opportunités nécessaires à l'exploitation brutale du territoire qu'ils contrôlent. En effet, plusieurs entreprises internationales s'accommodaient du conflit, car il offrait la possibilité d'obtenir de larges bénéfices par le biais des ressources primaires que les *warlords* savaient fournir en échange d'armes (Gerdes, 2013 ; Ellis, 1999). De même, les *warlords* essayaient d'établir un maximum de contact avec ces compagnies en contrôlant non seulement les centres de production de ces ressources, mais aussi les lieux de revente (Reno, 1999). Par exemple, Charles Taylor avait développé un vaste réseau pour couper le bois exotique qu'il exploitait dans les forêts libériennes avant de l'exporter vers l'Europe par le port de Buchanan qu'il contrôlait (Gerdes, 2013). Ces territoires producteurs et de revente des ressources primaires devenaient alors des cibles pour les adversaires qui voulaient s'approprier une part des bénéfices de ces réseaux commerciaux. C'est ainsi que l'ECOMOG s'empara du port de Buchanan par lequel le bois de Taylor passait pour limiter son accès au commerce international et le forcer à payer des frais pour y faire passer son bois (Gerdes, 2013).

La production de ces ressources et leur vente n'était possible que par l'exploitation et la taxation des populations qui étaient sous le contrôle des *warlords*. Ces populations fournissant le travail et capital nécessaire au maintien de l'exploitation des ressources permettant la continuation

du conflit. Les *warlords* arrivaient à obtenir la coopération de ces populations par la sécurité (relative) que les *warlords* affirmaient pouvoir fournir contre d'autres factions armées et les miliciens de leur propre faction (Ellis, 1999). En cela, les *warlords* sont assez similaires aux chefs d'État européens du XVII^e et XVIII^e siècle décrits par Tilly qui imposaient un *racket* sur les populations qu'ils dominaient en échange de leur protection contre leurs nations ennemies (Tilly, 2000). Les *warlords* devenaient ainsi des entrepreneurs de violences qui fournissaient les ressources naturelles désirées par diverses compagnies internationales (diamants, bois et caoutchouc) brutalement exploitées sur leur territoire en échange des moyens de production de la violence (armes, munitions, véhicules et argent) qui permettaient cette même exploitation (Reno, 1999 ; Ellis, 1999). Cette situation justifie que l'on puisse parler de relations étroites entre la guerre et le commerce.

Il est nécessaire de noter que cette relation étroite n'était pas toujours perçue négativement par les miliciens qui se battaient avec les *warlords*. Bayart et Hoffman constataient que les pillages dont les *warlords* bénéficiaient étaient aussi devenus un moyen efficace de redistribuer des ressources à une large part de la population africaine qui était habituellement exclue des bénéfices du marché international (1999 ; 2009). Plusieurs jeunes hommes ont même rejoint des factions armées sur l'injonction de leur famille qui espéraient bénéficier d'une part du butin que leur fils ou fille rapporterait (Ellis, 1999). Ellis remarquait aussi que plusieurs miliciens désiraient se battre sur le front pour s'approprier des biens qui étaient inaccessibles à l'arrière (1999). Le pillage semblant plus efficace comme outil de redistribution que la bureaucratie lente et restreinte des organismes d'aide humanitaire (Hoffman, 2009). Les *warlords* ont ainsi cette particularité d'être plus impliqués dans la redistribution (irrégulière et inégale) des ressources que le TWP, car ils ont

besoin de fournir un minimum de ressources aux miliciens qui acceptent de se battre avec eux²⁵. Cependant, il est nécessaire de noter que cette redistribution est faite de sorte qu'elle renforce le pouvoir d'un *warlord* sur une série de Libériens et Libériennes qui dépendent des largesses d'un *warlord* pour survivre (Gerdes, 2013 ; Ellis, 1999). Nous ne pouvons pas non plus ignorer le fait que ce pillage massif impliquait le viol systématique des Libériennes et parfois leurs intégrations forcées au sein des groupes armés²⁶.

4. Les *warlords* et la période de transition politique de 2003 à 2005

La période de transition politique a vu la perpétuation de l'influence des *warlords* qui ont su mobiliser leur influence au service de la paix désirée par la communauté internationale. Pour ce faire, les *warlords* se sont servi du contrôle qu'ils exerçaient sur les miliciens libériens pour obtenir une série d'avantages politiques. En échange de leur coopération avec les forces de la *Mission des Nations Unies au Libéria* (MINUL), les *warlords* les plus influents pouvaient espérer un poste au sein du gouvernement, à l'exception de Charles Taylor qui s'était exilé au Nigéria. Ces postes gouvernementaux donnaient l'opportunité de s'enrichir massivement durant les années de la transition (Gerdes, 2013). Ils permettaient aussi de maintenir en place le contrôle de plusieurs communautés associées à un *warlord*. Cette situation a encouragé plusieurs *warlords* à considérer leur poste officiel comme un fief personnel qui était exploité par des forces paramilitaires (Gerdes, 2013). Ce phénomène n'a rien d'unique au Libéria, étant donné qu'un nombre important de pays

²⁵ Ou tout du moins, les *warlords* doivent au minimum offrir des opportunités de capturer des ressources pour leurs miliciens peu ou aucunement payés (Ellis, 1999 ; Hoffman, 2011 ; Reno, 2008).

²⁶ Le viol systématique des Libériennes est un aspect complexe du conflit libérien et de ses pays voisins, tout spécialement dans le cas de la Sierra Leone voisine. Si nous nous fions aux travaux de Chris Coulter sur la Sierra Leone voisine, les femmes violées et capturées par une faction armée jouaient un rôle central dans la conduite du conflit et le support logistique de plusieurs groupes armés (2009). Dans le cas du Libéria, plusieurs travaux mentionnent le rôle des femmes dans le conflit et leur viol, mais parlent peu du rôle que jouait le viol systématique des femmes dans la dynamique des groupes armés (Coulter, 2009 ; Ellis, 1999 ; Gerdes, 2013 ; Reno, 1999 ; TRC, 2009).

d'Afrique subsaharienne assistent à une personnalisation du pouvoir des chefs d'État (Reno, 2008 ; Bayart, 1989). On peut ici penser : à la RDC de Mobutu qui a cherché à maintenir son influence en se reposant sur le support de plusieurs chefs de guerre locaux (Reno, 1999), le Tchad d'Idriss Deby qui maintient son influence en distribuant des ministères aux diverses rébellions qui accepte de déposer les armes ou tout du moins de les orienter vers ses ennemis (Deby, 2013) ; le Soudan du Sud de Salva Kiir qui s'est servi des rentes pétrolières comme outil pour contrôler une série d'opposants politiques, sans succès (De Wall, 2014). Tous ces cas et bien d'autres représentent une méthode assez vieille des chefs d'État qui perpétuent leur influence par la distribution de postes gouvernementaux et de privilèges en échange de la loyauté d'un possible adversaire²⁷. Les récipiendaires de ces largesses cherchant à se servir de ces postes pour construire et renforcer leurs propres réseaux d'influence. Ce qui est différent dans le cas du Libéria, c'est que la plupart de ces *warlords* savent qu'ils ne pourront conserver « leur » fief que pour un maximum de 2 ans, à moins de gagner les élections de 2005. Les *warlords* doivent se plier au processus électoral, car la MINUL les a supplantés en tant que principale force militaire du pays. En théorie, les *warlords* auraient pu défaire les forces de la MINUL comme ce fût le cas en Sierra Leone, mais cela aurait irrité les États-Unis qui exerçaient d'importantes pressions pour que les chefs rebelles se plient au processus de paix, sans compter la perte en revenus qu'aurait causée une nouvelle offensive (Hazen, 2013). Il devenait alors encore plus vital pour plusieurs *warlords* et autres membres du gouvernement transitionnel de profiter de cette période pour s'enrichir.

Pour les *warlords* de moindre envergure qui ne pouvaient espérer un siège au gouvernement, la transition politique offrait aussi des possibilités de renforcer leur influence en

²⁷ Ce phénomène n'est en rien exclusif à l'Afrique ou à cette période. Les rois européens du XVII^e et du XVIII^e siècle ayant aussi souvent gouverné par la revente de postes gouvernementaux pour maintenir en place leur influence (Parott, 2012).

jouant le rôle d'intermédiaire entre les forces de la MINUL et les miliciens ciblés par des programmes de démobilisation (Hoffman, 2011 ; Hojbjerg, Nzesop, 2008). Hoffman soutient même que les *warlords* les plus habiles redistribuaient les armes et munitions que les miliciens allaient donner à la MINUL pour obtenir en échange l'argent de leur démobilisation (Hoffman, 2011). La transition politique restait ainsi une période favorable pour les *warlords* qui s'accommodaient bien de la paix pour s'enrichir. Ceci fait qu'entre 2003 et 2005, les *warlords* ont toléré la mise en place d'une paix fragile, tant qu'elle garantissait leurs intérêts politiques et économiques. Ceci ne veut en aucun cas dire que les *warlords* ont renoncé à dominer une série de jeunes Libériens, souvent d'ex-miliciens. Bien au contraire, les *warlords* ont continué à dériver leur pouvoir des corps de groupes de jeunes libériens qui peinaient à échapper à la misère dans les bidonvilles de Monrovia. La nuance notable est que cette main-d'œuvre de la violence n'était plus le principal fournisseur de la violence pour l'État et les factions armées²⁸, car elle a été remplacée par la MINUL et l'armée dont les *warlords* étaient exclus. Cette jeunesse était maintenant mobilisée pour exploiter les ressources naturelles de la région et fournir des moyens d'autodéfenses aux communautés victimes de la criminalité endémique qui marque le Libéria (Hoffman, 2011 ; Persson, 2012 ; Podder, 2013). Ainsi, les premières années de la transition politique semblaient indiquer la perpétuation de l'influence des *warlords* au niveau national, mais comme nous le verrons dans le prochain chapitre, la place des *warlords* au sein de l'État libérien a été remise en cause par leur division interne et l'émergence d'acteurs politiques qui sauront plus efficacement reconverter leur connexion internationale en pouvoir politique.

²⁸ Ceci ne veut pas dire que les *warlords* ont cessé de se servir de la violence que leur fournissaient les ex-miliciens pour maintenir en place leur influence. Des affrontements sporadiques ont continué à avoir lieu durant la période de transition et plusieurs *warlords* se sont contentés de traverser la frontière ivoirienne pour participer au combat entre Alassan Ouattara et Laurent Gbagbo (Gerdes, 2013 ; Hazen, 2012 ; Hoffman, 2011).

5. Conclusion

Les *warlords* sont apparus au Libéria à la suite de la transformation majeure de la politique libérienne où la revendication de postes au sein du gouvernement ne reposait pas sur l'étendue de son réseau de clientélisme, mais sur le nombre de miliciens que l'on pouvait mobiliser. Cette transformation de la politique a été cristallisée durant la guerre civile, car il était devenu impératif pour chaque faction armée de disposer d'un nombre important de miliciens. Les *warlords* sont alors devenus des entrepreneurs de violences qui étaient capables de mobiliser les ressources humaines et économiques nécessaires à la conduite du conflit qui avait lieu entre factions et au sein des factions. Cette situation encourageait les *warlords* à perpétuer le conflit dans la région pour avoir une place au gouvernement libérien. La perpétuation de l'influence des *warlords* n'a été possible que grâce à leurs relations étroites avec plusieurs compagnies internationales qui fournissaient aux *warlords* les moyens de continuer la guerre en échange de ressources naturelles. Cette relation étroite avec le marché offrait en même temps l'opportunité d'une relative redistribution des ressources au sein de populations habituellement exclues des bénéfices du marché international. La fin du conflit n'a pas remis en cause cette fonction des *warlords*, car ces derniers ont coopéré avec les forces de la MINUL pour restaurer un semblant de paix, tant que leurs intérêts politiques et économiques n'étaient pas menacés. Cependant, comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, l'influence des *warlords* sur les institutions libériennes sera remise en cause par le retour des *technopols* dans l'arène politique et par une série d'acteurs internationaux qui cherchent à exclure les *warlords* des institutions nationales.

CHAPITRE 3

LES LUTTES D'INFLUENCE ENTRE *TECHNOPOLS* ET *WARLORDS*

En 2005, les premières élections libres depuis la fin de la guerre civile ont eu lieu au Libéria et menèrent à la victoire du Unity Party (UP) mené par Johnson Sirleaf. Cette élection et celles qui ont suivi (2011 et 2017) indiquèrent une transformation importante dans les moyens utilisés pour acquérir le contrôle d'institutions nationales. En effet, l'importante présence d'acteurs internationaux obligea les élites politiques libériennes à transformer leur capital économique et social en victoire électorale s'ils désiraient conserver une influence au niveau national. Nous affirmons que la revalorisation du savoir technique des *technopols* et la dévaluation de l'expertise violente des *warlords* ont permis aux *technopols* de dominer la scène nationale tout en reléguant les *warlords* à la périphérie de l'État libérien. Pour soutenir cette affirmation, nous allons étudier (1) les luttes électorales de 2005 et 2011 (2) les luttes d'influence pour le contrôle des institutions étatiques (3) l'impact de la justice internationale sur les luttes d'influence entre élites politiques et (4) les résultats de la dernière élection de 2017.

1. Les luttes électorales de 2005 et 2011

Cette section présentera le rôle que les élections de 2005 et 2011 ont joué dans les luttes d'influence sur les institutions nationales entre les *warlords* et *technopols*. Nous soutiendrons que l'expertise technocratique des *technopols* leur avait permis de prendre le contrôle des institutions nationales, alors que les *warlords* se trouvaient relégués à la périphérie du jeu politique, sauf quand leur soutien était requis pour emporter les élections du deuxième tour. Nous pourrions ainsi montrer dans quel environnement les luttes d'influence entre élites politiques libériennes ont eu lieu et en quoi les élections de 2005 et 2011 ont transformé la politique libérienne.

1.1 Les nouvelles règles du jeu politique

Les élections de 2005 représentèrent une transformation importante de la politique libérienne. Ceci s'explique par le fait que, si les objectifs des élites politiques libériennes étaient relativement les mêmes (s'approprier les institutions étatiques pour consolider leur influence sur leurs réseaux de clientélismes), les moyens pour y arriver étaient devenus radicalement différents. Les *warlords* ne pouvaient plus jouer un rôle à l'échelle nationale en se reposant seulement sur le soutien de quelques miliciens à cause de la présence des forces de la MINUL. De même, les *technopols* qui désiraient occuper un poste au sein du gouvernement ne pouvaient plus espérer se servir exclusivement de leurs contacts au sein de certaines institutions internationales ou de la diaspora libérienne pour faire avancer leurs intérêts politiques. La voie la plus simple pour conserver une emprise sur les institutions nationales passait ainsi par des élections reconnues internationalement. Ceci implique que ces groupes devaient être capables de reconvertir en votes le capital social et économique qu'ils avaient accumulé (Gerdes, 2013). Les élections nationales libériennes devinrent ainsi le principal espace pour déterminer quelles élites politiques pouvaient dominer les institutions nationales.

1.2 L'échec électoral des *warlords*

La majorité des *warlords* furent incapables de reconvertir leur capital militaire en sièges au sein du nouveau gouvernement libérien. Cet échec diverge de plusieurs cas où à la suite d'une période de guerre civile, les chefs de groupes armés parviennent à se tailler une place importante au sein du gouvernement en s'organisant en parti politique. Nous pouvons ici penser au cas du *Farabundo Martí National Liberation Front* (FMLN) au Salvador ou encore la Géorgie où de nombreux groupes armés ont pu intégrer le gouvernement à la fin de la guerre civile (Driscoll, 2015, Wolf, 2009). Cette divergence s'explique par le fait que les principales factions armées le

Movement for Democracy in Liberia (MODEL) et le *Liberians United for Reconciliation and Democracy* (LURD)²⁹ ne disposaient que du soutien de petites minorités ethniques qui ne leur donnaient pas les votes suffisants pour emporter les élections (Hensell, Gerdes, 2017). Par exemple, le *warlord* Sekou Conneh (ancien chef du LURD) ne pouvait se reposer que sur le soutien d'une partie de la minorité ethnique *mandingo* (Manning et Themnér, 2016). Ce problème n'avait rien d'insurmontable en lui-même, mais ces deux factions armées étaient touchées par d'importantes divisions internes qui les empêchaient de consolider leur influence (Gerdes, 2013). Ces divisions internes trouvaient leur origine dans des conflits entourant la redistribution inégale des ressources financières acquises durant la période de la transition politique (Manning et Themnér, 2016). Elles s'expliquaient aussi par le fait que le seul moyen d'obtenir ces ressources financières était d'intégrer le gouvernement de transition. Or, ceci impliquait de renoncer à participer aux élections de 2005 (Manning, Themnér, 2016). Il devenait ainsi difficile pour les chefs du LURD et du MODEL d'obtenir les ressources nécessaires pour garder unies leurs factions armées (Manning, Themnér, 2016). Cette situation mena à la dissolution du LURD et du MODEL qui privèrent les *warlords* d'organisations politiques capables de coordonner leur campagne électorale (Manning et Themnér, 2016). La majorité des *warlords* ont ainsi échoué à s'établir sur la scène électorale (Gerdes, 2013). Il existait cependant quelques exceptions, comme Prince Johnson, élu au sénat dans le *county* de Nimba ou encore Adolphus Dolo, alias *General Peanut Butter*, élu aussi dans le *county* de Nimba (Gerdes, 2013). Ces *warlords* ont pu être élus en tant qu'indépendants ou au nom d'un parti civil, car ils surent se présenter en tant que garants de l'ordre dans leur région (Manning et Themnér, 2016). Ils ont su convaincre leur électorat en se servant

²⁹Le MODEL et le LURD sont les deux factions armées qui ont renversé le gouvernement de Charles Taylor durant la Deuxième Guerre civile qui secouait le Libéria de 1999 à 2003. Ces factions étaient financées par des pays voisins du Libéria. La Guinée dans le cas du LURD et la Côte-d'Ivoire dans le cas du MODEL (Gerdes, 2013 ; Hazen, 2009 ; Hoffman, 2011).

d'une combinaison habile de menaces et d'utilisation de leur passé militaire comme garantie de la sécurité qu'ils pouvaient offrir (Manning et Themnér, 2016 ; voir chapitre 4). Si ces *warlords* ne pouvaient espérer obtenir la présidence, ils étaient en mesure de se servir de leur poids électoral pour faire élire les dirigeants de partis politiques dominants durant le deuxième tour des élections. Par exemple, Prince Johnson a été surnommé le *kingmaker* à cause de l'influence importante qu'il exerça sur les élections du deuxième tour en mobilisant son électorat de *Nimba* pour voter pour le candidat de son choix (Worzi, 2017).

Pour les *warlords* incapables d'obtenir un tel succès électoral, il était possible de mobiliser la jeunesse libérienne pour soutenir les campagnes électorales de certains politiciens durant les marches électorales ou comme gardes du corps (Bøås et Utas, 2014 ; Gerdes, 2013). Ce soutien à des politiciens permit à certains *warlords* d'obtenir des récompenses financières qui solidifièrent leur influence sur la jeunesse qu'ils mobilisaient (Hoffman, 2017). Les *warlords* jouèrent ainsi surtout un rôle de soutien à certains politiciens en fournissant les muscles et les votes nécessaires à une victoire électorale. Ce phénomène n'est pas unique au Libéria, on peut penser à la Sierra Leone où les *warlords* ont joué un rôle actif dans la mobilisation d'ex-miliciens pour l'élection de 2007 (Christensen et Utas, 2008). Nous discuterons plus en détail du rôle des *warlords* dans la mobilisation de la jeunesse dans le prochain chapitre. Il suffit de retenir d'une part que la majorité des *warlords* sont devenus des acteurs périphériques jouant un rôle de soutien dans les luttes politiques qui opposent les différents partis politiques au pouvoir. D'autre part, une minorité de *warlords* ont su accumuler un poids électoral suffisant pour influencer significativement le résultat des élections du deuxième tour.

Prince Johnson : le *Kingmaker*

Prince Yomie Johnson est né en 1952 dans le village de Tapeta, dans le *County* de *Nimba*. Selon son témoignage, avant le coup de 1980, il n'est qu'un simple soldat anonyme qui avait rejoint l'armée en 1974 (Johson, 26 août 2008). Cette situation change après le coup militaire où il arrive à monter dans les rangs des forces de l'AFL et à établir une relation d'amitié avec Quiwonkpa, le chef de l'armée (Johson, 26 août 2008). Il joue un rôle actif dans la tentative de renverser le gouvernement de Samuel Doe en 1985. Après l'échec du coup, Prince Johnson fuit le Libéria et rejoint le NPFL. Il suit une formation militaire en Libye avec les autres membres du NPFL. Au début de 1989, les forces du NPFL sont redéployées en Guinée Bissau pour préparer une attaque contre les forces de Samuel Doe. En décembre 1989, à cause de tensions sérieuses avec Charles Taylor et l'absence de ravitaillement, Prince Johnson mène un petit nombre de soldats pour s'emparer du *County* de *Nimba* (Johson, 26 août 2008). Il arrive à voler du matériel aux troupes de l'AFL et à établir sa propre faction armée l'*Independent National Patriotic Front of Liberia* (l'INPFL). Cette faction armée obtient certains succès, malgré des affrontements fréquents avec le NPFL et l'AFL. En 1990, Prince Johnson arrive à entrer dans la ville de Monrovia avec ses troupes, en même temps que les forces du NPFL. Inquiété face à la montée en puissance du NPFL, Prince Johnson s'allie avec Samuel Doe. Il collabore aussi avec les forces de l'ECOMOG en leur laissant entrer au sein du port de Monrovia. Peu après, il se sert de ses récents contacts avec Samuel Doe pour l'attirer dans un piège où il le capture et le torture plusieurs jours avant de l'exécuter (la torture a été capturée sur vidéo et distribuée à travers le pays) (Gerdes, 2013). En 1991, Prince Johnson intègre l'IGNU un gouvernement d'intérim contrôlé par Amos Sawyer et soutenu par l'ECOMOG. La collaboration de Prince Johnson avec l'ECOMOG et l'IGNU s'érode progressivement entre 1991 et 1992 à cause de l'exclusion politique et économique de l'INPFL qui se voit confiné dans la base militaire de *Cadwell*. Prince Johnson décide alors de s'allier avec le NPFL pour tenter de conquérir Monrovia par la force durant l'opération *Octopus* (Gerdes, 2013). Cette opération échoue en partie parce que les forces du NPFL se retournent contre l'INPFL et détruisent la majorité de ses effectifs (Gerdes, 2013). Si Prince Johnson survit aux combats de Monrovia, il est forcé de s'exiler au Nigéria où il poursuit une carrière en tant que prêtre évangéliste (Gerdes, 2013). Il ne revient sur le devant de la scène politique qu'en 2004 où il cherche à gagner un siège au gouvernement. Il arrive à être élu en 2005 parce qu'il se présente comme le garant de l'ordre dans le *county* de *Nimba* (Gerdes, 2013). En 2011, il se sert de son influence importante sur le *County* de *Nimba* pour soutenir avec succès l'UP, ce qui le confirme en tant que politicien capable de déterminer quel parti l'emporte au deuxième tour des élections. Cette situation lui a donné une position politique particulièrement stable comparativement aux autres *warlords* qui ont été incapables de se maintenir dans l'arène électorale. En 2017, il changera de camp pour soutenir le CDC de George Weah avec succès, confirmant son rôle d'acteur crucial pour obtenir la victoire électorale au deuxième tour.

1.3 La victoire électorale des *technopols*.

Les *technopols* ont su s'imposer en tant qu'acteurs dominants aux élections de 2005 à cause du regain de prestige de leur savoir reconnu internationalement dans un environnement politique où une bonne connaissance du fonctionnement des organisations internationales et une organisation politique stable étaient plus importantes que de contrôler des groupes armés (Gerdes, 2013 ; Harris, 2006). Ces circonstances ont été utilisées par la présidente Ellen Johnson Sirleaf

pour transformer ce regain de prestige du savoir technique des *technopols* en ressources financières fournies par des acteurs internationaux pouvant être redistribuées parmi ses alliés (Gerdes, 2015). Ceci s'explique par le fait que la présidente a pu se servir de sa maîtrise des discours de la communauté internationale pour développer sa campagne du point de vue de la *governance*. Si ce discours n'a pas obtenu un succès égal au sein de l'électorat³⁰, il a permis de rallier une diversité de *technopols* et d'acteurs régionaux qui considéraient Johnson Sirleaf comme là plus à même de récompenser généreusement leur collaboration au sein de sa coalition (Gerdes, 2015). La politique est ainsi devenue largement dominée par des *technopols* qui ont réussi à contrôler d'autres acteurs nationaux en distribuant de ressources obtenues à l'international.

Il existe bien certains nouveaux venus comme George Weah, le chef du parti représentant l'opposition officielle le *Congress for Democratic Change* (CDC), surtout connu pour son passé de vedette internationale de football (Armstrong, 2007). Même dans ce cas, les membres influents du CDC restèrent en général des *technopols* comme Bacchus Matthew (Armstrong, 2007). De plus, après sa défaite de 2005, George Weah tenta d'imiter les *technopols* en obtenant un diplôme dans une université étatsunienne (Butty, 2011). Les élections libériennes furent ainsi dominées par la compétition entre personnes se revendiquant comme étant des *technopols*. Cependant, ces divisions ne furent que de courte durée, étant donné que la plupart des partis politiques se joignirent au parti dominant durant le deuxième tour ou cessèrent de supporter le parti de l'opposition à la fin des élections (Bøås, Utas, 2014).

Les élections libériennes doivent ainsi être vues comme un espace de lutte fragmentée où les *technopols* ont été les plus à même de consolider leur influence sur la politique libérienne grâce

³⁰ Le CDC, principal parti opposé à l'UP, a remporté le premier tour des élections avec 28,3 % des votes grâce à l'utilisation d'une rhétorique critiquant les personnes éduquées qui avaient, selon ce parti, causé beaucoup de dommages au pays. L'UP a fini en deuxième position avec seulement 19,8 % des votes (Gerdes 2013, p.204).

à la capacité de l'UP à récompenser efficacement une coalition hétéroclite d'acteurs nationaux. Les élections de 2005 ont clairement démontré ce phénomène à cause de l'importance de la fragmentation des partis politiques et de la relative égalité des moyens entre les principaux partis politiques (Harris, 2006). Durant cette élection, l'UP remporta les élections grâce à une plus grande coordination interne que son adversaire le CDC et par la mise en avant de l'expertise de ses membres. Ces avantages ont permis de limiter le détournement de fonds et de disposer des ressources nécessaires au ralliement de plusieurs partis à la coalition de Johnson Sirleaf durant le deuxième tour (Harris, 2006). Les élections de 2011 ont été une suite logique de cette première élection en démontrant la consolidation de l'influence de l'UP qui a réussi à transformer son contrôle des institutions étatiques en ressources financières et politiques pour coopter ou contenir, l'influence de ses opposants politiques (Bøås, Utas, 2014). Les moyens écrasants de l'UP ont poussé le CDC à boycotter les élections du deuxième tour en accusant l'UP de fraude et en organisant des manifestations pour le critiquer (Bøås et Utas, 2014). Le jour avant le scrutin du deuxième tour, une manifestation du CDC coordonnée par des *warlords* dégénérait en émeute où des échanges de coups de feu ont eu lieu entre les forces policières libériennes et les manifestants (Bøås et Utas, 2014)³¹. Cette violence, en partie encouragée par le CDC, permit de renforcer son influence sur son électorat tout en évitant d'avoir à faire face à une défaite électorale très probable (Bøås et Utas, 2014). La prédominance de *technopols* sur la politique libérienne resta ainsi contestée et entraîna parfois des affrontements violents entre les institutions nationales contrôlées par l'UP et les partisans de l'opposition.

³¹ Des affrontements similaires ont marqué les premières élections libériennes, mais dans une proportion beaucoup plus limitée que durant les élections de 2011 (Boas ; Utas, 2014 ; Harris, 2006 ; Harris, 2013).

2. Les luttes d'influence pour le contrôle des institutions nationales

Cette section va présenter pourquoi et comment les *warlords* et *technopols* cherchèrent à avoir accès aux institutions nationales, tout en excluant leurs adversaires politiques. Nous affirmons que les *technopols* ont été avantagés dans cette lutte, car ils disposaient d'une expertise jugée légitime par les acteurs internationaux qui finançaient les institutions gouvernementales. À l'opposé, les *warlords* ont été largement marginalisés à cause de la dévaluation de leur expertise en tant qu'entrepreneurs de violences, à moins qu'ils n'arrivent à se reconvertir en *technopols*.

2.1 L'exclusion des *warlords*

Les *warlords* ont été largement exclus des institutions gouvernementales par les *technopols*. Ce phénomène trouve sa cause dans les standards de recrutement mis en place par le gouvernement libérien qui limita l'intégration d'ex-miliciens et de *warlords* au sein des institutions nationales. Ceci fut particulièrement notable dans les forces armées libériennes et les acteurs de sécurité comme la police qui, en théorie, auraient dû être les principaux outils d'absorption des anciens combattants et des *warlords* (Debos, 2013 ; Driscoll, 2015). Pourtant, ces deux institutions ont fortement limité l'accès à un poste au sein des forces de sécurité. Ceci est tout particulièrement le cas pour l'*Armed Forces of Liberia* (AFL) qui n'accepta pas les responsables de violations des droits humains et ceux qui n'avaient pas un diplôme d'études secondaires (Gerdes, 2013; United State Institute of Peace, 2007). Cette décision est assez inédite, étant donné qu'il existe de nombreux exemples où les *warlords* furent intégrés en masse dans les forces de sécurité pour tenter d'exercer un plus grand contrôle sur ces derniers (Debos, 2013 ; Driscoll, 2015 ; Reno, 1999). On peut penser aux anciens *warlords* intégrés au nouveau gouvernement géorgien, après la guerre civile qui secoua le pays suite à la chute de l'URSS (Driscoll, 2015), le gouvernement tchadien d'Idriss Déby, qui intégra périodiquement certaines factions armées à son propre gouvernement

pour préserver son influence sur le pays (Debos, 2013) ou en encore, le Sud Soudan de Salva Kiir, où la cooptation de différentes factions armées fut un moyen de prévenir une invasion soudanaise (Pinaud, 2014). Il a été possible pour le gouvernement libérien de limiter cette intégration, car il disposait du soutien des forces de la MINUL, mais aussi parce que le gouvernement avait dépensé plusieurs millions de dollars pour la démobilisation des anciens combattants et des *warlords* qui les menaient³². Cette décision a abouti à la formation d'une armée libérienne surtout composée de soldats qui n'ont eu aucune implication dans le conflit (Gerdes, 2013). La composition du ministère de la Défense nationale et du haut commandement libérien refléta cette décision, puisque ces deux institutions étaient dominées par des Libériens ayant étudié aux États-Unis et ayant souvent servi au sein de l'armée étatsunienne (Republic of Liberia, 30 décembre 2017). Les *warlords* furent ainsi exclus des institutions nationales libériennes.

Cependant, certains *warlords* réussirent à se reconverter politiquement en passant à un rôle plus proche de celui des *technopols*. Nous pouvons à ce sujet donner l'exemple du ministre de la Défense, Brownie Jeffrey Samukai Jr, qui a servi dans l'AFL sous le régime de Samuel Doe (1980 à 1991) et a commandé l'unité paramilitaire des *blacks berets* (1993-1994), avant de servir au sein des restes de la police du Libéria jusqu'en 1995 (Cholo, 2016). Ce dernier a pu légitimer ses fonctions d'entrepreneur de violences en participant à une série d'opérations internationales et en s'impliquant activement au sein de programmes onusiens qui visaient au maintien de la paix (Cholo, 2016; Republic of Liberia, 30 décembre 2017). Cette reconversion de Samukai lui permit d'obtenir le poste de ministre de la Défense nationale et de jouer un rôle central dans les politiques

³² Ce paiement a d'ailleurs été fait dans des circonstances assez suspectes qui semblent suggérer qu'une grande partie des fonds ont été réappropriés par les *warlords*, alors que les miliciens semblaient n'avoir bénéficié que très faiblement de ce paiement du gouvernement (Genoway, 2017) ; (Truth Breakfast Show (TBS), 2014) ; (United States Institute of Peace, 2007) ; (Daily Observer, 2013).

d'exclusion des miliciens et de leur cooptation que nous avons mentionnées plus haut (United States Institute of Peace, 2007). L'exemple de Samukai tend aussi à démontrer que certains *warlords* qui ont suivi un passage similaire à celui des *technopols* (*University of Liberia*, puis études aux États-Unis) avant de participer au conflit ont aussi eu la chance de rejoindre le gouvernement en s'impliquant dans certains programmes internationaux (Republic of Liberia, 30 décembre 2017). En cela, ils suivaient un passage similaire à celui des *technopols* libériens qui s'étaient reconvertis en *warlords* quand cette fonction était plus avantageuse politiquement (chapitre 1). En revanche, les *warlords* qui ont pu se reconvertir en *technopols* restent une exception (Gerdes, 2013).

2.2 La prédominance des *technopols* et l'art de la « décharge »

L'UP a pu exclure la plupart des *warlords* du gouvernement, car elle a réussi à se « décharger » d'une large part de ses fonctions régaliennes sur le dos d'acteurs internationaux (Hibou, 1998). Cette stratégie de la « décharge », décrite par Béatrice Hibou, repose sur la délégation d'un ensemble de fonctions régaliennes à des acteurs internationaux afin de gouverner par leur entremise, sans avoir besoin de développer des institutions nationales (1998). Cette décision a permis à l'UP de gouverner les régions jugées utiles du Libéria (ports, mines de fer, plantations de caoutchouc, etc.) par le biais d'acteurs internationaux comme la MINUL, sans avoir à prendre les risques qui viennent avec l'inclusion de possibles adversaires politiques au sein des institutions. Cette stratégie de la « décharge » a permis de consolider l'influence des *technopols* sur la politique libérienne à faible coût tout en marginalisant la plupart des *warlords*. Par exemple, l'UP a pu s'emparer de territoires autrefois contrôlés par des *warlords* en se servant des forces de

la MINUL et recourant à des négociations (Reno, 2008)³³. Les forces de maintien de la paix sont ainsi devenues un outil dans les négociations entre *warlords* et *technopols* sur l'espace politique que ces derniers pouvaient occuper. Cette décharge a été acceptée par plusieurs acteurs internationaux qui espéraient que leur expertise permettrait de construire un État centralisé qui répondrait aux standards internationaux (Podder, 2013 ; Reno, 2008 ; Urcun et Collab, 2010 ; Wilén, 2011). Nous discuterons plus en détail des résultats de cette prise en charge dans le chapitre 6. Il suffit de retenir que cette décharge a permis à l'UP d'exclure la plupart des *warlords* du gouvernement et de consolider l'influence des *technopols* sur la politique libérienne.

Ellen Johnson Sirleaf : la présidente *technopol*

Ellen Johnson Sirleaf est née en 1938 dans la région de Monrovia. Selon ses dires, elle avait vécu dans une famille très influente à cause de son père qui exerçait la fonction d'avocat (Sirleaf, 2009). Cette position privilégiée lui a donné l'occasion de rencontrer de nombreuses fois le président libérien de l'époque, William Tubman (Sirleaf, 2009). Au début des années 1950, son père était victime d'un AVC, ce qui le rendit incapable de remplir ses fonctions d'avocat et entraîna une diminution du statut de la famille (Sirleaf, 2009). Malgré cette diminution de statut, Sirleaf a pu avoir accès à une éducation de niveau secondaire au sein de la prestigieuse école *College of West Africa* (CWA). Une fois cette éducation terminée en 1956, Sirleaf se maria avec James Sirleaf qui faisait partie de la très influente famille américano-libérienne des Cooper (Sirleaf, 2009). En 1962, elle partit étudier les affaires au *Madison College*, pendant que son mari faisait une maîtrise en agriculture à l'université de Madison. En 1964, elle finit ses études et retourna au Libéria. Elle intègre alors le *Treasury Department* du gouvernement (Sirleaf, 2009). Peu après son intégration au sein de cette institution, elle obtint le divorce à cause du tempérament violent de son mari (Sirleaf, 2009). En 1969, elle repartit étudier en économie aux États-Unis, grâce à l'économiste Gustav Papanek qui avait été impressionné par un de ses discours (Sirleaf, 2009). Après un court passage à l'université de Boulder, Johnson Sirleaf intégra l'université Harvard pour y faire une maîtrise en administration publique. En 1971, elle retourna au Libéria pour travailler au sein du ministère des Finances. Cependant, son franc-parler et ses critiques fréquentes du TWP lui causèrent de nombreux problèmes ce qui la poussa à quitter le gouvernement. Elle travailla alors pour la Banque mondiale entre 1973 et 1975. Elle réintégra le ministère des Finances et travailla de 1975 à 1980 pour le TWP. En 1979, peu après les incidents des *rice riots*, elle fut nommée au poste de ministre des Finances. Après le coup militaire de 1980, Johnson Sirleaf se rallia au gouvernement de Samuel Doe. Sa collaboration avec Samuel Doe fut très houleuse à cause du caractère très répressif du régime et des menaces constantes sur sa vie. Dans ce contexte, Johnson Sirleaf partit en exil pour les États-Unis et travailla pour la Citibank et l'ONU jusqu'en 1985. Elle participa alors aux élections que Samuel Doe remporta grâce à des fraudes massives (Ellis, 1999 ; Gerdes, 2013). Après les élections, elle refusa de rejoindre le gouvernement de Doe et fut mise en prison sur l'ordre de ce dernier. Elle fut libérée en 1986 et repartit en exil pour les États-Unis. Une fois aux États-Unis elle joua un rôle central dans la formation l'ACDL (*Association for Constitutional*

³³ Cette expulsion n'a pu être mise en place qu'à cause de négociations entre certains *warlords* et le gouvernement ce qui suggère que le déploiement de la MINUL n'est qu'un des aspects d'une plus large lutte d'influence entre *technopols* et *warlords* sur l'espace politique que chacun peut occuper (Hoffman, 2011 ; Persson, 2012 ; Reno, 2008)

Democracy in Liberia), un organisme composé de plusieurs *technopols* en exil qui désiraient se débarrasser du gouvernement de Doe (Sirleaf, 2009). C'est durant cette période au sein de l'ACDL que Johnson Sirleaf aurait établi ses premiers contacts avec Charles Taylor et le NPFL. Johnson Sirleaf soutient qu'elle n'avait joué qu'un rôle de support au NPFL entre 1989 et 1990 en leur offrant la somme de 10 000 \$ pour nourrir des soldats du NPFL (Sirleaf, 2009 ; TRC, 2009). Au contraire, selon les témoignages de Charles Taylor, Johnson Sirleaf aurait joué un rôle central dans la hiérarchie du NPFL entre 1986 et 1994 en tant qu'« *International Coordinator* » et membre fondatrice du NPFL (SCSL, 22 juillet 2009, p.25054 ; SCSL 15 juillet 2009, p.24542). Le rôle de Johnson Sirleaf dans la guerre civile reste assez ambigu, mais on peut supposer qu'une femme si influente était plus directement liée au conflit que ce qu'elle laisse entendre. Dans le même temps, elle continua à occuper de nombreux postes au sein de l'ONU ou de la Banque mondiale (Sirleaf, 2009). Elle n'interrompit cette carrière que pour participer aux élections de 1997 qui suivirent un énième traité de paix (Gerdes, 2015 ; Sirleaf, 2009). Élections que Charles Taylor gagna avec une large partie des suffrages (Gerdes, 2013 ; Gerdes, 2015). Après cet échec électoral, Johnson Sirleaf ne revint au-devant de la scène politique qu'en 2003, quand elle intégra le nouveau gouvernement transitionnel mis en place après la fin des hostilités (Gerdes, 2013). En 2005, elle devint la candidate présidentielle pour l'*Unity Party* (UP) et battit son adversaire, George Weah, représentant du CDC. Une fois confirmée dans son rôle de présidente, elle arriva à consolider son pouvoir grâce à une aide internationale importante et l'annulation de la dette du Libéria (Gerdes, 2015). Elle lança une série de réformes structurelles pour diminuer la taille de l'administration libérienne et invita de nombreuses compagnies étrangères à investir dans l'économie libérienne (Gerdes, 2013 ; Paczynska, 2016). Elle aida à mettre en place la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) au Libéria pour répondre aux nombreuses violations des droits humains qui ont secoué le pays. La CVR a d'ailleurs demandé son exclusion de la politique libérienne pour 30 ans à cause de son implication dans le conflit et du fait qu'elle n'ait pas demandé pardon sincèrement à la CVR (TRC, 2009). Les demandes de la CVR seront rendues caduques par la Cour suprême (Supreme Court of Liberia, 2011). En 2011, Johnson Sirleaf reçut le prix Nobel de la paix 3 jours avant les élections de 2011 qu'elle gagna (Harris, 2012 ; Harris, 2013). En 2014, le gouvernement de Johnson Sirleaf faisait face à sa plus grande crise, quand l'épidémie d'Ebola frappa le Libéria. La réponse du gouvernement de Johnson Sirleaf était inadéquate, préférant contrôler une jeunesse perçue comme dangereuse, plutôt que de chercher à résoudre la crise qui secouait le pays (Hoffman, 2016). Ceci fait que l'épidémie était résolue grâce à la mobilisation de groupes communautaires, sans l'aide du gouvernement (Pailey, 2017). En 2017, Johnson Sirleaf fut remplacée par George Weah du CDC qu'elle a soutenu durant les élections. Ce soutien lui coûtera d'ailleurs son poste au sein de l'UP qui n'accepta pas cette trahison.

3. L '(in) justice transitionnelle au Libéria.

Cette section va présenter le rôle que le processus de justice transitionnelle a joué dans les luttes d'influence entre les *technopols* et les *warlords*. Nous soutenons que pour des raisons d'intérêts politiques, des initiatives nationales pour répondre au problème des violations des droits humains comme la CVR ont été mises en échec par les *technopols* et les *warlords* avec le soutien tacite de certains acteurs internationaux (Harris, 2012). Cette décision créa une situation où les *warlords* et les *technopols* libériens bénéficièrent d'une impunité face aux cours de justice

nationale, malgré la menace de poursuites internationales pesant toujours sur certains individus. Cette section nous aidera à comprendre le rôle du processus de justice internationale dans les luttes d'influence entre élites politiques libériennes.

3.1 La résistance à la mise en place de la justice transitionnelle

Au niveau national, une série de résistances aux recommandations de la CVR ont créé une impunité pour crimes contre l'humanité au Libéria. Cette situation s'explique d'abord par le pouvoir important qui a été accordé aux membres de la CVR. En effet, les membres de la commission disposaient d'une indépendance importante vis-à-vis du gouvernement et le gouvernement était légalement obligé de mettre en place les recommandations de la commission à cause du *TRC Act of Liberia*. Cette approche rompit avec les exemples latino-américains et le cas de l'Afrique du Sud où un ensemble de lois et de décrets ont amnistié les responsables de violations des droits humains ou ont restreint le travail des CVR (Lefranc, 2002; TRC of Liberia, 2009). À la surprise de plusieurs, les membres de la CVR ont recommandé dans leur rapport final de traduire en justice un nombre conséquent de *warlords* et ont recommandé d'exclure plusieurs politiciens des institutions publiques, dont Johnson Sirleaf (TRC of Liberia, 2009). Ces recommandations ont été bloquées par les élites politiques nationales et la communauté internationale, car elle dérangeait leurs intérêts. Les *technopols* au gouvernement ont empêché le passage de la loi en remettant en cause la constitutionnalité des recommandations de la CVR. La Cour suprême du Libéria a approuvé cette décision en annulant l'obligation du gouvernement libérien de mettre en place les recommandations de la CVR (Supreme Court of Liberia, 2011). Cette décision fut appuyée par des acteurs internationaux qui craignaient un regain d'instabilité dans la région et qui critiquaient la manière dont la CVR avait été menée (Harris, 2012). Cette situation fait que les propositions de la CVR n'ont pas été appliquées et aucun responsable de

violations des droits humains n'a été jugé au Libéria. Le Libéria se trouva ainsi dans une situation où, théoriquement, aucune politique d'amnistie n'avait été mise en place³⁴, mais où en pratique, aucune poursuite ne fut intentée contre les responsables de violations des droits humains.

3.2 La menace de la justice internationale

Si la non-application des recommandations de la CVR a garanti l'impunité de responsables de violations des droits humains au Libéria, elle n'a dans aucun cas garanti l'immunité des *warlords* ou *technopols* libériens face à des poursuites internationales. En effet, un nombre non négligeable de *warlords* furent arrêtés par divers acteurs internationaux pour répondre de leurs crimes au Libéria ou en dehors de ses frontières. Le cas le plus connu est celui de Charles Taylor qui a été arrêté en 2006 pour répondre devant la cour de la Sierra Leone de son rôle dans la formation du RUF³⁵. Il n'est pas le seul : son fils Chucky Taylor a été traduit en justice aux États-Unis et Martine Johnson, ancienne *warlord* du NPFL, a été arrêtée en Belgique pour son rôle dans l'attaque de Monrovia en 1992 (Human Rights Watch, 2014; The Guardian, 2009). Ces poursuites eurent un impact important sur la politique libérienne, car elles rappelèrent aux autres élites politiques impliquées dans la guerre civile qu'elles pourraient aussi faire face à un tribunal étranger³⁶. Par exemple, un journal a spéculé sur la possible arrestation de Prince Johnson pour répondre aux crimes qu'il avait commis contre des citoyens étatsuniens durant la guerre (Lennart, 20 décembre 2017). Johnson Sirleaf fut aussi dans le collimateur du *United States District Court of Massachusetts* pour son rôle dans la guerre civile (Senah, 2018). Si ces poursuites ont peu de chance d'aboutir, elles ont néanmoins suscité un sentiment d'insécurité poussant diverses élites

³⁴ À l'exception des enfants soldats qui ont été amnistiés pour les crimes qu'ils avaient commis durant la guerre civile (TRC, 2009).

³⁵ Il n'a cependant toujours pas été traduit devant la justice pour son rôle dans la guerre civile au Libéria.

³⁶ Tout particulièrement les tribunaux étatsuniens qui sont souvent utilisés pour poursuivre des Libériens qui ont aussi la citoyenneté étatsunienne (The Guardian, 2009; Lennart, 20 décembre 2017; Senah, 2018).

politiques libériennes à développer des stratégies pour éviter de faire face à la justice internationale. La justice internationale reste ainsi un facteur important dans les luttes qui secouent la scène politique libérienne dans la mesure où elle continue à être une menace pour les *technopols* et *warlords* qu'il faut éviter ou contrôler.

4. Les élections de 2017

Cette section va expliquer l'impact que les élections de 2017 ont eu sur les luttes d'influence entre élites politiques libériennes. Nous soutenons que les élections de 2017 représentent un tournant dans la politique libérienne, car elles ont mené au pouvoir le CDC qui a su intégrer en son sein des acteurs locaux ayant un grand poids électoral. Ces résultats semblent annoncer une nouvelle donne politique avec l'intégration de certains *warlords* au sein du nouveau gouvernement et de leur soutien public au parti. Cette section nous permettra ainsi de voir comment l'influence des *technopols* peut être mise en cause par la mobilisation de *warlords*.

4.1 Un changement de cap ?

Les élections de 2017 marquent un développement intéressant de la politique libérienne, car elles ont mené au pouvoir le chef de l'opposition, George Weah. En effet, la victoire de George Weah manifesta la limite du pouvoir de l'UP à représenter une organisation capable d'unifier et de consolider son influence sur les *technopols*, malgré son contrôle des institutions nationales et ses tentatives de ralentir les élections³⁷. L'exemple le plus frappant est Johnson Sirleaf qui a offert son soutien à George Weah durant les élections. Ce retournement d'allégeance a d'ailleurs mené à l'exclusion de Johnson Sirleaf de l'UP (Davis, 2018). Ceci semble indiquer que l'espace que

³⁷ L'UP et le 3^e parti politique le Liberty Party (LP), mené par Charles Brumskine, ont ralenti le processus électoral en affirmant que les élections avaient été marquées par des fraudes importantes (Toweh, 2017). Cette demande a été invalidée par la Cour suprême, mais a causé des délais majeurs sur les élections (Brook, 2017).

chaque acteur politique peut occuper au Libéria reste assez fluide et repose sur la formation d'alliances entre différents acteurs politiques. L'autre élément intéressant qui ressort de cette élection est le rôle prééminent de certains acteurs locaux dans l'élection de George Weah notamment Prince Johnson ou encore Jewel Howard Taylor (ex-femme de Charle Taylor). Si ce phénomène n'est pas nouveau, la nomination de Jewel Taylor au poste de vice-présidente et Charles Bright (ex-général du NPFL) en tant que conseiller économique suggère que le CDC cherche à intégrer au sein des institutions nationales divers acteurs régionaux autrefois marginalisé politiquement (Harmon, 2018 ; Richard, 2018). Plus spécifiquement, le CDC semble se rapprocher d'anciens membres du NPFL³⁸. L'arrivée au pouvoir du CDC pourrait ainsi impliquer un retour en grâce de certains *warlords* qui ont autrefois été marginalisés par la montée au pouvoir des *technopols*. Le Libéria pourrait ainsi suivre un scénario similaire à la Sierra Leone où les *warlords* ont été cooptés par les différents partis politiques durant les élections de 2007 afin d'obtenir la victoire électorale (Christensen et Utas, 2008). C'est ainsi que la victoire de George Weah est un intéressant développement politique qui semble annoncer le retour d'acteurs politiques marginalisés sur le devant de la scène.

5. Conclusion.

Les luttes d'influence qui ont opposé les *warlords* et les *technopols* ont favorisé les *technopols*. Ceci s'explique par le fait que les *technopols* ont réussi à dominer la scène électorale grâce à leur meilleures coordination et capacité à rallier des acteurs locaux à leur coalition politique, ce qui a réduit les *warlords* au rôle de mobilisateurs pour d'autres partis politiques dominants. En plus de cette victoire électorale, les *technopols* ont pu utiliser le soutien des forces

³⁸ Le journal *Liberian Observer* a rapporté des rumeurs que Charles Taylor continue à influencer les élections par le biais de son ex-femme Jewel Taylor (Carter, 2017). George Weah à lui-même reconnu avoir déjà parlé avec Charles Taylor (Carter, 2017).

de la MINUL pour exclure progressivement les *warlords* de la plupart des institutions nationales et de certains de leurs fiefs économiques comme les plantations de caoutchouc. Cette exclusion n'a été possible qu'à travers une série de négociations et de cooptations qui ont permis le développement d'un gouvernement qui repose surtout sur le soutien de certains acteurs internationaux. Cependant, *technopols* et *warlords* ont dû éviter que les recommandations de la CVR soient mises en application, car ces dernières représentaient une sérieuse menace à leur politique. Si les recommandations de la CVR ont pu être contournées, la menace de poursuites à l'international semble suggérer que l'immunité des *warlords* et *technopols* n'est jamais garantie. Cependant, on pourrait voir un retour sur la scène politique de certains *warlords*, après l'élection de George Weah qui a bénéficié de l'aide de ces derniers pour arriver au pouvoir. Dans le prochain chapitre, nous observerons comment les *warlords* s'adaptent à leur marginalisation au niveau national en devenant très actifs dans la mobilisation de groupes vivant en marge de l'État libérien.

CHAPITRE 4

RÉGIONALISATION ET PRIVATISATION DU POUVOIR DES *WARLORDS*.

En 2003, les premières forces de la MINUL entraient dans la ville de Monrovia pour mettre fin au conflit qui secouait le Libéria depuis 14 ans. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, l'arrivée de cette nouvelle force représentait la première étape de l'exclusion des *warlords* des institutions nationales au profit des *technopols*. Pour compenser cette perte d'influence et possiblement retourner sur le devant de la scène politique, les *warlords* devaient trouver un espace politique qu'ils pouvaient occuper comme base pour préserver leur influence. Les *warlords* ont alors réorienté leur attention vers les régions en marge de l'État libérien. Quand nous utilisons le terme région en marge de l'État, nous voulons dire des régions théoriquement sous le contrôle d'un État, mais où en pratique son autorité est contestée par une pluralité d'acteurs qui ont pris en charge une partie ou la totalité de ses fonctions (Lund, 2007). Ainsi, nous affirmons que l'exclusion des *warlords* des institutions nationales les a poussés à tenter d'intégrer la politique des régions en marge de l'État (bidonvilles et régions rurales) pour compenser leur perte d'influence sur les institutions nationales. Pour défendre cette affirmation, nous allons présenter les trois points suivants : (1) Nous allons étudier les discours que les *warlords* utilisent pour justifier leur prétention à pouvoir jouer un rôle politique dans les régions en marge de l'État (2) Nous allons discuter comment les *warlords* déploient leur influence dans des territoires en marge de l'État (3) Finalement, nous allons conclure ce chapitre en présentant la relation ambivalente que les *warlords* entretiennent avec le gouvernement libérien.

1. La construction d'un discours légitimant l'influence des *warlords*.

Cette section va analyser les discours que les *warlords* ont construits pour légitimer le rôle politique qu'ils veulent jouer dans les régions en marge de l'État. Nous soutenons que les *warlords* ont structuré leurs discours en poursuivant deux objectifs : d'un côté, ils revendiquaient le rôle de représentant d'un groupe marginalisé (habituellement composé d'ex-combattants), de l'autre, ils menaçaient d'utiliser la violence de cesdits groupes marginalisés, afin d'obtenir des concessions politiques du gouvernement et de certaines communautés. L'analyse de ces discours nous permettra de saisir comment les *warlords* ont imaginé le déploiement de leur influence et comment ils cherchent à justifier ce phénomène face aux Libériens.

1.1 La construction du représentant

Les *warlords* justifient l'influence qu'ils veulent jouer dans la marge de l'État en revendiquant la fonction de représentants d'une communauté ou d'une région marginalisée. Ils cherchent à se présenter ainsi pour courtiser certains groupes qu'ils cherchent à mobiliser (habituellement des ex-combattants) pour des entreprises politiques ou économiques (élections nationales, exploitations minières, manifestations, etc.). Pour ce faire, plusieurs *warlords* tentent de présenter leur rôle dans le conflit comme le résultat de leur désir de protéger un groupe ethnique ou une région marginalisée contre la brutalité de la guerre. Ce rôle de protecteur devait continuer après la guerre civile, pour protéger une communauté contre la prédation de l'État et l'agression de groupes extérieurs à la communauté visée (criminels ou membres d'une autre ethnie) (Johnson, 2008 ; Kromah, 2008). De plus, se présenter en tant que défenseurs d'une ethnie ou d'une région permet de courtiser un électorat plus limité dans un environnement parfois ouvertement hostile au

niveau national³⁹. Par exemple, Prince Johnson a été élu au poste de sénateur dans le *county* de *Nimba*, car il s'est présenté comme le seul à même de protéger le *county* contre une possible reprise du conflit (Gerdes, 2013). Il a défendu cette affirmation en se servant de son passé en tant que commandant du INPFL comme d'une garantie qu'il pouvait préserver la paix si on l'élisait (Manning, Thémner, 2016). De manière similaire, le *warlord* Alhaji Kromah a essayé, sans succès, de se faire élire au sénat en revendiquant le rôle de défenseur du groupe ethnique des *mandingos* (Kromah, 2008). Il a justifié cette revendication en présentant sa participation au conflit comme le résultat de son empathie envers la souffrance des *mandingos* (Kromah, 2008).

Même les *warlords* qui n'avaient pas de telles ambitions électorales cherchaient à se présenter comme les protecteurs d'un groupe spécifique d'ex-combattants. Ils tentaient de cultiver une telle image, car l'association avec des ex-combattants permettait d'obtenir des concessions politiques importantes et des fonds internationaux. On peut notamment penser à l'ex-*warlord* Joshua Milton Blahyi (alias *General Butt Naked*) qui s'est servi de son rôle de pasteur *born again* pour intégrer plusieurs ex-miliciens au sein de son ONG afin de les « rééduquer » et d'obtenir des fonds étrangers (Tabor, 2016). De manière similaire, Colonel Richard Boye s'est imposé comme le représentant des combattants de l'AFL, ce qui lui a permis d'obtenir des concessions financières du gouvernement (Daily Observer, 2013 ; Genoway, 2017). Ces exemples nous indiquent que même les *warlords* qui n'avaient pas d'espoir électoral ont pu se présenter comme les représentants d'un groupe marginalisé, afin d'obtenir une plus grande influence politique et parfois des fonds internationaux ou nationaux.

³⁹ Tout particulièrement dans le cas de Prince Johnson où son discours très militaire a causé une émeute durant son témoignage devant la CVR. (Johnson, 2008)

De plus, cette revendication du rôle de représentant est habituellement accompagnée d'une reconversion dans une fonction plus à même de légitimer leur influence dans un environnement où les *warlords* sont mal vus. Par exemple, Prince Johnson a cherché à mettre de l'avant sa reconversion en tant que prêtre *born again* (Manning et Themnér, 2016). Adolphus Dolo (alias general *Peanut Butter*) a plutôt cherché à souligner son rôle en tant qu'homme d'affaires (Dolo, 2008). Ces reconversions ne voulaient pas dire que les *warlords* renonçaient à leurs rôles de *warlords*, mais qu'ils cherchaient à multiplier le nombre de positions de leadership qu'ils pouvaient utiliser pour développer leurs réseaux de clientélismes (Themnér, 2017).

1.2 L'utilisation de la menace.

Le discours des *warlords* repose aussi sur leur capacité à menacer le Libéria d'un retour à la guerre civile. En effet, plusieurs *warlords* insistent sur la grande violence qu'ils pourraient déclencher sur le Libéria en mobilisant les groupes marginalisés qu'ils affirmaient représenter. Par exemple, Joshua Blahyi aimait rappeler durant une entrevue avec le journal *Vice* que la guerre pouvait reprendre à n'importe quel moment et qu'il ne savait pas s'il saurait échapper à son appel (Vice, 2012). L'anthropologue Dany Hoffman assista à un phénomène semblable quand plusieurs ex-combattants libériens lui indiquèrent qu'ils pouvaient reprendre le combat à n'importe quel moment (2017). Les exemples que nous avons donnés ne doivent pas être compris comme l'expression d'un désir profond des *warlords* et ex-combattants de retourner en guerre. Au contraire, Lombard soutient que l'utilisation de la menace est une stratégie politique pour des groupes marginalisés qui désirent obtenir un statut politique plus élevé, tout en évitant une reprise du conflit (2016 b). Dans le cas des *warlords*, la mobilisation du discours de la menace peut leur

permettre d'obtenir des concessions diverses et d'avancer leur carrière politique⁴⁰. Cependant, pour que cette stratégie fonctionne, il est nécessaire pour les *warlords* d'attirer l'attention d'un public.

Pour obtenir cette attention, certains *warlords* auront recours à des termes hyperboliques pour décrire la violence qu'ils ont su déployer au Libéria et implicitement ou explicitement celle qu'ils pourraient déchaîner dans le futur. La menace devient ainsi un spectacle face à un public qui doit être convaincu du sérieux de la menace des acteurs armés, afin de faire avancer leur statut (Lombard, 2016b). Par exemple, durant son témoignage à la CVR, Joshua Blahyi essayait de communiquer la violence qu'il pourrait déployer au Libéria en affirmant qu'il avait tué 20 000 personnes et sacrifié des êtres humains⁴¹ (Blahyi, 2008). De manière similaire, Prince Johnson a parfois menacé de reprendre les armes si l'on s'attaquait à sa personne et a très explicitement soutenu qu'il disposait du soutien de milliers d'ex-combattants (Gray, 2004 ; Johnson, 2008). Les *warlords* tentent ainsi de convaincre leur public du sérieux de leur menace, par l'utilisation de termes hyperboliques. Ce message est habituellement accompagné d'une promesse que, si l'on satisfait leur demande, ils éloigneront la menace d'une reprise du conflit (Manning et Themnér, 2016). La menace est ainsi doublée d'une promesse que leur contrôle sur des ex-combattants est suffisant pour éviter la reprise de la guerre.

1.3 La mobilisation des ex-combattants pour menacer le gouvernement.

Pour que ce jeu de bluff fonctionne, il est parfois nécessaire pour les *warlords* de prouver qu'ils sont toujours capables de mobiliser la jeunesse libérienne dans des projets violents et de la

⁴⁰ Sans compter le fait que la menace peut devenir un moyen de convaincre un électorat hésitant de voter pour un *warlord* (Manning et Themnér, 2016).

⁴¹ Des allégations assez surprenantes quand l'on pense que cela voudrait dire que ce chef d'une petite compagnie est responsable de 10 % des victimes du conflit (Tabor, 2016 ; TRC, 2009).

contrôler suffisamment pour éviter une reprise du conflit. Ils le font habituellement en organisant des manifestations publiques qui indiquent leur capacité à mobiliser des ex-combattants. On peut notamment penser au Colonel Richard Boye qui a organisé des manifestations de combattants de l'AFL dans les rues de Monrovia pour revendiquer le paiement de leur pension en 2013 (Daily Observer, 2013). Durant ces manifestations, le Colonel Boye s'assurait toujours de mentionner les compétences militaires des anciens membres de l'AFL et des troubles que ces derniers pourraient causer si l'on ignorait leur revendication (Daily Observer, 2013). Grâce à ses menaces, Boye a pu entrer en négociations avec le gouvernement libérien et aurait même obtenu certaines concessions financières (Genoway, 2017). Le déploiement des ex-combattants permet ainsi d'obtenir des bénéfices financiers et une reconnaissance en tant qu'acteur politique digne de l'attention de l'État. À l'opposé, si un *warlord* échoue à mobiliser des ex-combattants, il peut voir son influence diminuer significativement. Par exemple, le *warlord* Small Denis a perdu le contrôle de sa plantation de caoutchouc, car il était incapable de mobiliser suffisamment d'ex-combattants pour empêcher les forces de la MINUL de l'expulser (Hoffman, 2011). De manière similaire, Prince Johnson s'est réfugié au Nigéria en 2004 quand il a été incapable de mobiliser les milliers d'ex-combattants qu'il affirmait commander et n'est revenu au Libéria que 5 mois plus tard (Manning, Themné, 2016). L'utilisation de la menace est ainsi devenue une méthode (risquée) pour permettre aux *warlords* de revendiquer un rôle dans la politique libérienne.

Saye Taylor Adolphus Dolo (alias General Peanut Butter): Le *warlord* devenu sénateur

Adolphus Dolo est né en 1963 dans la région de Monrovia. Son père était un soldat ce qui l'aurait habitué à se déplacer dans les baraques militaires. Il passe sa jeunesse à étudier à l'école primaire, puis secondaire, mais ses études sont interrompues, suite au décès de son père. En 1978, il se déplace vers le *county* de Nimba dans la ville de Sanniquellie où il reprend ses études secondaires. Il arrive à payer ses frais de scolarité en faisant du commerce de montres entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. Après avoir fini ses études, il continue à développer ses affaires qui l'aideront à continuer ses études. En 1984, il part s'installer à Monrovia avec l'espoir de recevoir une bourse pour pouvoir aller étudier l'électronique en Corée. S'il ne réussit pas à obtenir la bourse, il décide d'investir l'argent qui lui restait dans l'achat d'un taxi et arrive à intégrer l'*University of Liberia*. Dans le même temps, il ouvre diverses entreprises comme un bar et un club qui ont un grand succès. En 1987, il est nommé *chairman at*

social affair committee au sein de l'*University of Liberia*. C'est à partir de ce moment qu'il devient plus actif au sein de la politique libérienne. Il finit l'université avec un « *Bachelor in economics and a BA in Sociology* » (Dolo, 10,27-10,30, 2008). Au début de la guerre, il se concentre surtout sur ses affaires qui sont en pleine croissance. En 1990, il est informé des violences qui secouent le *county* de Nimba et est nommé par le *superintendent* de Nimba en tant que *Head of the Nimba student crisis management committee*. Il est vite débordé par le nombre de réfugiés et essaie de leur fournir des logements. C'est durant cette période qu'il décide d'installer les réfugiés au sein d'une église luthérienne. Cette église sera attaquée par une faction armée (possiblement l'AFL) et la plupart de ses occupants tués (Ellis, 1999). Adolphus Dolo fait partie des rares rescapés du massacre. Suite au massacre, il se réfugie à l'ambassade du Liban pendant deux mois. Durant l'été 1990, il décide de quitter l'ambassade qui devient surpeuplée. Il entre alors en contact avec Prince Johnson qui est aussi du *county* de Nimba. Prince Johnson décide de le prendre dans ses rangs, car le père d'Adolphus Dolo avait été son supérieur durant son service dans l'AFL. Dolo se bat avec l'NPFL pour environ quatre mois avant de désertir, car il n'approuvait pas les méthodes de Prince Johnson. En novembre 1990, il fonde une compagnie de sécurité privée composée d'ex-policiers pour protéger les entreprises commerciales qui commencent à rouvrir à Monrovia. En 1991, sa compagnie de sécurité grandit et il entre en partenariat avec plusieurs compagnies privées. En 1992, à cause de l'insécurité croissante qui marque Monrovia, il est mis aux arrêts par le ministère de la Défense et rencontre le ministre de la Défense et le *deputy minister* H.Brown Samukai, avant d'être libéré. Troublé par son arrestation, Dolo décide de prendre tout l'argent qu'il a et part en exil pour les États-Unis. Il ne retourne à Monrovia qu'en 1996 pour reprendre le contrôle de ses entreprises. Durant un de ses voyages d'affaires au Libéria, il est intercepté par des soldats de l'ULIMO et du NPFL. Ces derniers l'emmènent à leur base et décident de l'intégrer au sein de leur force. Il décide alors de rejoindre le NPFL plutôt que l'ULIMO et on lui donne alors le nom de code *peanut butter* (en référence à sa nourriture préférée) (Dolo, 2008, 17 : 47, part 2). Après la fin des affrontements à Monrovia, il fuit aux États-Unis et ne revient au Libéria que quand la situation est stabilisée. En 1999, il intègre les *Special Security Services* (SSS) où il joue surtout un rôle d'observateur pour Charles Taylor. Cette situation change quand Dolo apprend que son *county* de Nimba est menacé par le LURD. Il décide alors de former une nouvelle unité pour défendre le *county*. Il joue un rôle central dans la reprise de la ville de Ganta et participe activement à la première bataille de Monrovia contre le LURD. Il retourne ensuite à Ganta où il mène un combat défensif contre le LURD et le MODEL. Il continue à se battre jusqu'à l'arrivée de l'ECOMIL (*Ecowas Mission in Liberia*)⁴² qui met en place un cessez-le-feu. Après la guerre civile, Dolo tentera avec succès de se faire élire en 2005 dans le *county* de Nimba en tant que sénateur en se servant de ses exploits militaires pour se présenter comme garant de l'ordre dans ce *county* (Gerdes, 2013 ; Dolo, 2008). Il rejoint le *Unity Party* et tentera de se faire réélire en 2011, sans succès (Gerdes, 2013). Il reste un homme d'affaires prospère qui possède notamment son propre club de football (le Nimba United) et a toujours le soutien de la présidente Johnson Sirleaf (Executive mansion, 2016). Adolphus Dolo est un des rares *warlords* qui a su s'adapter rapidement à la période post-conflit.

2. Le déploiement de l'influence des *warlords* en marge de l'État

Cette section va expliquer comment l'influence des *warlords* se déploie dans des régions en marge de l'État. Nous soutenons que les *warlords* ont cherché à perpétuer leur rôle d'entrepreneur de violences en s'incérant dans la gouvernance des régions en marge de l'influence

⁴² L'ECOMIL est une force de maintien de la paix menée par la CÉDÉAO qui succède à l'ECOMOG. Elle a été déployée avant les forces de la MINUL pour garantir un semblant d'ordre dans la région. (Harris, 2012)

de l'État (bidonvilles de Monrovia et régions de l'hinterland). Pour comprendre comment ce processus a eu lieu, nous allons d'abord définir ce que représente la marge au Libéria, puis nous allons regarder le rôle économique et sécuritaire que les *warlords* jouent dans cet environnement. Comprendre comment le déplacement de l'influence des *warlords* a eu lieu nous permettra d'appréhender les méthodes que les *warlords* utilisent pour maintenir leur influence dans des territoires marginaux.

2.1 Les territoires en marge de l'État

Au Libéria, les territoires en marge de l'État ne représentent pas des espaces vides d'autorité, en effet, une pluralité d'acteurs locaux, nationaux et internationaux s'y disputent le pouvoir et la prise en charge des fonctions étatiques (Vlassenroot, 2008). Cette pluralité d'acteurs permet d'offrir aux Libériens des services que l'État ne peut ou ne veut offrir que de manière limitée et inefficace. Par exemple, la présence de la MINUL et de nombreux groupes de protection de quartiers ont permis de fournir un certain niveau de sécurité aux Libériens qui ne pouvaient pas compter sur la police, sous-équipée, corrompue et parfois source de violence (Højbjerg et Kordt, 2008 ; Podder, 2011). De manière similaire, plusieurs Libériens préfèrent faire appel à des cours locales moins coûteuses qu'à des cours de justice étatique (MacCormak, 2017). On assiste à un phénomène similaire dans plusieurs territoires en marge de l'État post-conflit, ainsi, les Andes péruviennes sont souvent gérées par des groupes d'autodéfense nommés *Rondas Campesinas* qui dispensent la justice et offrent une protection aux citoyens (La Serna, 2012) ; plusieurs territoires de la République Démocratique du Congo ont parfois été gérés par une combinaison de marchands, d'ONG internationales et de factions armées qui remplacent les fonctions étatiques (Vlassenroot, 2008) ; certains ghettos d'Afrique du Sud étaient gérés par des groupes d'autodéfense en collaboration avec la police (Buur, 2007). Cette pluralité de groupes négocie constamment le rôle

qu'ils peuvent remplir au sein de cet espace fragmenté. Ceci s'explique par le fait qu'aucun groupe ne dispose habituellement des moyens ou de l'organisation suffisants pour imposer sa domination sur les autres groupes qui constituent la marge. Il est ainsi nécessaire de mobiliser divers acteurs pour pouvoir imposer son influence. Par exemple, les vieux propriétaires terriens dans les *county* de *Bomi* et *Grand Cape* se sont servis de plusieurs ONG internationales pour empêcher l'installation d'une compagnie malaisienne (Gilfoy, 2015). Les patriarches ont agi ainsi, car la compagnie affaiblissait leur influence sur les plus jeunes générations en leur permettant de remplacer la production agricole (contrôlée par les propriétaires terriens) par un travail salarié (Gilfoy, 2015). Les territoires en marge de l'influence de l'État représentent ainsi une forme alternative de gouvernance où le pouvoir est fragmenté entre différents acteurs qui négocient les rôles qu'ils peuvent jouer au sein de cet espace.

Cependant, ces territoires en marge de l'État ne représentent pas habituellement un système s'opposant au pouvoir étatique, mais plutôt un complément à l'influence de l'État qui reste le principal arbitre des conflits qui marquent ces territoires (Lund, 2007). Ceci s'explique par le fait que si plusieurs organisations remplissent des fonctions étatiques, elles ne remettent pas en cause son existence (Debos, 2013 ; Hoffman, 2107 ; Lund, 2007 ; Vlassenroot, 2008). Au contraire, les organisations locales qui composent la marge de l'État ont tendance à imiter et même appeler de leurs vœux l'État ou tout du moins une certaine vision de l'État, pour arbitrer les conflits qui marquent leur environnement (Debos, 2013 ; Lombard, 2016 ; Lund, 2007). Lund explique ce phénomène par le fait que « *the state invades the field of local politics in the form of ideas* » (2007, p.5). Cette invasion de l'idée de l'État fait que même dans des territoires hors d'atteinte, l'idée de l'État a un impact significatif sur l'organisation sociale (Lombard, 2016 ; Lund, 2007). Par exemple, des ex-combattants libériens qui occupaient les ruines de l'ancien ministère de la Défense

se sont laissé exproprier sans résistance, malgré le fait qu'ils auraient pu aisément résister à cette expropriation (Hoffman, 2017). Au contraire, ils ont non seulement quitté le bâtiment volontairement, mais ont même pris le temps de réaffirmer l'autorité de l'État sur ce bâtiment (Hoffman, 2017). Hoffman explique ce phénomène par le fait que « *The logics of space are too fragmented and shifting, the sense of a common identity and destiny too ephemeral and unstable.* » (2017, p. 74). C'est-à-dire que les espaces en marge de l'État empêchent la constitution de mouvements pouvant remettre en cause l'existence de l'État qui les marginalise et qui en même temps leur donne sens.

L'État libérien finit alors par exercer son autorité de manière limitée et contestée à travers certains acteurs qui agissent dans ces territoires marginaux. L'État peut relativement bien contrôler ces acteurs locaux par la distribution de biens financiers et surtout par la sélection de certains acteurs locaux comme représentants « légitimes » de communautés locales (tel qu'imaginé par l'État) (Lund, 2007). Par exemple, l'État libérien a joué un rôle actif dans la sélection de certains *warlords* qui pouvaient représenter son autorité dans les plantations de caoutchouc (Persson, 2012). Dans la Sierra Leone, l'État continue à exercer un contrôle limité des régions frontalières en se reposant sur le soutien informel de certains *warlords* (Christensen, 2012). De manière similaire, la République du Mozambique a repris le contrôle de certaines régions rurales, autrefois contrôlées par la rébellion du RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique), en se lançant dans un ambitieux programme pour intégrer les chefs traditionnels à ses institutions (Burr et Kyed, 2007). Ces représentants officieux de l'État acceptent cette sélection parce que la simple possession d'un titre gouvernemental, leur donne un pouvoir symbolique et économique important (Lund, 2007). La possession d'un tel titre leur donnant accès aux ressources de l'État et d'une reconnaissance des privilèges qui leur sont dus en tant que citoyens (Hoffman, 2017 ; Lombard,

2016 ; Lombard, 2012). Cependant, tout représentant doit constamment négocier l'espace qu'il occupe pour éviter de se faire destituer ou de perdre la faveur de l'État. Dans ce contexte, les *warlords* deviennent des intermédiaires importants pour l'État et les communautés marginales, car ils sont capables de mobiliser la jeunesse dans des projets économiques et violents au service de l'État libérien ou des communautés vivant en marge de ce dernier.

2.2 La mobilisation de la jeunesse dans l'économie parallèle.

Les *warlords* maintiennent leur influence dans des régions en marge de l'État par leur mobilisation de groupes de jeunes Libériens au sein de l'économie parallèle⁴³. Ils le font d'abord en devenant des intermédiaires entre les élites connectées qui peuvent fournir un emploi et les ex-combattants qui cherchent du travail (Themnér, 2018). Cette position d'intermédiaire leur permet de renforcer leur position auprès des ex-combattants qui leur sont redevables et des élites qui peuvent leur donner accès à des réseaux d'influence lucratifs. Par exemple, les *warlords* sont très actifs dans la mobilisation d'ex-combattants pour fournir des employés à certaines compagnies extractives (Hoffman, 2017). Les *warlords* libériens ont même été utilisés comme intermédiaires pour mobiliser des ex-combattants dans des conflits régionaux, tout particulièrement en Côte d'Ivoire (Themnér, 2013). Ainsi, les *warlords* savent conserver leur influence tant qu'ils peuvent offrir des opportunités d'emploi à leurs clients et savent cultiver des relations lucratives avec des élites politiques qui ont besoin de leur expertise.

Dans d'autres circonstances, les *warlords* mobilisent directement leurs ex-combattants dans des projets extractifs pour répondre à une demande internationale de matières premières. Par

⁴³ Quand nous parlons d'économie parallèle, nous ne parlons pas obligatoirement d'économie illégale, mais plutôt d'espace économique où la production de biens et services se fait en dehors des structures formelles de l'État (Botte, 2002).

exemple, le *warlord* Small Denis avait su s'établir comme le gérant de vastes plantations de caoutchouc dans la région de Guthrie que nous avons mentionnée dans le dernier chapitre (Hoffman, 2017). De manière similaire, plusieurs ex-combattants participent activement à l'exploitation de mines d'or artisanales, sous la supervision active des *warlords* (Hoffman, 2017). Il est possible pour les *warlords* de mettre en place de tels projets, car ils agissent en dehors du contrôle de l'État libérien en partenariat avec certains personnages influents capables d'écouler leur production sur le marché international. En effet, les exploitations minières et de caoutchouc restent sous le contrôle des *warlords* tant que le gouvernement libérien ne croit pas pouvoir ou ne veut pas restaurer son autorité dans ces territoires en marge de leur influence. Cette décision peut s'expliquer par la faiblesse importante des institutions libériennes, mais aussi par la crainte qu'expulser les ex-combattants les pousse à reprendre les armes (Bockstael, 2014). Laisser les ex-combattants besogner loin du centre du pouvoir sous la supervision de *warlords* implique que ces derniers ne peuvent pas directement menacer le gouvernement. L'autre avantage d'un tel système, c'est qu'il permet de garder une réserve de jeunes Libériens qui peuvent être mobilisés pour des projets politiques ou économiques par le biais des *warlords* connectés aux *technopols* (Hoffman, 2017). Les territoires en marge de l'État ont ainsi permis à certains *warlords* de s'imposer comme intermédiaires économiques entre la force productive des ex-combattants et le marché international.

2.3 Les garants de l'ordre ?

Les *warlords* continuent à exercer une influence importante sur des régions en marge de l'État, car ils offrent un ordre précaire dans ces régions largement abandonnées par l'État. Ils remplissent ce rôle d'abord en se positionnant en tant qu'intermédiaires entre les différentes forces sociales qui constituent la marge. Par exemple, Højbjerg et Kordt ont observé comment un *warlord*

jouait le rôle d'intermédiaire entre différents groupes locaux (anciens combattants, organisations religieuses), nationaux (police, maire) et internationaux (UNMIL et ONG) (2008). Christensen avait assisté à un phénomène similaire à la frontière sierra-léonaise où l'influence de divers *warlords* reposait sur leur capacité à s'imposer en tant qu'arbitres entre différents acteurs sociaux (2012). Il existe plusieurs exemples similaires en Afrique ; on peut penser aux communautés autonomes de la RDC qui sont régulées par plusieurs groupes armés non étatiques (Vlassenroot, 2008), dans le Sud-Soudan, on a aussi assisté au développement de nombreuses communautés indépendantes de l'État qui sont régulées par une pluralité d'acteurs tels des groupes armés (Walraet, 2008). Prendre une position d'intermédiaire, souvent en se présentant comme le porte-parole d'un groupe marginalisé, permet ainsi de négocier avec divers acteurs locaux qui déterminent l'accès aux ressources économiques et symboliques. Il est possible pour les *warlords* de se positionner en tant qu'intermédiaires, car ils disposent de connexions avec des ex-combattants capables de répondre aux demandes économiques et politiques locales. Sans cette connexion, il serait difficile pour les *warlords* de revendiquer une position politique dans les régions en marge de l'État.

Les *warlords* aident aussi à garantir l'ordre en mobilisant leurs capacités d'exercer la violence pour répondre à la demande d'acteurs locaux qui ont besoin de l'expertise des *warlords*. Si cette expertise est en demande, c'est parce que la capacité des *warlords* de mobiliser la jeunesse dans des entreprises violentes reste cruciale pour négocier l'espace que chaque groupe peut occuper dans le Libéria post-conflit. Par exemple, les *warlords* jouent un rôle actif dans la formation de groupes d'autodéfense souvent utilisés pour lutter contre la criminalité (Kordt et Hojbjerg, 2008, Persson, 2012 ; Ricon, 2010). Ces groupes d'autodéfense sont aussi utilisés pour revendiquer le droit d'occuper un terrain et en exclure d'autres groupes ethniques (Ricon, 2010).

C'est notamment le cas dans la ville de Ganta où les populations d'ethnies *Mandingo* ont été remplacées par des ex-combattants du NPFL (Ricon, 2010). Cette situation a permis à divers *warlords* de maintenir leur fonction d'entrepreneur de violences pour répondre aux besoins des communautés vivant en marge de l'État. Ce phénomène est assez similaire à plusieurs régions post-conflit où des groupes d'autodéfense ont été développés avec l'aide d'ex-combattants. Nous pouvons penser aux anciens membres des guérillas sud-africaines qui ont aidé à la formation de groupes de défense contre le banditisme ou aux groupes de *vigilantes* qui ont été formés au Nigéria à la fin de la guerre civile pour défendre des communautés contre un banditisme important (Buur, 2007 ; Pratten, 2007). Les exemples que nous avons mentionnés plus haut ne sont pas exclusivement le résultat de la volonté d'ex-combattants et de *warlords*, mais plutôt d'un ensemble d'acteurs en marge de l'État qui cherchent à s'associer à des groupes capables d'exercer la violence pour faire avancer l'intérêt des membres de leur communauté (Buur, 2007 ; Pratten, 2007). De manière similaire, il aurait été impossible aux *warlords* libériens de jouer un rôle si important dans certaines communautés, si un ensemble d'acteurs locaux (chefs traditionnels, maires, chefs religieux, entrepreneurs, etc.) n'avaient pas besoin des *warlords* pour rétablir un ordre qu'ils jugent acceptable ou au moins pour les préserver de la violence des ex-combattants (Christenssen et Utas, 2008 ; Hojbjerg et Ndzesop, 2008).

Joshua Milton Blahyi (alias Butt Naked) : le *warlord* cannibale qui a trouvé Dieu

Joshua Blahyi est né le 30 septembre 1971 et affirmait être membre de la tribu *krahns* de la sous tribu des *sapo* (les groupes ethniques comme les *krahns* ou *mandingo* représentent un ensemble de sous tribus). Il affirme avoir été initié en tant que prêtre chamanique à l'âge de 11 ans où il aurait appris à pratiquer des sacrifices humains. En 1985, Blahyi affirme qu'il est devenu le conseiller spirituel de Samuel Doe et qu'il aurait contribué à sa victoire électorale en utilisant ses pouvoirs magiques (Blahyi, 2008 ; Tabor, 2016). En 1990, lui et d'autres membres de sa tribu offrent leur assistance militaire au régime de Samuel Doe qui est menacé par les attaques du NPFL et du INPFL. Il affirme au début se servir de ses pouvoirs uniquement pour offrir une protection magique contre les balles. Quand le prêtre chamanique qui l'a initié meurt au combat, Joshua Blahyi devient le principal prêtre chamanique de sa tribu et prend en charge les opérations militaires. Suite au décès de Samuel Doe, il rejoint l'ULIMO et participe activement aux combats contre le NPFL, habituellement nu, d'où son nom de guerre *General Butt Naked*. Il se joint à l'ULIMO-J quand l'ULIMO se retrouve divisé. Durant son service au sein de l'ULIMO-J, Blahyi affirme avoir sacrifié des

êtres humains pour renforcer le pouvoir de sa tribu krahn et pour s'immuniser contre les balles de ses ennemis⁴⁴. Il quitte l'ULIMO-J en 1996 durant les combats dans la ville de Monrovia communément nommée *Operation Pay Yourself*. Plus tard, Blahyi soutiendra qu'il a décidé de quitter l'ULIMO-J, après que Jésus lui soit apparu dans une vision (Vice, 2012). À la suite de sa défection des forces de l'ULIMO-J, il devient prêcheur et cherche à se repentir pour les crimes qu'ils avaient commis durant la guerre civile (Blahyi, 15 janvier 2008). Il affirme qu'il a joué un rôle actif dans le désarmement de plusieurs factions armées après la guerre et qu'il a pacifié plusieurs groupes armés en les libérant du démon (Blahyi, 15 janvier 2008). Blahyi refait surface durant son témoignage devant la CVR quand il est le premier *warlord* à s'être excusé sincèrement pour les crimes qu'il avait commis. À cause de ce témoignage important, la CVR a décidé de ne pas le recommander pour passer devant une cour de justice (TRC, 2009). Si cette décision ne représentait pas une amnistie, elle a fait grand bruit à l'international où plusieurs personnes étaient scandalisées que Blahyi soit moins puni que Johnson Sirleaf (Gerdes, 2013). Ce phénomène mènera plusieurs journaux internationaux à venir périodiquement interviewer Blahyi qui selon certains serait devenu aussi couvert que Johnson Sirleaf (Tabor, 2016). Blahyi se sert de cette nouvelle popularité internationale pour fonder sa propre ONG qui cherche à favoriser la démobilisation des anciens enfants-soldats (Tabor, 2016). Cette ONG lui permet d'accumuler de l'aide internationale et de conserver des contacts avec des ex-combattants qui pourraient être mobilisés pour des projets économiques ou violents. Il continue aussi à prêcher dans son église et accueille de temps en temps des journalistes internationaux. Joshua Blahyi est un exemple intéressant montrant comment un *warlord* peut chercher à transformer son image pour capturer l'attention et des fonds internationaux, tant qu'il arrive à mobiliser de jeunes ex-combattants.

3. L'influence des *warlords* sur la politique nationale

Cette section sert à présenter le rôle des *warlord* dans la politique nationale, après avoir été marginalisé par les *technopols*. Nous soutenons que les *warlords* en devenant des acteurs importants dans les territoires en marge de l'influence de l'État ont développé une relation ambivalente vis-à-vis de l'État qu'ils affirment rejeter, tout en collaborant avec lui. L'étude de cette relation ambivalente nous permettra de voir comment le pouvoir des *warlords* dans les régions marginalisées repose sur un compromis instable avec l'État.

3.1 La relation ambivalente des *warlords* vis-à-vis de l'État libérien.

Les *warlords* entretiennent une relation ambivalente vis-à-vis du gouvernement libérien rejetant d'un côté son empiètement sur leur fief et de l'autre, cherchant à intégrer ses institutions afin d'atteindre un statut plus important. Les *warlords* cherchent à affirmer leur indépendance vis-

⁴⁴ L'immunisation contre les balles est un phénomène assez courant en Afrique de l'Ouest et d'autres travaux ont parlé du rôle de certains pratiquants de la magie dans la guerre au Libéria (Ellis, 1999 ; Hoffman, 2011 ; Lombard, 2012).

à-vis du gouvernement, car ils perçoivent la présence de l'État comme une menace à leur influence et le considèrent comme corrompu et incapable (MacDougall, 2014). Il faut aussi mentionner le fait que les *warlords* restent très hostiles à la possibilité que le gouvernement les traduise en justice (Manning et Themnér, 2017). Par exemple, Prince Johnson a affirmé à plusieurs reprises son autonomie vis-à-vis du gouvernement contrôlé par des *technopols* responsables de la guerre civile (Johnson, 2008). De manière similaire, Adolphus Dolo, alias *Peanut Butter* avait affirmé « people (Liberians) owe their allegiance to individuals ... and all institutions are broken down » (Themnér, 2017, p. 1). De cette manière, les *warlords* cherchent à indiquer leur indépendance du gouvernement central et le contrôle qu'ils affirment exercer sur plusieurs personnes vivant en dehors de son influence.

Malgré cette rhétorique, les *warlords* ont fini par jouer un rôle complémentaire au pouvoir de l'État en garantissant un semblant d'ordre dans les espaces où il est moins présent. Le fait que les *warlords* utilisent leur influence pour contrôler une jeunesse marginalisée permet de garantir à l'État une protection relative, sans avoir à résoudre les problèmes de cette jeunesse. Ils représentent aussi des intermédiaires utiles entre les *technopols* et un groupe d'ex-combattants susceptibles d'être mobilisés quand leur expertise est jugée nécessaire. Par exemple, les *warlords* sont souvent utilisés comme intermédiaires pour fournir des gardes du corps à certains politiciens (Hoffman, 2017). De même, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 3, ils peuvent être mobilisés pour fournir un soutien aux politiciens durant des élections. Ils acceptent cette position d'intermédiaires, car elle leur donne accès à des réseaux d'influence extérieurs qui génèrent habituellement plus de revenus et permettent de solidifier leur influence sur des populations marginalisées. Ceci fait que, malgré l'adoption d'une rhétorique tendant à rejeter le pouvoir de l'État, les *warlords* sont des acteurs qui contribuent à sa reconstitution sous de nouvelles formes

qui reposent sur une plus grande délégation des fonctions de l'État à des acteurs non étatiques. Nous décrirons plus en détail cette nouvelle forme de gouvernance par la « décharge » dans le prochain chapitre (Hibou, 1999).

4. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons pu voir comment les *warlords* ont cherché à réorienter leur influence vers des régions en marge de l'État libérien. Ils ont réussi à accomplir ce redéploiement en développant un discours qui leur permettait de se présenter en tant que représentants des ex-combattants marginalisés et de menacer l'utilisation de la violence des ex-combattants qu'ils affirment représenter pour faire progresser leur statut politique. Pour que ce double discours fonctionne, il était impératif que les *warlords* soient capables de démontrer leur capacité à mobiliser les ex-combattants. Cette série de discours a permis de justifier le redéploiement des *warlords* dans des territoires en marge de l'État. Ils ont réussi à s'imposer dans cet environnement d'abord en devenant des acteurs centraux dans le commerce parallèle et en répondant à la demande locale pour une plus grande sécurité. Cette situation a placé les *warlords* dans une position ambivalente vis-à-vis de l'État libérien qu'ils cherchent à rejeter tout en remplissant un rôle complémentaire à ce dernier en contribuant à la stabilisation des régions en marge de son influence. Dans le prochain chapitre, nous observerons comment les *technopols* ont cherché à restructurer l'État libérien autour d'un discours technocratique, afin d'obtenir une aide internationale pour gouverner sans les Libériens.

CHAPITRE 5

L'INTERNATIONALISATION DU POUVOIR DES *TECHNOPOLS* ET L'ART DE LA « DÉCHARGE »

En 2006, Johnson Sirleaf prenait officiellement les rênes de l'État libérien et devenait la première présidente de l'histoire du Libéria. L'arrivée au pouvoir de Sirleaf donnait l'opportunité aux *technopols* libériens de construire un nouvel État libérien sous la supervision des acteurs internationaux. Nous affirmons ainsi que les *technopols* ont voulu créer un État qui reposait sur la décharge de ses fonctions à des acteurs internationaux, ce qui donne moins de poids aux institutions démocratiques et aux engagements que les politiciens libériens ont pris vis-à-vis des citoyens qu'ils représentent. Pour défendre cette affirmation, nous allons présenter quatre points : (1) Nous analyserons les discours que les *technopols* ont développés pour légitimer leur contrôle des institutions nationales (2) Nous observerons comment les *technopols* cherchent à construire un État qui se décharge de la plupart de ses fonctions (3) Nous présenterons les luttes d'influence entre *technopols* pour le contrôle des institutions nationales et la capture de l'aide internationale (4) Nous mettrons en évidence les limites de ce gouvernement par la décharge en analysant la réponse du gouvernement à l'épidémie d'Ebola.

1. Les discours de légitimation des *technopols*

Cette section va se pencher sur les discours que les *technopols* ont utilisés pour légitimer leur contrôle des institutions nationales. Leurs discours reposent sur la redéfinition des *technopols* autour de leur capacité « *to recraft the State* » (Dominguez, 1996, p.29) qui leur permettraient de satisfaire les besoins des Libériens et des acteurs internationaux. Pour convaincre ces deux groupes, les *technopols* vont développer un double discours qui promet aux acteurs internationaux une démocratie ouverte au marché international et garantit aux Libériens un gouvernement

démocratique favorisant le développement économique et préservant la paix sociale. Cette analyse nous permettra de voir comment les *technopols* tentent de légitimer leur contrôle des institutions nationales aux yeux de différents acteurs politiques clés nécessaires à la consolidation de leur influence.

1.1 La redéfinition de la « groupalité » des *technopols* en réformateurs de l'État

Les *technopols* ont cherché à légitimer leur influence sur les institutions nationales libériennes en revendiquant le rôle de réformateurs de l'État. Pour que cette revendication fonctionne, il était nécessaire que les *technopols* se redéfinissent non plus comme un vecteur d'opposition (relative) à un gouvernement autoritaire, mais comme un vecteur de construction d'un État moderne, qui diminue son intervention dans la société libérienne et l'économie, mais qui en même temps augmente ses revenus et la qualité de ses institutions (Gerdes, 2013). En cela, ils suivent l'idée de Dominguez qui soutient que les *technopols* sont des réformateurs qui se servent de leur savoir technique pour restructurer les champs de pouvoir de l'État (1996). Pour ce faire, il fallait que les *technopols* redéfinissent leur « groupalité » autour de leur capacité à se servir de leur expertise pour mettre en place un tel projet, tout en cherchant à se distancer du rôle qu'ils avaient joué durant la guerre civile. Par exemple, Charles Brumskine, ancien président du sénat sous Charles Taylor et leader du *Liberty Party* (LP), a cherché à se distancer du rôle qu'il avait joué au sein du NPFL et a dans le même temps tenté de se présenter en tant qu'une personne capable de construire une nouvelle démocratie (Brumskine, 2008 b, part.1). Ceci est très visible durant son témoignage devant la CVR où il déclare être convaincu « *that my nineteen months in the Liberian senate, in however small way, did encourage Liberians into believing that it can be done. We are indeed capable of having the branches of government independent of each other. [...]. Under the right leadership, we can build democracy in this country* » (Brumskine, 2008 b, part.1 41:50 —

42:35). Cette situation évoque celle du Chili post-Pinochet où les *technopols* qui faisaient partie des partis de l'opposition durant la dictature ont dû se redéfinir en fondateurs de la démocratie et garants de l'ordre social (Dominguez, 1996 ; Joignant, 2010). La différence notable du Chili avec le Libéria est le rôle important joué par d'acteurs internationaux dans la mise en place de cet État néo libéral à cause des faibles capacités du gouvernement. Pour compenser cette faiblesse, les *technopols* libériens doivent constamment négocier avec divers acteurs locaux et internationaux pour obtenir leur soutien ou, au moins, éviter leur opposition à la création de ce nouvel État néo libéral (Dominguez, 1996 ; Joignant, 2010 ; Wilén, 2011). Il devenait alors impératif pour les *technopols* de développer des discours spécifiques pour justifier leur vision de l'État libérien face aux acteurs internationaux qui finançaient ce nouveau projet et les Libériens qui devaient valider ce projet par leurs votes.

1.2 La promesse d'un gouvernement démocratique et ouvert au marché international

Les *technopols* ont légitimé leur position de réformateur en promettant aux acteurs internationaux qu'ils pouvaient leur offrir un État moderne ouvert au marché qui répondait aux normes de *Good Governance*. Ils affirmaient pouvoir tenir cette promesse en ouvrant le Libéria aux investissements internationaux. Par exemple, Johnson Sirleaf avait déclaré vouloir créer « *an investment climate that gives confidence to Liberian and foreign investors* » (Sirleaf, 2006, p.6). Pour convaincre ces entreprises de venir au Libéria, les *technopols* promettaient une diminution drastique des régulations libériennes qui empêchaient le développement économique du Libéria. Par exemple, les gouvernements libériens successifs ont cherché à attirer plusieurs entreprises extractives en leur faisant de généreuses concessions (Gerdes, 2013 ; Paczynska, 2016 ; Weah, 2018). Il existe même certains excès comme la concession frauduleuse faite durant le gouvernement transitionnel (2003-2005) d'un espace forestier 2,5 plus large que l'ensemble des

forêts libériennes (Reno, 2008). Ces concessions sont aussi accompagnées de la promesse de libérer les entreprises extractives des lois et des taxes qui pourraient empêcher le bon développement de leurs industries (Sirleaf, 2006, Weah, 2018). L'objectif de ces initiatives était d'indiquer que le Libéria était « *Open for Business* » et voulait favoriser une croissance économique qui légitimerait le gouvernement (Weah, 2018).

Pour sécuriser ces investissements internationaux, les *technopols* promettent de développer un État démocratique conforme aux normes internationales. La création d'un tel système doit habituellement passer par une diminution de la taille de l'État libérien en accord avec les principes néo-libéraux (Gerdes, 2013). Le nouveau gouvernement est ainsi censé subir un ajustement structurel des institutions nationales pour permettre de faire table rase de son passé (Gerdes, 2013). Johnson Sirleaf, avait d'ailleurs illustré dans son discours d'inauguration son désir de rationaliser les « *agencies of government to make them lean, efficient, and responsive to public service delivery* » (Sirleaf, 2006, p.7-8). Une formulation similaire avait été utilisée par le Liberia Civil Service Reform Strategy (CSR) qui déclarait vouloir créer « *a lean, effective and efficient central government bureaucracy primarily dedicated to policy-making (...), while decentralizing implementation to sub-national levels and limiting the role of the government by outsourcing a number of services to non-state actors through strengthened public-private partnerships.* » (Republic of Liberia, 2008, p.IV). Un discours d'ailleurs repris par le FMI qui approuvait la décision du gouvernement libérien d'établir « *[a] leaner and more efficient and effective civil service and to removing duplications and overlaps in the organization of ministries and agencies. (...)* » (International Monetary Fund, 2008, p. 144). Un exemple notable de cette rationalisation est la restructuration de l'armée libérienne qui est passée d'un nombre important de milices (environ 12 000) à un petit nombre de soldats professionnels (2000) (Gerdes, 2013). Un autre cas intéressant

est le cas du *General Service Agency* (GSA) qui est passé de plus de 500 employés à 375 employés (USAID, 2010). Nous pouvons aussi noter la privatisation des autorités portuaires du port de Monrovia autrefois prise en charge par une institution gouvernementale (USAID, 2010). Le discours des *technopols* reposait ainsi en partie sur la promesse de créer un État qui respectait les normes de diminution de la taille de l'État définie par les organisations internationales.

Les *technopols* affirment pouvoir remplir leurs promesses en se servant de leurs études et carrières internationales comme garanties de la réalisation de tels objectifs. Ils le font déjà en faisant appel à une série de valeurs morales jugées acceptables par les acteurs internationaux. Par exemple, le gouvernement libérien et des partis de l'opposition insistent dans leur volonté de combattre la « corruption » telle que définie par les acteurs internationaux (Reno, 2008 ; Sirleaf, 2009). Nous pouvons aussi penser au fait que Johnson Sirleaf et Jewel Taylor affirment vouloir promouvoir les droits des femmes au Libéria (Sirleaf, 2009 ; Taylor 2017). Ces engagements sont utilisés pour indiquer aux acteurs internationaux que les *technopols* libériens partagent leurs valeurs et normes ou plus simplement qu'ils parlent le même langage. Ceci doit permettre d'attirer une plus grande aide internationale au Libéria, sans pour autant tenir certains engagements formulés sur la scène internationale. Par exemple, durant la visite du premier ministre Justin Trudeau au Libéria en 2016, la présidente a affirmé que le Libéria ne limitait pas les droits des LGBTQ, malgré l'existence de lois qui interdisent les relations sexuelles entre personnes de même sexe (Smith, 2016; United States Department of State, 2017). Les discours adressés à un public international sont ainsi surtout développés pour renforcer le partenariat avec ces mêmes acteurs internationaux.

Les *technopols* tiennent cependant à rappeler qu'ils restent les représentants légitimes de l'État libérien et les protecteurs de sa souveraineté (Wilén, 2011). Cet argument est utilisé pour

limiter l'ampleur des réformes mises en place par les acteurs internationaux, si elles mettent en danger les intérêts de la classe dirigeante. Par exemple, quand les principaux acteurs internationaux finançant l'État libérien ont tenté de mettre en place le *Liberia Governance and Economic Management Assistance Program* (GEMAP), un programme établi par les principaux acteurs internationaux envoyant de l'aide financière au Libéria qui visait à mettre sous tutelle le budget de l'État libérien, une coalition politique menée par des *technopols*, s'est rapidement formée pour s'opposer à cette initiative au nom de la souveraineté du Libéria (Reno, 2008 ; Wilén, 2011)⁴⁵. Cette levée de boucliers a permis de négocier avec les acteurs internationaux pour obtenir un accord plus avantageux qui limitait l'impact réel du GEMAP (Wilén, 2011). De manière similaire, le gouvernement libérien rappelle souvent aux acteurs internationaux qu'ils ne sont présents que sur l'autorisation expresse du gouvernement libérien (Wilén, 2011). Les *technopols* peuvent ainsi se servir de la souveraineté du Libéria pour limiter les initiatives mises en place par les acteurs internationaux quand ces derniers menacent leur influence.

1.3 La promesse de la modernité et du développement

Les *technopols* tentent de rallier les Libériens à leur projet de réformer l'État autour de principes néo-libéraux en leur promettant que ses réformes vont créer une démocratie qui leur offre des opportunités économiques et garantit leur sécurité. Ils affirment pouvoir remplir cet objectif en créant un État développé économiquement qui saurait soulager la pauvreté touchant la majorité des Libériens. L'État libérien est censé faciliter ce développement d'abord en investissant dans les ressources matérielles (infrastructures, achat de matériel facilitant l'agriculture, développement de

⁴⁵ Il faut noter que cette levée de boucliers ne concerne qu'une petite élite politique. Selon Wilén, la majorité des Libériens avait une relation plus ambiguë vis-à-vis de l'ingérence d'acteurs internationaux (2011). Certains formulaient le désir que les acteurs internationaux prennent le contrôle de tout l'État libérien et le restructurent complètement alors que d'autres trouvaient l'implication d'acteurs internationaux dans leur gouvernement comme une atteinte à la souveraineté de l'État (Wilén, 2011).

centrales électriques, etc.) et les ressources humaines (éducation, santé, personnel qualifié, etc.) nécessaires pour obtenir ce développement (Sirleaf, 2006 et 2009). Par exemple, Joseph Boakai aimait se vanter des contributions importantes qu'il avait faites pour développer l'éducation dans certaines régions (Malakpa, 2016). Tout récemment, l'*Assistant Minister of Commerce and Industry* avait réitéré son affirmation que le gouvernement devait aider à former des techniciens pour favoriser le développement économique (Wiakanty, 2018). Les *technopols* promettent ainsi de faciliter le développement économique du Libéria par une intervention ciblée de l'État dans l'économie libérienne. Si cette promesse est assez commune sur la scène politique libérienne, ce qui distingue le discours des *technopols* sur le développement économique, c'est qu'ils se servent de leur éducation comme une garantie qu'ils pourront réussir à créer un tel développement (Harris, 2005).

Ce développement économique deviendra possible en créant des institutions nationales efficaces. Ceci doit d'abord se faire en remplaçant les fonctionnaires loyaux à l'ancien régime de Taylor par un petit groupe de professionnels formés pour gérer l'administration de manière plus rationnelle (Republic of Liberia, 2008; Gerdes, 2013). La mise en place de cette nouvelle équipe de professionnels devait être accompagnée par la mise en place de mesures anticorruptions, l'État libérien devant limiter les abus de pouvoir des membres du gouvernement se servant de leurs positions pour s'enrichir et nuisant au développement économique (Gerdes, 2013 ; Sirleaf, 2006 ; Sirleaf, 2009). Par exemple, la présidente Johnson Sirleaf appelait souvent à traduire en justice les responsables de détournements de fonds (Sirleaf, 2006). De manière similaire, Jewel Taylor a dénoncé la corruption au sein des institutions libériennes (Front Page Africa, 2017). Les *technopols* s'engagent ainsi à construire une démocratie disposant d'institutions capables de protéger ses citoyens et de favoriser le développement économique du pays (Republic of Liberia, 2008).

Ces promesses de démocratie et de développement économique sont rarement exprimées en termes universels, mais bien de manière sélective. C'est-à-dire que seulement ceux qui sont prêts à se conformer aux besoins de ce nouveau développement économique et qui veulent collaborer au projet des *technopols* verront leur qualité de vie s'améliorer. Par exemple, Johnson Sirleaf aimait à rappeler que les bénéfices du développement économique ne seraient disponibles qu'aux Libériens qui sont prêts à travailler pour en bénéficier (Republic of Liberia, 2008; Sirleaf, 2009). Ce phénomène n'est pas unique au Libéria, nous pouvons notamment penser au cas du Tchad où seulement les gens affiliés à des personnes bien placées pouvaient espérer voir leur qualité de vie s'améliorer (Debos, 2013) ou encore au cas de la Côte-d'Ivoire où l'accès aux bénéfices de la citoyenneté dépend de leur « ivoirité » (Babo, Droz, 2008). La stratégie de développement sélectif développée par les *technopols* est ainsi assez commune.

Jewel Ciane Howard Taylor : vice-présidente et ex-femme de Charles Taylor

Jewel Taylor est née le 17 janvier 1963 dans le village de Zorzor situé dans le *county* de Bong (Taylor, 2018). Son père Moses Y. Howard et sa mère Nora Giddings-Howard travaillaient tous les deux à l'hôpital de Phebe où elle aurait grandi (Taylor, 2018). Selon sa biographie officielle, ses parents étaient connectés au chef Kerkula Giddings (Taylor, 2018). Les détails de la jeunesse de la vie de Jewel Taylor sont minces. Nous savons qu'elle a étudié au prestigieux *College of West Africa*, puis a complété un *bachelor* en sciences économiques à l'*University of Liberia* dans les années 80. C'est durant sa première année d'études à l'université du Libéria qu'elle rencontre Charles Taylor avec qui elle aurait entretenu une relation amoureuse (MacDougall, 2012). Après avoir terminé ses études au Libéria, elle émigre aux États-Unis pour étudier en science économique et pour retrouver Charles Taylor qui avait fui le Libéria en 1984 (MacDougall, 2012). Elle arrive trop tard, car Charles Taylor a fui les États-Unis pour préparer le coup raté de Quiwompah de 1985 (MacDougall, 2012). Elle se concentre alors sur ses études. Elle obtiendra notamment un *Masters in Banking & Finance* du *American Institute of Banking* et un *Master in Business Administration MBA — Finance* du *Cuttington University* (Taylor, 2018). Durant son passage aux États-Unis, Jewel Taylor affirme n'avoir aucune connexion avec le conflit, étant donné qu'elle passe la plupart de son temps à étudier (Rouse, 2017). Une affirmation assez douteuse, étant donné qu'elle retourne en 1997 au Libéria, peu après l'élection de Charles Taylor pour devenir la troisième épouse du président durant une cérémonie particulièrement prestigieuse (MacDougall, 2012). En tant que première dame du pays, elle participe activement au sein du gouvernement de Charles Taylor en tant que *Deputy Governor of the National Bank of Liberia*, *President of the Agriculture Cooperative and Development Bank* et *Mortgage Financing Underwriter of the First Union National Bank* (Taylor, 2018). Dans le même temps, elle fait des études en droit à l'université du Libéria entre 1997 et 2001 (Taylor, 2018). En 2002, elle part en exil au Nigéria avec Charles Taylor. Cependant, ils ne mènent plus une vie commune, car Charles Taylor vit avec une autre compagne nommée Victoria (MacDougall, 2012). En 2004, Jewel Taylor retourne au Libéria où elle apprend que Victoria est enceinte et que l'ONU a décidé de l'inclure dans la liste de politiciens interdit de voyager à l'extérieur du pays (MacDougall, 2012). Cette situation la décide à demander le divorce qu'elle obtient en 2005, mais elle continue à entretenir des contacts avec Taylor et a souvent nié le rôle de Taylor dans la violence qui a secoué le pays (MacDougall, 2012). En 2005, elle réussit à se faire élire en tant que sénatrice dans

le *County* de Bong sous le *National Patriotic Party* (NPP) (MacDougall, 2012). Elle réussira à être réélue en 2011 et en 2017 (MacDougall, 2012 ; Rouse, 2017). Étant donné que le *county* de Bong est le troisième *county* le plus peuplé du Libéria, elle devient rapidement une partenaire intéressante pour plusieurs coalitions politiques. Elle se ralliera notamment à l'UP en 2011, puis s'alliera au gouvernement de George Weah en 2017 où elle obtiendra la position de Vice-présidente pour son rôle crucial dans la victoire de Weah (Gerdes, 2013). Jewel Taylor est ainsi un cas intéressant d'une *technopol* qui a su avancer politiquement grâce à son éducation de très bonne qualité et qui a su s'adapter au jeu changeant des luttes d'influences entre *technopols*.

2. L'internationalisation du pouvoir des *technopols*

Cette section va analyser comment les *technopols* tentent de construire un gouvernement où plusieurs fonctions autrefois remplies par l'État (sécurité, éducation, finance, santé, infrastructure et industrie) sont déléguées à des acteurs privés. Pour ce faire nous allons porter le regard sur les stratégies de « décharge » que les *technopols* ont développées en collaboration avec les acteurs internationaux (Hibou, 1998). Par stratégie de « décharge », nous voulons dire « [...] l'usage de truchements privés comme mode dominant de la gouvernamentalité » (Hibou, 1998, p.154). C'est-à-dire que le gouvernement repose sur la délégation de fonctions autrefois remplies par l'État à des acteurs privés. Hibou soutient que cette délégation représente un « redéploiement » de l'influence de l'État et non son affaiblissement (Hibou, 1998, p.151). Enfin, nous analyserons les méthodes utilisées par le gouvernement pour contrôler les Libériens qui n'ont pas accès aux bénéfices de cette aide internationale.

2.1 L'art de la décharge au Libéria

Les *technopols* tentent de construire un nouvel État reposant sur la « décharge » (Hibou, 1998) de leurs fonctions étatiques à divers acteurs internationaux, afin de se libérer des responsabilités associées à la gestion d'un État et exclure une large part des Libériens du jeu politique. Ce gouvernement par la « décharge » repose d'abord sur le développement d'un partenariat instable avec les acteurs internationaux présents au Libéria (Hibou, 1998 ; Wilén,

2011). Le gouvernement libérien ayant besoin des ressources des acteurs internationaux pour maintenir en place son influence et les acteurs internationaux ont besoin du gouvernement pour légitimer leur intervention au Libéria (Wilén, 2011). Cette situation mène à ce que Wilén appelle la « cosouveraineté » qu'elle définit comme « une situation où, en théorie, le Libéria reste indépendant et souverain, mais où, dans la pratique, il fonctionne comme un pays cosouverain, où toutes les fonctions essentielles de l'État sont gérées par des acteurs externes » (2011, p.170-171). Par exemple, le budget de l'État libérien ne peut être approuvé qu'avec l'accord des acteurs internationaux (Wilén, 2011). De manière similaire, le maintien de l'ordre était largement délégué aux forces onusiennes de la MINUL (Podder, 2013). Même la formation de la nouvelle armée libérienne était encadrée par une entreprise privée étatsunienne (Gerdes, 2013). Une large part des fonctions étatiques en ce qui a trait à la sécurité et les finances est ainsi sous la responsabilité d'acteurs internationaux ou privés qui ont une grande influence sur le Libéria.

D'après Wilén, le gouvernement libérien s'accommode de cette situation, car elle permet de se libérer de responsabilités très coûteuses tout en permettant de limiter l'inclusion de possibles adversaires politiques au sein des institutions gouvernementales (2011). Ceci ne veut pas dire que les *technopols* aiment toujours travailler avec les acteurs internationaux qui ont parfois des projets qui menacent la sécurité du régime, mais ils restent des acteurs avec qui il est possible de négocier (Wilén, 2011). Par exemple, la version originale du GEMAP aurait mis de l'avant des politiques strictes dans la lutte contre la corruption ce qui aurait privé plusieurs *technopols* des ressources nécessaires à la perpétuation de leur influence (Reno, 2008 ; Wilén, 2011). Le gouvernement libérien a su limiter l'impact d'un tel programme en négociant avec plusieurs acteurs internationaux pour que les résolutions de lutte contre la corruption soient limitées ou en ignorant certaines de leurs recommandations (Gerdes, 2013 ; Wilén, 2011). Le gouvernement peut ainsi,

dans une mesure raisonnable, manœuvrer pour limiter la portée de certaines réformes internationale en se servant de leur rôle de représentant du Libéria (Wilén, 2011). Par exemple, le gouvernement peut habituellement protéger les *technopols* trouvés coupables de détournement des fonds publics (Gerdes, 2013). Les acteurs internationaux restent ainsi des partenaires utiles pour les *technopols* qui peuvent, dans une certaine mesure, limiter l'impact de leurs réformes, tout en se servant de leur capacité pour prendre en charge plusieurs fonctions étatiques.

Cette relation est possible à cause de l'approche technique et supposément apolitique des acteurs internationaux qui les encouragent à prendre en charge les fonctions de l'État libérien pour mettre en place rapidement leurs programmes développés par des bureaucrates qui n'ont aucun contact avec le terrain (Onoma 2014 ; Podder, 2013 ; Wilén, 2011). Ceci favorise des programmes déconnectés de la réalité du pays qui sont justifiés par des recherches qui confirment certains préjugés plutôt que de représenter la réalité du terrain⁴⁶. Par exemple, au Libéria, des acteurs internationaux ont installé des ordinateurs pour le fonctionnement de prisons qui ne disposent pas d'électricité (Podder, 2013). De même, les politiques de développement économique sensées aider l'agriculture libérienne et offrir une plus grande sécurité alimentaire pour les Libériens ont dans les faits accentués l'insécurité alimentaire des Libériens en accélérant l'expropriation des Libériens des terres agricoles pour les vendre à de larges multinationales (Paczynska, 2016). Ces programmes internationaux favorisent ainsi le développement d'une « gouvernance » proche de l'idée Camau et Massardier où le gouvernement est imaginé comme la gestion d'un espace politique complexe par une petite d'élite largement insularisée de ses citoyens d'on le vote à une importance décroissante (Hermet et Kazancigil, 2005 ; 2009). Les acteurs politiques qui comptent

⁴⁶ Nous pouvons mentionner le travail de Morten Jerven, *Africa : Why Economists get it Wrong* qui illustre bien comment des biais idéologiques influencent les économistes chargés de développer des stratégies de développement en Afrique (2015).

n'étant que quelques acteurs internationaux qui fournissent les fonds nécessaires pour maintenir le gouvernement en place et un petit nombre de *technopols* qui négocient avec eux.

2.2 Maintenir l'ordre et contrôler les territoires en marge de l'État

Afin de préserver leur contrôle des institutions nationales, il est nécessaire pour les *technopols* de développer diverses stratégies de contrôle sur les territoires en marge de son influence. Ce besoin de contrôle s'explique par le fait que ces territoires sont considérés comme une menace pour le régime, mais en même temps source de pouvoir. Ceci s'explique par une perception des territoires en marge comme un environnement peuplé d'ex-combattants inactifs menaçant le pouvoir des *technopols* (Hoffman, 2016). Dans le même temps, ces groupes en marge de l'État peuvent être mobilisés pour mettre en place divers projets politiques (élections, manifestations publiques, etc.) et leur marginalité peut être exploitée pour attirer de l'aide internationale (Manning et Themnér, 2017). Les populations vivant en marge de l'État représentent ainsi un enjeu complexe pour le gouvernement qui doit être capable d'exploiter son potentiel tout en excluant la majorité de ces habitants des bénéfices de l'aide internationale.

Ils tentent de contrôler la marge en cooptant divers acteurs locaux qui ont une grande influence locale, comme nous l'avons noté dans le chapitre 3 et 4. Il est nécessaire pour les *technopols* de coopter ces acteurs locaux, car ils représentent la méthode la plus efficace de contrôler plusieurs groupes sociaux que le gouvernement ne peut ou ne veut pas inclure dans l'État. Par exemple, le gouvernement libérien peut influencer les luttes entre acteurs locaux en nommant un d'entre eux maire (les maires ne sont pas élus) (Carter, 2018). Il est aussi possible pour le gouvernement de former des alliances avec certains acteurs locaux comme Prince Johnson capables de garantir l'ordre dans la marge (Gerdes, 2013).

Les *technopols* se servent aussi des forces coercitives de l'État (armée et police) pour contenir les populations de la marge, tout spécialement les jeunes ex-combattants. Un exemple particulièrement révélateur est une vidéo montrant les soldats libériens en entraînement dans des opérations antiémeutes où les manifestants sont représentés comme des jeunes hommes agressifs attaquant à coup de bâton (The Bush Chicken, 2016). Un autre cas intéressant est la mobilisation des forces de l'ordre pour exproprier plusieurs ex-miliciens de certains bidonvilles pour mettre en place des projets de développement (Hoffman, 2017). Les forces de l'ordre sont ainsi conçues comme un moyen de contrôle des forces sociales nuisibles (les jeunes ex-combattants) et d'exclusion de certains espaces publics, avec des succès relatifs. Cette utilisation des forces coercitives crée des tensions sérieuses avec les Libériens qui considèrent souvent la police comme une menace plutôt qu'une source de sécurité (Hojbjerg et Ndzesop, 2008). Cette tension avec la jeunesse libérienne va mener à une confrontation brutale entre les forces du maintien de l'ordre et les populations marginalisées de Monrovia que nous détaillerons dans la section 4 de ce chapitre.

3. Les luttes d'influences entre *technopols*.

Cette section s'intéresse aux luttes d'influence entre *technopols* dans le nouveau gouvernement qu'ils cherchent à construire. Nous présenterons d'abord comment ces luttes sont structurées autour de la constitution d'alliances instables. Ensuite, nous étudierons deux terrains sur lesquels les *technopols* s'affrontent et quelles ressources ils mobilisent pour sélectionner ceux qui peuvent avoir accès aux largesses de l'État. Nous observerons ainsi comment les luttes pour des postes au sein du gouvernement mènent à des questions de citoyenneté. Nous observerons aussi comment la lutte contre la corruption est utilisée par le gouvernement et l'opposition pour imposer leur influence.

3.1 Les dynamiques de luttes politiques entre *technopols*

Ces luttes d'influence entre *technopols* sont structurées autour de la formation d'alliances instables pour accéder aux institutions nationales génératrices de rentes. Cette situation encourage les *technopols* à faire un constant va-et-vient entre différents partis politiques pour négocier l'espace qu'ils peuvent occuper au sein du gouvernement ou de l'opposition. Ce changement fréquent d'allégeance exprime la fluidité du jeu politique au Libéria où il est préférable de préserver son indépendance pour pouvoir se rallier au parti prêt à accorder de plus généreuses récompenses à ses partisans (Gerdes, 2013). Par exemple, Jewel Taylor, ex-femme de Charles et leader du National Patriotic Party (NPP)⁴⁷ a maintenu de manière habile son indépendance en se servant de sa base électorale située dans le *Bong County* pour se rallier à l'UP ou au CDC dépendant la position de force de l'un ou l'autre (Gerdes, 2013 ; Front Page Africa, 2017). De manière similaire, Johnson Sirleaf a soutenu George Weah, au détriment de son exvice-président Boakai durant les élections de 2017, car ce dernier avait su la remplacer en tant que chef de l'UP (The Guardian, 2018). Si les *technopols* influents tentent de limiter de tels phénomènes en cultivant la loyauté de leurs alliés, ces stratégies ne fonctionnent que moyennement à cause du pouvoir limité de l'État et du rôle d'acteurs internationaux comme l'ONU dans l'arbitrage de ces luttes. Dans ce contexte, les luttes d'influence entre *technopols* sont souvent marquées par des retournements d'alliances qui favorisent la formation de coalitions politiques centrées autour de quelques individus influents (Harris, 2006). Si cette situation n'est pas nouvelle au Libéria (chapitre 1 et 2), les espaces politiques où les *technopols* s'affrontent ont été profondément modifiés par la présence d'acteurs internationaux qui sont souvent appelés à arbitrer ces conflits

⁴⁷ Le NPP est la branche politique du NPFL de Charles Taylor. Le parti a réussi à maintenir son rôle après la guerre civile grâce à Jewel Taylor (Gerdes, 2013).

et à définir les paramètres de cette lutte. Dans les deux prochaines sections, nous concentrerons notre attention sur les luttes d'influence entre *technopols* pour obtenir un poste au sein des institutions nationales et dans la lutte contre la corruption.

3.2 Se battre pour un emploi et pour sa citoyenneté

L'obtention de postes au sein des institutions nationales représente un terrain important de luttes entre *technopols*. Il est nécessaire pour les *technopols* d'obtenir ces postes, car ils leur permettent de répondre au besoin de leurs différents clients qui jugent la capacité d'un chef par sa générosité (Gerdes, 2013 ; Harris, 2006). Il est aussi nécessaire d'obtenir ces postes pour compenser les coûts exorbitants associés à la participation à une campagne électorale où les Libériens s'attendent toujours à recevoir des dons en échange de leurs votes (Sirleaf, 2009). De plus, la possession de ce poste n'est pas une garantie de stabilité, car il est possible que le gouvernement au pouvoir décide de rétrograder ou d'exclure un ministre du gouvernement s'il ne respecte pas les normes de conduite interne (Gerdes, 2013). Sans compter le fait qu'il reste possible pour tout membre du gouvernement de perdre sa position durant les prochaines élections. Cette situation encourage les *technopols* à tenter par tous les moyens de consolider leur place au sein du gouvernement et d'en extraire les ressources nécessaires à la préservation de leur influence sur leur base locale.

La possession de postes haut placés au sein du gouvernement était aussi nécessaire pour obtenir ce que Lombard nomme « *Entitled Personhood* », c'est-à-dire « One who receives welfare largesse and/or is on a payroll » (2016, p.555). L'obtention de ce statut n'implique pas seulement l'obtention de bénéfices financiers, mais aussi la reconnaissance du statut de citoyen et le droit de participer à la vie politique (Lombard, 2016). La reconnaissance de la citoyenneté d'un Libérien devient ainsi un enjeu central pour les *technopols* qui désirent continuer ou débiter une carrière

politique. Ce besoin est accentué par le fait que la constitution de 1985 limite la possibilité pour les Libériens expatriés de participer aux élections présidentielles (Pailey et Harris, 2017). Si une telle législation n'a jamais été mise complètement en application, elle a permis de limiter le nombre de personnes qui pouvaient participer aux élections (Pailey et Harris, 2017). Elle démontre aussi comment la possession de la citoyenneté théoriquement universelle est en pratique limitée et conditionnelle à l'intégration au sein des institutions nationales. Cette lutte pour la citoyenneté est très répandue en Afrique subsaharienne où l'accès aux bénéfices de la citoyenneté (sécurité, accès aux services de l'État et droits à participer au jeu politique) est limité par le gouvernement qui n'accorde ses privilèges qu'à certains groupes jugés utiles (Lund, 2007). Nous pouvons notamment penser au cas du village sénégalais de Barkjedi où des éleveurs FuutankoBe récemment installés dans la région sont les seuls qui paient des taxes, contrairement à la majorité Fulani, afin d'être reconnus comme citoyens (Juul, 2007). L'acquisition d'un poste au sein du gouvernement libérien permet ainsi non seulement de bénéficier de gains financiers, mais aussi d'acquérir un statut de personne digne d'intérêt, pouvant faire l'objet d'une forme de reconnaissance de la part du gouvernement au pouvoir.

3.3 La lutte contre la corruption et la sélection des *technopols*

Depuis 2005, la lutte contre la corruption est devenue un outil pour permettre à divers acteurs politiques libériens de sélectionner les *technopols* qui peuvent intégrer les institutions nationales. Cet outil est d'abord utilisé par le gouvernement libérien qui se sert de son discours de lutte contre la corruption pour exclure les membres du gouvernement qui ne sont pas jugés loyaux au gouvernement (Gerdes, 2013). Par exemples, les coupes massives mises en place au durant le gouvernement de Johnson Sirleaf permirent d'installer des *technopols* fidèles à la présidente, sous le couvert d'éliminer l'administration corrompue léguée par Charles Taylor (Gerdes, 2013). On retrouve une stratégie similaire adoptée par le gouvernement chinois de Xi Jinping qui lança un

vaste projet de lutte contre la corruption pour purger de son gouvernement de possibles opposants (Wang et Zeng, 2016). Les politiques de lutte contre la corruption peuvent aussi être dirigées contre des membres du gouvernement qui ne respectent pas les normes internes auxquelles ils sont soumis (Gerdes, 2013). Ceux qui respectent ces normes sont habituellement protégés contre de possibles poursuites, à moins que le gouvernement ne subisse des pressions importantes d'acteurs internationaux ou des partis de l'opposition pour exclure un membre du gouvernement trop compromis (Gerdes, 2013).

La lutte contre la corruption est aussi utilisée comme un outil de critique du gouvernement. Ceci se traduit par un nombre non négligeable de *technopols* qui critiquent la corruption du régime aussi bien au sein du gouvernement que de l'opposition (Gerdes, 2013). Ces critiques sont formulées pour obtenir le renvoi d'un proche du gouvernement ou pour renégocier les paramètres d'une alliance avec le parti au pouvoir (allAfrica,2012; Gerdes, 2013). Par exemple, durant les élections de 2011, le CDC de George Weah c'est servi de la menace d'organiser un boycott des élections pour obtenir le renvoi du chef *National Election Comission* (NEC) à cause des ses liens supposés avec Johnson Sirleaf (Bøås et Morten, 2014). De plus, les critiques de la corruption du gouvernement sont parfois accompagnées d'appels à l'intervention d'organisations reconnus mondialement pour arbitrer ces conflits (Brooks, 2013 ; Worzi, 2018). Dans certains cas, ces critiques culmineront en manifestations publiques où les membres de l'opposition vont déposer des pétitions auprès d'acteurs influents comme l'ambassadeur des États-Unis pour intervenir dans certains cas de possible corruption (allAfrica,2011; Worzi, 2018). Un exemple particulièrement intéressant est le récent scandale des *Missing Billions*. Le 17 septembre dernier, le journal Front Page Africa a appris que 16 milliards de dollars libériens (78 millions de dollars canadiens) imprimés sous le gouvernement de Johnson Sirleaf, sans l'autorisation du Sénat, avaient disparu

(Worzi, 2018). Cette situation a mené le gouvernement de George Weah a rapidement déclaré que cet argent était arrivé au Libéria durant la présidence de Johnson Sirleaf (Worzi, 2018). En réponse, Johnson Sirleaf a accusé George Weah de chercher à ternir son image et de mentir à propos de son rôle dans la création de ces billets (Daily Observer, 2018). Dans ce contexte, une coalition de partis de l'opposition a décidé d'organiser une manifestation publique pour demander plus de transparence sur la gestion des finances de l'État et le renvoi du ministre de l'Économie (Front Page Africa, 2018). Plus d'un millier de manifestants ont marché à travers Monrovia, pour demander à divers acteurs internationaux notamment l'ONU et l'ambassade des États-Unis d'imposer des sanctions économiques sur le gouvernement (Front Page Africa, 2018). Les manifestants ont obtenu gain de cause et des sanctions économiques et diplomatiques ont été imposées au gouvernement (Front Page Africa, 2018). Ce cas montre bien comment la lutte contre la corruption est un discours que l'opposition peut mobiliser pour mettre en cause le gouvernement et faire appel à l'arbitrage des acteurs internationaux en cas de conflits.

4. Les limites de la cosouveraineté

Cette section va présenter en quoi la cosouveraineté développée au Libéria a créé un gouvernement qui repose sur l'aide internationale, mais qui ne sait pas répondre aux besoins de ses citoyens. Pour ce faire, nous allons d'abord observer comment l'État libérien, des acteurs locaux libériens et des acteurs internationaux ont répondu à l'épidémie d'Ebola. Ensuite, nous allons analyser comment l'épidémie d'Ebola est révélatrice de la nature du nouveau régime qui a été construit par les *technopols* libériens et les acteurs internationaux.

4.1. L'épidémie d'Ebola et le quasi-effondrement de l'État

L'épidémie d'Ebola qui a frappé le Libéria entre 2014 et 2016 a révélé les limites du nouveau gouvernement que les *technopols* ont cherché à créer en collaboration avec les acteurs internationaux. L'épidémie a révélé la faible capacité du gouvernement et des acteurs internationaux à répondre aux besoins urgents des Libériens. Ceci s'explique en partie par le fait que le Libéria a été l'un des principaux centres de l'épidémie avec la Sierra Leone et la Guinée où plus de 28 000 personnes ont été infectées et 10 000 décédées (Pailey, 2017 ; Shepler, 2017). Face à une telle épidémie, le gouvernement ne disposait que d'un service de santé inadéquat qui n'avait ni le personnel ni les moyens pour s'occuper des malades à cause de la priorité accordée à la croissance économique, au détriment des services publics (Pailey, 2017). Ce problème était aggravé dans les régions éloignées à cause du manque de véhicules pour transporter les malades vers des hôpitaux (Pailey, 2017). De plus, plusieurs Libériens n'ont pas adopté de mesures sanitaires quand le gouvernement les a prévenus, car ils croyaient que l'épidémie n'était qu'un autre plan de l'UP pour obtenir de l'aide internationale (Hoffman, 2016 ; Pailey, 2017). L'épidémie représentait ainsi un poids important pour les institutions nationales libériennes, mais aussi une remise en cause de leur légitimité.

En réponse à un tel problème, le gouvernement a mobilisé l'armée et la police pour faciliter la mise en quarantaine de certaines régions touchées par l'épidémie (Hoffman, 2016). Les efforts du gouvernement se sont concentrés sur la mise en quarantaine du bidonville de West Point peuplé par plus de 60 000 personnes et jugé depuis longtemps comme une menace pour les élites politiques de Monrovia (Hoffman, 2016). La mise en quarantaine du quartier de West Point représentait ainsi un acte politique plutôt que sanitaire pour le gouvernement qui, en agissant ainsi, pouvait espérer maintenir sous sa coupe un groupe en marge de son influence (Hoffman, 2016).

La mise en quarantaine s'est révélée particulièrement éprouvante pour les gens vivant dans *West Point* qui n'avaient plus accès aux biens de subsistances nécessaires à la survie de leur famille (Hoffman, 2016). Les habitants de *West Point* craignaient aussi d'être pris dans un piège mortel où ils mourraient tous pour un gouvernement qu'ils croyaient responsable de l'épidémie (Hoffman, 2016). Les forces de l'armée et de la police n'aidèrent pas à apaiser la situation en envoyant des troupes à l'intérieur du quartier comme s'il s'agissait d'un territoire occupé où elles brutalisèrent plusieurs habitants et parfois ouvrirent le feu sur des manifestants (Hoffman, 2016). Cette situation extrêmement tendue mena à des affrontements importants entre les forces de l'ordre et plusieurs jeunes habitants dans *West Point* qui réussirent à forcer le cordon sanitaire soit par la force ou plus souvent en achetant des gardes ou des policiers (Hoffman, 2016). L'incapacité du gouvernement à contrôler les mouvements des habitants de *West Point* représentait ainsi un échec de la mise en quarantaine et de la volonté d'imposer un nouvel ordre à certains groupes de la marge. Cette situation confirmait l'impuissance du gouvernement et permettait à des acteurs locaux de se mobiliser pour répondre plus efficacement à l'épidémie.

L'inefficacité du gouvernement à répondre à l'épidémie a encouragé la mobilisation d'acteurs locaux et de la diaspora libérienne pour répondre à la crise auxquels ils faisaient face. Cette mobilisation populaire a réussi à combler les faiblesses de l'État libérien et a joué un rôle central pour faire face à l'épidémie (Pailey, 2017). Par exemple, plusieurs individus se sont organisés pour enterrer des cadavres, vecteurs de l'infection, car les unités du gouvernement pour enterrer les corps arrivaient toujours en retard de plusieurs jours... quand elles arrivaient (Pailey, 2017). Le bidonville de *West Point* est aussi un cas révélateur, car ses habitants ont réussi à y établir un système de mise en quarantaine ciblée qui a permis de limiter la propagation de la maladie, tout en préservant la population (Pailey, 2017). Les organisations locales ont ainsi réussi

à fournir une réponse populaire qui s'est révélée plus efficace que l'État pour répondre aux besoins des Libériens (Hoffman, 2016 ; Pailey, 2017).

L'épidémie est enfin révélatrice de l'échec des acteurs internationaux à développer un État démocratique répondant aux besoins des Libériens. Au contraire, les intérêts et besoins des acteurs internationaux de créer des projets ciblés favorisant la croissance économique a empêché la création d'un système de santé efficace, nécessaire à la légitimation de l'État qu'ils tentaient créer (Pailey, 2017). Ainsi, quand l'épidémie atteignit son apogée, la seule solution trouvée par les acteurs internationaux fut d'acheminer une plus grande quantité d'aide à certaines ONG reconnues internationalement (Shepler, 2017). Cette solution s'est révélée profondément inefficace étant donné que les structures lourdes de ces acteurs internationaux finissaient par « manger » la majorité des fonds avant de faire parvenir les miettes à des acteurs locaux ou au gouvernement (Shepler, 2017). Les acteurs internationaux avaient ainsi favorisé la préservation de l'industrie du développement et de l'État libérien plutôt que d'aider le pays dans une période de crise majeure (Shepler, 2017).

4.2 Les résultats de la construction d'un État de la « décharge »

L'épidémie d'Ebola nous permet de voir que les *technopols* et les acteurs internationaux ont fini par construire un État qui fonctionne sur la base de la « décharge » de ses fonctions et qui se sert de la reconnaissance internationale de sa souveraineté pour obtenir de l'aide financière (Hibou, 1998). Comme le signalait Marielle Debos dans le cas du Tchad, un phénomène de décharge ou d'informalisation du pouvoir de l'État ne veut pas dire que celui-ci est faible, mais que son pouvoir repose sur d'autres paramètres que ceux qui sont acceptés conventionnellement pour un État centralisé (2013). Si nous suivons l'argument de Debos, pour comprendre comment l'État libérien s'est construit et se maintient, il est nécessaire de porter un regard sur ce qu'il sait

faire relativement bien. L'épidémie d'Ebola semble indiquer que le pouvoir du gouvernement libérien découle de sa capacité à attirer de l'aide internationale tout en maintenant un certain flou sur la manière dont elle est utilisée⁴⁸. Cette incertitude génère de fortes inquiétudes chez les Libériens en marge de l'État qui finirent alors par prendre en charge certaines fonctions étatiques.

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 4, cette prise en charge ne veut pas dire que les populations en marge de l'État tentent de le supplanter. Au contraire, elles ont su préserver l'ordre social, tout en libérant le gouvernement libérien de sa responsabilité de fournir des soins de qualité à ses citoyens en suppléant des employés surmenés et sous-payés (Shepler, 2017). Cette difficulté de remettre en cause l'État qui les exploite est en partie causée par l'idée que le gouvernement est d'une manière ou l'autre responsable de l'épidémie d'Ebola pour obtenir plus d'aide internationale (Hoffman, 2016 ; Shepler, 2017). La force de cette rumeur, malgré la faible présence de l'État sur le terrain, exprime comment les Libériens croient que l'État exerce son pouvoir (Hoffman, 2016). Par exemple, durant les émeutes qui ont secoué West Point, certains des habitants ont saccagé une salle d'hôpital pour les victimes d'Ebola et ont volé divers objets infectés pour illustrer le fait que l'épidémie n'était qu'une invention du gouvernement (Hoffman, 2016). Même si le gouvernement a peu de contrôle sur les habitants en marge de son influence, l'idée que ce dernier est capable de diriger dans l'ombre maintient l'incertitude et limite les capacités d'action des Libériens (Debos, 2013). Un phénomène similaire s'est produit en Sierra Leone voisine où l'incertitude pour savoir qui se servait de sa position « to eat the Ebola money » empêchait les Sierra Léonais de remettre en cause le pouvoir de leur gouvernement, car même les bénévoles étaient suspectés de vouloir s'enrichir (Shepler, 2017, p.458). Cette situation est favorisée par le

⁴⁸ Une situation facilitée par les acteurs internationaux qui ne sont pas très clairs sur la quantité d'aide qui est actuellement envoyée aux gouvernements touchés par l'épidémie (Shepler, 2017)

système de cosouveraineté que nous avons mentionné plus haut qui rend difficile une distinction claire entre agents étatiques et internationaux. Ainsi, le pouvoir de l'État libérien est préservé en maintenant l'incertitude sur la façon dont il attire et utilise l'aide internationale qu'il reçoit tout en se déchargeant de ses responsabilités étatiques sur des acteurs locaux et internationaux.

5. Conclusion.

Dans ce chapitre, nous avons pu voir comment les *technopols* ont cherché à développer avec un succès relatif leur influence sur les institutions nationales libériennes. Ils ont pu atteindre cet objectif d'abord en redéfinissant la groupalité des *technopols* en réformateurs d'États. Ils ont su populariser cette idée en développant un double discours promettant aux acteurs internationaux que le Libéria deviendrait une démocratie ouverte au marché international qui respecte les normes internationales de gouvernance et en promettant aux Libériens que cette aide internationale favoriserait le développement économique du pays et la création d'institutions plus à même de répondre à leurs besoins. En pratique, les *technopols* ont fini par construire un régime reposant sur la décharge de la plupart des fonctions étatiques à des acteurs internationaux ou locaux. Ce phénomène, favorisé par des acteurs internationaux déconnectés de la réalité des Libériens, élargit le fossé entre les *technopols* aux commandes de l'État et les Libériens qu'ils sont censés représenter. Dans ce contexte, les *technopols* mobilisent des programmes mis de l'avant par des acteurs internationaux pour négocier l'espace qu'ils peuvent occuper au sein de l'État et les bénéfices associés à une telle inclusion. L'épidémie a montré les limites de ce système quand le gouvernement et les acteurs internationaux ont dans une large mesure été incapables de répondre aux besoins des Libériens. À la place, c'est un ensemble d'acteurs locaux qui ont su répondre à la crise et limiter les impacts de l'épidémie. Cette situation semble suggérer que les acteurs internationaux en collaboration avec les *technopols* ont fini par créer un régime dont le pouvoir

repose sur sa capacité à maintenir le flou sur la manière dont il acquiert et utilise l'aide internationale. Dans la conclusion de cette thèse, nous allons présenter les apports que notre recherche offre dans le champ des sciences politiques et ses limites.

CONCLUSION

Nous avons tenté, dans les chapitres précédents, de comprendre les origines des *technopols* et des *warlords* et de découvrir comment leurs relations de pouvoir ont évolué de 1989 jusqu'à nos jours. Les résultats de notre recherche semblent indiquer que, si les *technopols* ont pris le contrôle des institutions nationales libériennes, ils continuent à avoir besoin des *warlords* pour pouvoir mobiliser la jeunesse dans des projets politiques (élections, manifestations publiques, etc.) et contrôler cette même jeunesse jugée violente. Pour bien comprendre les résultats de notre recherche : (1) nous présenterons une synthèse des arguments clés de notre thèse (2) nous exposerons les conclusions de notre recherche (3) nous porterons un regard sur les limites de notre recherche (4) nous formulerons les contributions que notre thèse offre à l'étude des transitions politiques et des luttes d'influence entre élites politiques (5) nous terminerons ce texte par un court récapitulatif et une question ouverte.

1. Synthèse des arguments

Dans cette thèse, nous avons cherché à répondre à la question suivante : « comment les *warlords* qui dominaient la politique libérienne ont-ils perdu une part importante de leur pouvoir politique au bénéfice d'une élite composée de *technopols* durant la période de 2003 à nos jours » ? Notre thèse est que les *technopols* libériens ont réussi à exclure les *warlords* des institutions étatiques en se réappropriant les moyens et les discours des organisations internationales. Pour vérifier la pertinence de cette thèse, nous avons étudié comment ces deux groupes se sont formés entre 1970 et 2018 à travers une étude prosographique de quinze personnes que nous avons identifiées comme membres des *technopols* ou des *warlords* (Chap.1-2). Nous avons ainsi pu comprendre les relations qu'ils ont entretenues durant la guerre civile (1989-2003) et la transition post-conflit (2003-2005) (chap.1-2). Ensuite, nous avons analysé les luttes d'influence entre les

technopols et *warlords* sur la scène nationale durant la période de transition post-conflit (2005 à 2017) (Chap.3). Nous avons constaté que, durant cette période, les *warlords* ont été largement exclus des institutions nationales libériennes à cause de leur incapacité à transformer leurs expertises militaires et leurs ressources économiques en victoires électorales (Chap.3-4). À l’opposé, les *technopols* ont su s’imposer en tant qu’acteurs dominants de plusieurs coalitions politiques et prendre le contrôle des institutions nationales en transformant leur savoir académique et leurs connexions internationales en victoire électorale et en aide internationale (Chap.3-5). La position dominante des *technopols* leur a permis d’exclure les *warlords* des institutions nationales avec la collaboration des organisations internationales. Cependant, nous avons aussi vu que cette exclusion des *warlords* n’était que partielle, car les *technopols* avaient besoin des *warlords* pour mobiliser des ex-combattants pour des projets politiques (élections) ou pour leur protection personnelle (Chap.3). Dans ce contexte, il devenait nécessaire pour les *technopols* d’entrer en partenariat avec certains *warlords* capables de leur offrir le soutien de plusieurs ex-combattants. Cette collaboration instable a permis de créer un État capable d’attirer l’aide internationale tout en se déchargeant de la plupart de ses fonctions sur des organisations locales et internationales (Chap.5). Il faut noter que cette collaboration est surtout bénéfique pour les *technopols* qui dominent les institutions génératrices de rentes et pour un petit nombre de *warlords* qui ont un poids électoral important. La majorité des *warlords* moins connectés se retrouvèrent alors coincés dans des territoires en marge de l’État où ils tentèrent de s’établir en tant qu’intermédiaires entre divers acteurs locaux (Chap.4).

Ensuite, nous avons observé l’espace politique que ces deux groupes occupaient entre 2005 et 2018 et quels discours ils utilisaient pour justifier leurs positions de pouvoir. Les *warlords* se sont surtout installés dans les territoires en marge de l’influence de l’État où ils revendiquèrent le

rôle de représentants de groupes marginalisés et menacèrent d'utiliser le potentiel de violence de ces populations marginalisées pour obtenir des concessions du gouvernement libérien (Chap.4). Les *technopols*, quant à eux, ont cherché à légitimer leur contrôle sur les institutions nationales libériennes en se redéfinissant autour de leur capacité à offrir aux acteurs internationaux une démocratie ouverte au marché international (Chap.5). Ils ont aussi voulu légitimer leur contrôle en garantissant aux Libériens un État facilitant le développement économique et la stabilité du pays (Chap.5). Enfin, nous avons pu observer le fonctionnement de ce nouvel État libérien lors de l'épidémie d'Ebola. En effet, durant cette période, nous avons vu que le pouvoir de l'État libérien ne reposait pas alors sur sa capacité à monopoliser l'exercice légitime de la violence dans un territoire donné, mais sur son habileté à se dégager de certaines de ses responsabilités tout en maintenant l'incertitude sur la manière dont il utilisait les ressources internationales (Chap.5).

2. Conclusions ressortant de la recherche

Le premier élément qui ressort de notre recherche est que les *warlords* et *technopols* semblent entretenir une relation complémentaire dans le développement d'un État libérien post-conflit. En effet, nous avons pu constater que la capacité des *warlords* de mobiliser des ex-combattants pour emporter des élections ou organiser des manifestations publiques est encore en demande par les *technopols* qui ont besoin de leur support pour vaincre leurs rivaux. De manière plus significative, les *warlords* contribuent au maintien de l'ordre dans les régions en marge de l'influence de l'État, ce qui garantit une relative sécurité pour les *technopols*. En échange, les *technopols* peuvent récompenser les *warlords* qui leur sont fidèles ou au moins utiles en les nommant à des postes officiels ou en leur offrant des dons financiers (Gerdes, 2013 ; Persson, 2012). Cette complémentarité n'implique pas que ces deux groupes sont égaux, mais qu'ils sont

capables de développer des partenariats inégaux et instables qui permettent de préserver leur pouvoir sur l'État libérien. Un tel phénomène semble se rapprocher de « l'alliance hégémonique » décrite par Bayart où il constatait que la formation de l'État post-colonial camerounais passait par le ralliement de plusieurs groupes hétérogènes au sein d'une « alliance hégémonique » (1985, p.138 ; 1989). D'après Bayart, tous ces groupes ralliés ne disposaient pas d'un statut égal au sein de cette alliance, mais conservaient une certaine autonomie face à l'État qui devait tenir compte de leurs exigences (1985). De manière similaire, les *warlords* libériens sont des acteurs qui cherchent à négocier avec le gouvernement en revendiquant une place plus importante au sein de l'État libérien tout en tentant de conserver leur autonomie face à ce dernier. BDe même, les *technopols* essaient souvent d'exercer un contrôle plus direct sur les *warlords* vivant en marge de leur influence soit par la force ou plus souvent par la cooptation, mais dans le même temps tentent d'accentuer la marginalisation des *warlords*. Par exemple, le gouvernement s'est servi des forces de la MINUL pour expulser certains *warlords* de plantations de caoutchouc et y installer des hommes plus fidèles à Johnson Sirleaf (Persson, 2012). Nous pouvons aussi penser à la mise en quarantaine du quartier de West Point durant l'épidémie d'Ebola (2014-2016) qui était une tentative manquée du gouvernement de rétablir son autorité sur des populations hors de son influence, en accentuant leur marginalisation économique (Hoffman, 2016). Ces confrontations fréquentes deviennent ainsi un élément important des luttes d'influence entre *technopols* et *warlords* où les deux groupes cherchent toujours à renégocier leurs relations de pouvoir.

Ensuite, nous avons pu constater que l'appartenance à un des groupes que nous avons étudiés n'encourage pas à la formation de groupes solidaires, mais semble plutôt être caractérisée par des luttes factionnelles fréquentes. En effet, il semble que, depuis la guerre civile, le jeu politique libérien s'articule autour de la formation d'alliances instables qui favorise un changement

fréquent d'allégeance. Cette situation semble être favorisée d'une part par les partis politiques au pouvoir qui préfèrent soutenir des personnes loyales plutôt que compétentes. D'autre part, ce contexte semble encourager les divers acteurs que nous avons étudiés à se reconverter, parfois littéralement, dans des fonctions capables de consolider leur influence. Nous pouvons ici penser au cas de Prince Johnson qui est devenu un *Born Again Christian* pour revendiquer un plus large rôle dans la politique libérienne (Gerdes, 2013). Le cas d'Alhaji G. V. Kromah est aussi révélateur, car il est passé du rôle de ministre de l'Information sous le gouvernement de Samuel Doe, à celui de chef du groupe armé ULIMO, avant d'occuper le poste de professeur en communication à l'université du Libéria (Gerdes, 2013 ; Kromah, 2008). Cette fluidité des fonctions semble être particulièrement visible lors de circonstances particulièrement instables, quand l'occupation d'une position d'influence requiert de savoir se reconverter au bon moment.

Enfin, nous avons pu voir que les *technopols* et certains acteurs internationaux ont tenté de construire un État reposant sur la « décharge » d'une large part de ses fonctions sur des acteurs internationaux et locaux (Hibou, 1998). Ce système semble favoriser l'exclusion de la majorité de ses citoyens tout en se servant de leur misère pour attirer l'aide internationale. Les *technopols* arrivèrent à préserver ce système parce qu'ils purent maintenir l'incertitude quant à l'utilisation de ces ressources. Cette situation fait en sorte que, tout en étant faible, l'État libérien réussit néanmoins à utiliser son pouvoir pour attirer et détourner l'aide d'acteurs internationaux et ainsi limiter les possibles remises en cause de telles pratiques par les Libériens. La faiblesse structurelle de l'État libérien, combinée à sa légitimité internationale, lui permit aussi d'attirer l'intérêt d'acteurs internationaux prêts à investir d'importantes ressources pour que l'État se conforme à leurs visions. Par exemple, le programme du *Liberia Governance and Economic Management Assistance Program* (GEMAP) avait été mis en place pour contrôler les finances de l'État afin

qu'il se conforme aux attentes de ces organisations en diminuant la taille de ses institutions (diminution du nombre d'employés et de leur intervention dans la société) et en luttant contre la corruption (Wilén, 2011). Les acteurs internationaux continuèrent à investir dans les institutions nationales libériennes, car elles étaient convaincues que l'État libérien avait surtout besoin d'institutions nationales efficaces, même si, dans les faits, le pouvoir de l'État libérien se fondait surtout sur des relations de pouvoir informel (Lund, 2008 ; Reno, 2008). En cela, on pourrait considérer l'État libérien comme les villages de Potemkine. Cependant, la construction de ce trompe-l'œil semble être en elle-même le processus par lequel l'État libérien se développe et se maintient. Le fait que l'État libérien existe surtout pour attirer et détourner les ressources internationales ne veut pas pour autant dire qu'il n'est pas reconnu comme État par les Libériens (Shelper, 2017). Ceci signifie plutôt qu'il se construit sur des paramètres très différents d'un État centralisé occidental. Une telle interprétation ne vise pas non plus à défendre un système inique, qui entretient des relations instables et inégales avec des populations marginalisées de la périphérie de Monrovia⁴⁹. Elle représente plutôt un constat sur la manière dont le pouvoir de l'État se construit et se maintient au Libéria de nos jours.

⁴⁹ Louisa Lombard avait constaté un phénomène similaire en Centrafrique où les liens entre l'État centrafricain avaient construit des relations inégalitaires avec les populations de l'hinterland, constituant « un mariage de raison entre bandits de l'hinterland et aspirants rentiers de la capitale — une alliance qui ne les a cependant pas unifiés » (Lombard, 2012, p.190).

3. Limites de notre recherche

Notre thèse a plusieurs limites qui doivent être prises en compte. D'abord, notre approche méthodologique d'une étude prosographique de deux groupes sociaux est limitée par les sources accessibles en ligne que nous avons trouvées. Ceci implique déjà que nous nous sommes essentiellement concentrés sur des personnalités suffisamment influentes pour avoir décidé de témoigner devant la CVR, qui ont une couverture médiatique importante ou qui ont publié une biographie récapitulant leur histoire. Cette approche nous limite aussi sur les périodes que notre analyse peut couvrir. Ceci est particulièrement visible quand nous avons passé au crible les témoignages des *technopols* et *warlords* devant la CVR, étant donné que certains d'entre eux ne mentionnaient que certaines périodes clés de leur vie. Ainsi, Chea Cheapoo, que nous avons cité fréquemment durant le Chapitre 2, concentra son témoignage sur la période de 1970-1987 et ne dit pas grand-chose sur son rôle durant la guerre civile en tant que membre de la faction armée du *Liberia Peace Council* (LPC) (Cheapoo, 2008 ; Gerdes, 2013). Dans un autre registre, le témoignage d'Amos Sawyer se concentrait à expliquer l'histoire de la guerre civile pour justifier son rôle durant le conflit et s'attardait peu à son histoire personnelle, ce qui limitait notre capacité à retracer son parcours politique (Sawyer, 2008a). Ceci impliquait que nous devions faire un important travail de recherche complémentaire qui n'était malheureusement pas toujours d'excellente qualité à cause du nombre limité de sources fiables en dehors des témoignages faits devant la CVR.

Notre recherche est aussi limitée, car nous avons dû ignorer le rôle de plusieurs acteurs faute de temps et d'informations disponibles. Ce choix nous empêche donc d'avoir une image complète des groupes avec lesquels les *warlords* et *technopols* interagissaient pour légitimer leur pouvoir. Ceci est particulièrement visible dans le cas des organisations religieuses chrétiennes,

musulmanes et animistes que nous avons ignorées⁵⁰. En effet, il aurait été intéressant de se pencher de manière plus attentive sur le rôle que ces organisations ont joué dans les luttes de pouvoir affectant les *warlords* et les *technopols*, sachant que certains personnages auxquels nous nous sommes intéressés se sont servi de la religion pour légitimer leur rôle dans l'espace public (Gerdes, 2013 ; Harmon, 2016). Nous avons malheureusement dû renoncer à une telle étude à cause du temps que cette recherche aurait demandé. Nous avons aussi dû ignorer le point de vue des fonctionnaires qui travaillaient pour le gouvernement, victimes d'un État qui les payait mal et qui voulait les marginaliser en recourant à des coupes sévères imposées par le gouvernement de l'UP et par les acteurs internationaux (Gerdes, 2013). Enfin, on peut reprocher à cette recherche de ne pas avoir pris le temps de donner une image plus claire des acteurs internationaux présents au Libéria et qui exercent leur influence de manière différenciée sur la politique libérienne, car toutes ces organisations ne représentent pas un ensemble monolithique et se distinguent souvent les uns des autres. Ceci nous permet de comprendre les motivations économiques et morales contradictoires d'une pluralité d'ONG et de pays qui ont tous des intérêts spécifiques pour intervenir dans les affaires du Libéria. Nous n'avons pas non plus pu approfondir le rôle prééminent des États-Unis dans la politique libérienne post-conflit et le maintien de ses relations de domination sur le Libéria, hérité de la période coloniale (Liebenow, 1987).

4. Les contributions de notre recherche

Notre recherche représente une contribution intéressante en science politique comparative et en sociologie des élites politiques. D'abord, notre utilisation du terme *technopols* au Libéria offre un nouvel angle d'analyse de la politique libérienne. En effet, ce terme nous permet de nous

⁵⁰ La religion au Libéria est souvent utilisée par divers acteurs politiques pour légitimer leurs positions d'influence. Plusieurs politiciens vont souvent tenir des sermons dans leurs propres églises pour promouvoir leur vision politique ou tenter de légitimer leur pouvoir (Ellis, 1999 ; Gerdes, 2013 ; Liebenow, 1987).

concentrer sur les éléments spécifiques qui caractérisent ce groupe, c'est-à-dire, l'utilisation de savoirs académiques reconnus internationalement et de contacts internationaux comme ressources politiques pour occuper un plus grand espace sur la scène politique (Dezalay, Garth, 2002). Ce choix nous permet de distinguer ce regroupement de diplômés libériens de la vieille élite américano-libérienne qui dominait la politique à cause de leurs appartenances à un petit nombre de familles influentes (Liebenow, 1987). Cette distinction nous permet de comprendre plus clairement les luttes d'influence entre la vieille garde du TWP qui tentait de préserver son emprise sur les institutions nationales et les *technopols* qui désiraient réformer cet État.

L'autre avantage de l'utilisation du terme *technopol* implique aussi que leur influence est soutenue et légitimée par les relations qu'ils ont nouées avec des groupes internationaux lors de leurs études à l'étranger, relations sur lesquelles ils ont pu compter pour accéder au pouvoir et s'y maintenir. En effet, sans ce capital relationnel, il est difficile d'imaginer comment les *technopols* auraient pu jouer un rôle politique de premier plan au Libéria. L'existence de ce capital de relations permet ainsi de mieux comprendre pourquoi plusieurs acteurs internationaux ont décidé d'investir autant de ressources dans le Libéria post-conflit. La réputation internationale de certains *technopols*, tout particulièrement Johnson Sirleaf, a sur ce point joué un rôle crucial (Gerdes, 2015). Cependant, il faut noter que l'utilisation du terme *technopol* a tendance à obscurcir l'importance des réseaux de clientélisme dans la montée au pouvoir des *technopols*, qui ont pu ainsi acquérir des ressources financières supplémentaires et obtenir des postes gouvernementaux afin de maintenir leur emprise sur un vaste réseau clientéliste (Gerdes, 2013 ; Malakpa, 2016). Il

était ainsi tout aussi vital pour les *technopols* d'être capables de s'établir en tant que *Big Man*⁵¹ au Libéria que de transformer l'État libérien (Malakpa, 2016 ; Reno, 2008 ; Utas, 2012).

L'autre contribution intéressante de notre thèse est qu'elle s'inscrit dans un courant de recherche qui encourage à porter une plus grande attention aux périodes d'instabilité politique qui caractérisent la montée en puissance de certaines élites politiques. En effet, la littérature sur la sociologie des élites semble souvent ignorer le rôle que peuvent jouer les périodes d'instabilité dans la montée en puissance de certains groupes, préférant se concentrer sur leur rôle au sein d'institutions démocratiques ou dans leur construction de ces mêmes institutions (Genieys, 2011). Or, les périodes d'instabilité politique au Libéria constituent des moments clés dans la prise de pouvoir des *technopols*. Ces *technopols* n'auraient pu acquérir autant de contrôle sur les institutions libériennes s'ils n'avaient pas collaboré de façon active au maintien de la junte militaire de Samuel Doe et s'ils n'avaient pas participé à l'organisation et à la direction de divers groupes armés durant ces périodes de turbulence et d'instabilité.

Enfin, notre travail s'inscrit dans la continuité des recherches qui étudient l'utilisation de « stratégies d'extraversion » dans des pays d'Afrique subsaharienne. En effet, nous avons pu voir comment les *technopols* libériens et les acteurs internationaux ont contribué à la création d'un État séparé de ses citoyens et dépendant du bon vouloir de quelques acteurs internationaux. Nous avons aussi pu observer à quel point les attentes de ces acteurs internationaux ont pu être utilisées par les *technopols* pour acquérir plus de pouvoir et consolider leur influence sur les institutions nationales.

⁵¹ Par *Big man*, nous faisons référence à Mats Utas qui soutient qu'un *Big man* est une personne qui « *has the ability to command (...), where authority is not structurally ascribed and socio-historically motivated, but based on the Big Man's ability to create a following and to a large extent dependent on his informal abilities to assist people privately* » (2012, p.6)

Ce partenariat a alors permis au gouvernement libérien d'ignorer la plupart des besoins de la majorité de ses citoyens.

Dans cette thèse, nous avons pu observer comment les *technopols* ont supplanté les *warlords* en reconvertissant leur capital académique international en contrôle des institutions nationales. Cette victoire a permis de reconfigurer l'État libérien autour de sa capacité à attirer de l'aide internationale et à se décharger de ses responsabilités sur des acteurs locaux et internationaux. Cette situation a été facilitée par l'action des acteurs internationaux qui désiraient influencer le gouvernement libérien en l'obligeant à ouvrir le pays aux marchés internationaux et à créer des institutions étatiques conformes aux normes internationales. La formation de cet État distant de ses citoyens a perpétué la vulnérabilité économique et physique des Libériens et a permis le maintien du régime en place. Nous pouvons ainsi nous demander en quoi le Libéria est indicatif d'un nouveau mode de gouvernance décentralisé et ouvert au marché international ?

ACRONYMES

ACDL: *Association for Constitutional Democracy in Liberia*

AFL: *Armed Forces of Liberia*

CDC: *Congress for Democratic Change*

CÉDÉAO : *Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest*

CVR : *Commission Vérité et réconciliation*

ECOMOG: *L’Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group*

ECOWAS: *Economic Community of West African States*

GEMAP: *Liberia Governance and Economic Management Assistance Program*

IGNU: *Interim Government of National Unity*

INPFL: *Independent National Patriotic Front of Liberia*

MINUL: *Mission des Nations Unies au Libéria*

MODEL: *Movement for Democracy in Liberia*

MOJA: *Movement for Justice in Africa*

NPFL: *National Patriotic Front of Liberia*

PAL: *Progressive Alliance of Liberia*

PRC: *People’s Redemption Council*

RUF: *Revolutionnary United Front*

TWP: *True Whig Party*

UP: *Unity Party*

ANNEXES

Biographies des *warlords* et *technopols* étudiés :

Adolphus Dolo (alias Peanut Butter)

Fonction : *warlord*

Origine : Né dans les environs de Monrovia en 1963. Il a été élevé par un père qui aurait servi dans l'armée. (Dolo, 2008)

Éducation : Études secondaires dans le *county* de Sanniquellie, *Bachelor in economic and a BA in Sociology* de l'*University of Liberia*

Carrière politique: Entrepreneur et commerçant possédant plusieurs bars dans les années 80, *Head of the Nimba student crisis management committee* (1990), combattant au sein du INPFL durant l'été 1990, rejoint le NPFL en 1996, observateur au sein du *special security service* (SSS) pour le président Charles Taylor en 1999, il mène des unités de combats du NPFL pour défendre la ville de Ganta de 1999 à 2003 (Dolo, 2008). Après la guerre civile, il est élu en tant que sénateur pour le *county* de Nimba durant les élections de 2005 et se ralliera à l'UP (Gerdes, 2013). Il perd son poste durant les élections de 2011, mais reste un homme d'affaires prospère qui entretient de bonnes relations avec la présidente Johnson Sirleaf (Gerdes, 2013 ; Executive Mansion, 2016).

Alhaji G V. Kromah

Fonction : *technopol* et *warlord*

Origine : Né dans la ville de Monrovia le 11 février 1953, membre de l'ethnie des *mandingo*. Il a grandi avec sa mère dans le *county* de *Lofa*. Son père était l'ambassadeur du Libéria en Égypte. Son père perdra son poste durant une des purges du gouvernement de Tubman à cause de ses origines tribales et de ses possibles liens avec des mouvements socialistes (Kromah, 2008).

Éducation : *St-Patrick high school* (gradue en 1973), *bachelor* en droit, un *bachelor in economic*, *master degree in law international degree studies*, *master Degree in journalism* et un doctorat dans une matière inconnue à une université étatsunienne (notre manque de clarté est dû au caractère vague du témoignage de Kromah) (Kromah, 2008).

Carrière politique : Il est très impliqué dans la politique étudiante. Une fois ses études terminées, il rejoint le ministère de l'information en tant que *Cadet in the Press Bureau of the Ministry of Information*, puis *Chief of the Recording and Broadcast Section*, avant d'être finalement nommé *Head of the Public Affairs Division* et *Assistant minister for*

information (Kromah, 2008). Il devient ministre de communication sous le gouvernement de Samuel Doe qui le renvoie de son poste en 1984 à cause de ses critiques du régime (Kromah, 2008). En 1991, il devient le fondateur de *United Liberation Movement of Liberia for Democracy* (ULIMO) un groupe armé composé de soldats de l'AFL et de membres de la tribu *mandingo* et *krahn* réfugié en Sierra Leone. L'ULIMO sera le deuxième plus gros groupe armé après le NPFL, jusqu'à ce qu'il soit fracturé entre l'ULIMO — Kromah et l'ULIMO-Johnson. Kromah continuera de mener L'ULIMO-K jusqu'à l'élection de 1997 (Gerdes, 2013). Il fuit le Libéria à la fin de la guerre civile quand Charles Taylor gagne les élections de 1997 et ne joue plus de grand rôle dans la politique libérienne. Kromah est aujourd'hui professeur de communication à l'université de Monrovia.

Amos Sawyer

Fonction : *technopol*

Origine : Né le 15 juin 1945 dans la ville de Monrovia et fait partie d'une famille américano-libérienne très influente (Sawyer, 2008 a; Liebenow, 1987).

Éducation : un baccalauréat de l'*University of Liberia* (1966), une maîtrise de l'université du Northwestern university (États-Unis) (1970) et un doctorat en science politique du Northwestern University (1973) (Sawyer, 2008b).

Carrière politique : affilié au MOJA, candidat indépendant pour la mairie de Monrovia en 1979, *chairmair* du *Consitutional Commission* (1981), mit en prison sous le régime de Doe, après les élections frauduleuses de 1985 (Liebenow, 1987), membre du *the Association for Constitution and Democracy in Liberia* (ACDL) et aurait pu aider à la formation du NPFL (Boiley, 2009), président de l'IGNU entre 1990 et 1994 (Gerdes, 2013). Après le démantèlement du IGNU, Amos Sawyer se concentre sur sa carrière académique, mais revient sur le devant de la scène en 2005 pour aider à la campagne électorale de Johnson Sirleaf (Sawyer, 2008b).

Brownie Jeffrey Samukai, Jr

Fonction : *warlord* et *technopol*

Origine : Il est le fils de Brownie Jeffrey Samukai, Senior un homme qui aurait servi dans l'armée libérienne et étatsunienne dans les années 40 et 50, avant de travailler pour différentes fonctions administratives au sein du TWP. Samukai junior serait originaire du groupe ethnique des *Kissi* (Memory-of.com, 2009).

Éducation : *Bachelor of Science in Economics*, 1984, *University of Liberia*.; *Master of Science in Applied Economics* (Fulbright Scholarship), *The American University*, Washington, DC, 1990 (Republic of Liberia, 30 décembre 2017).

Carrière politique : AFL (retraite avec le rang de colonel) 1980-1991, chef de l'unité paramilitaire des *black berret* entre 1991 et 1994 pour le compte de l'IGNU, *Deputy Minister for Operations* 1994-1995, *Ministry of National Defense*, 1995-1997. *Deputy Minister for Administration*, *Ministry of State for Presidential Affairs* (1999–2000), *Security Officer*, *UN Department of Peacekeeping Operations*, East Timor (2000–2003), *Field Safety Advisor*, *UN High Commissioner for Refugees*, Kibando, Tanzania, *Field Security Coordinator Officer UN Development Programme*, Dar es Salaam, Tanzania (2003–2006), *Minister of National Defense* (2006 — à aujourd'hui) (Republic of Liberia, 30 décembre 2017; United States Institute of Peace, 2007).

Charles Brumskine

Fonction : *technopol*

Origine : Né le 27 avril 1951

Éducation: Baccalauréat en *Economic ; Business and Public administration*; *University of Liberia* (1970–1973); Baccalauréat en *general Law*, *University of Liberia* (1978–1981), *Master of Law*, *Corporate/Commercial Law*, *Dedman school of Law*, *Dallas Texas* (1981–1982) (Brumskine, 2018a)

Carrière politique : *Senior partner* pour la firme de droit *Brumskine and Associate* (1985 à nos jours). Une firme de droit qui opère au Libéria et aux États-Unis, Membre de *Liberty Party* en 1985 (LP), président de la chambre d'assemblée pour le sénat sous la présidence de Charles Taylor NPFL, candidat à la présidence pour les élections de 2005 et 2011. Après ses échecs électoraux, Charles Brumskine se concentre maintenant sur la gestion de son cabinet d'avocat et enseigne le droit à l'université du Libéria (Brumskine, 2018a).

Charles Taylor

Fonction : Warlord et technopol

Origine : Né en 1948 dans un petit village nommé Hartington, il est le fils d'une femme de la tribu des Gola et d'un Américano-Libérien qui, à l'origine, était un petit cultivateur de canne à sucre, mais qui réussit à devenir professeur et même juge par la suite (SCSL, 14 July 2009).

Éducation : *Rick's Institute* (école secondaire) (1963-1967). Il suit des cours par correspondance en comptabilité (1969-1970). Il suit des cours en comptabilité au *Chambarlain College* (1972-1974). Il obtient un baccalauréat en économie et

développement de *Beintley college* (1974-1976). Il suit des cours de maîtrise en *Organizing Development and Behaviors* au *New Hampshire College in Manchester* (1977-1980), mais interrompt ses études pour retourner au Libéria peu avant le coup de Samuel Doe (SCSL, 14-15-16 july,2009).

Carrière politique : Membre fondateur de l'*Union of Liberians Association in the Americas* (ULAA), développe des contacts avec le PAL durant ses études aux États-Unis (SCSL, 14 july,2009), *Director General* pour le *General Services Agency* (GSA) sous le gouvernement de Samuel Doe, Chef fondateur du NPFL la plus puissante faction armée du conflit, président du Libéria de 1997 à 2003 (Ellis, 1999 ; Gerdes, 2013). Aujourd'hui, Charles Taylor purge une peine de 50 ans de prison pour son rôle dans la guerre civile en Sierra Leone, mais continue à influencer la politique libérienne par le biais de son ex-femme Jewel Taylor (Carter, 2018 ; Gerdes, 2013).

Chea Cheapoo

Fonction : *technopol*, *warlord* (possible, mais pas confirmé)

Origine : né en 1942 au sein d'une famille indigène très pauvre de la tribu Ketiabo un sous-groupe de l'ethnie *grebo*. (Cheapoo,2008)

Éducation: *Uncle Isaac presbyterian school*, *Monrovia College*, *BWY* (pas claire) *highschool*, *North Carolina central Law School* baccalauréat en droit (fin des années 60), *NCC Law School* (Cheapoo,2008)

Carrière politique : *Economic officer at the State Department* (début des années 70). *Assistant minister of justice* (1970–1975). Il devient sénateur pour le Grand Gedeh county en achetant la position au prix de trois vaches (1975) (Cheapoo, 2008). Il est expulsé du sénat sur une formalité (Cheapoo, 2008). À la suite de cette expulsion, il décide de rejoindre le PAL où il joue un rôle crucial au sein de l'organisation (Cheapoo, 2008). Il est mis en prison, après les *rice riots* et n'est libéré qu'après le coup militaire de 1980. Après le coup, il se joint au gouvernement du PRC en tant que *minister of justice* et *attorney general* (Cheapoo, 2008). Il participe à des opérations militaires pour rétablir l'ordre et fera notamment fusiller 7 soldats pour indiscipline (Cheapoo, 2008). Il devient *Chief justice* pour le PRC en juillet 1987 et sera expulsé en décembre 1987 (Cheapoo, 2008). Durant la guerre civile, il un sera un des meneurs de la faction armée du LPC entre 1993 et 1994, mais on dispose de peu d'information sur son rôle dans le conflit (Gerdes, 2013). Il se présente aux élections de 1997 comme candidat pour le *Progressive People Party* (PPP). Il s'est présenté aux élections de 2011 aussi pour le PP, sans succès.

Fahnbulleh

Fonction : *technopol*

Origine : Né en 1949 et probablement membre d'une famille musulmane. Son père était un avocat et l'ambassadeur du Libéria au Kenya (Fahnbulleh, 2016).

Éducation: *Fourah Bay College in Sierra Leone* (1968–1971), *graduate degree in politics at Howard University*, *PhD in political philosophy and international affairs, George Washington University in Washington, D.C.* (1978) (Fahnbulleh, 2004; Fahnbulleh, 2016)

Carrière politique : Il débute sa carrière politique durant son passage à l'école secondaire où il s'intéresse aux idéologies marxistes et est choqué par les inégalités sociales qui marquent sa société (Fahnbulleh, 2016). Il sera mis en prison deux semaines en 1968 parce que son père avait été mis en prison pour avoir critiqué le régime (Fahnbulleh, 2016). En 1971, il entre pour la première fois en contact avec le MOJA par le biais d'Amos Sawyer qui finissait ses recherches pour son doctorat (Fahnbulleh, 2016). Au début de 1970, il va étudier aux États-Unis où il se familiarise avec les idéologies d'émancipation de la communauté africaine. Il retourne au Libéria en 1978 pour promouvoir des idéologies révolutionnaires à l'université du Libéria et se joint au MOJA. Il participe à la manifestation qui dégénère en *rice riots* (Fahnbulleh, 2016). Il rejoint le PRC en 1980 et devient ministre de l'Éducation (Fahnbulleh, 2016 ; Liebenow, 1987). Il fuit le Libéria en 1983 et participe au coup raté de 1985 (Fahnbulleh, 2016). Après l'échec du coup, il part en exil. Il rejoint l'IGNU en 1991 et il quitte l'IGNU en 1992 quand il apprend que les *black berrets* sont formés par l'ECOMOG (Fahnbulleh, 2016). Il participe aux élections de 1997 au côté de Johnson Sirleaf. Il revient au Libéria à la fin de la guerre civile et rejoint le gouvernement de l'UP de Johnson Sirleaf où il remplit le rôle de *National Security Advisor* (Fahnbulleh, 2016).

George Eutychianus Saigbe Boley

Fonction : *technopol* et *warlord*

Origine : Né le 7 décembre 1949 dans le village de Luo ou Putuma (source peu claire) membre de la tribu des Krahns. Son père serait un petit administrateur local qui travaillait pour le TWP (Boley, 2009).

Éducation : Étude secondaire au Rice Institute (1967-1969), Baccalauréat en science politique aux États-Unis (1970-1975), *degree in education* (aucune information sur où ou comment il a obtenu ce diplôme) (Boley, 2009).

Carrière politique : Après ses études, il devient *Assistant minister pour l'éducation ministry* (1978) et se rapproche du PAL et du MOJA. En mars 1980, il est arrêté par le TWP avec plusieurs autres *progressist* et aurait été torturé (Boley, 2009). Il est libéré en avril 1980 et rejoint le PRC en tant que *Minister of State*. Il participe aux combats contre Quiwomkpa

en 1985. En 1986, il quitte le gouvernement de Samuel Doe à la suite de nombreux désaccords. Il forme le Liberia Peace Council (LPC) un groupe composé de membres de l'AFL et de la diaspora libérienne à la fin des années 80 supposément pour obtenir une fin pacifique au conflit (Boley, 2009). Le LPC se transforme au début des années 90 en faction armée et jouera un rôle important entre 1993 et 1994, mais deviendra assez vite insignifiant (Boley, 2009 ; Gerdes, 2013). Après dissolution du LPC, Boley ne joue plus de rôle politique important au Libéria.

Jewel Ciane Howard Taylor

Fonction: *technopol*

Origine : née le 17 janvier 1963 dans le village de Zorzor situé dans le *county* de Bong (Taylor, 2018). Son père Moses Y. Howard et sa mère Nora Giddings-Howard travaillaient tous les deux à l'hôpital de Phebe où elle aurait grandi (Taylor, 2018). Selon sa biographie officielle, ses parents étaient connectés au chef Kerkula Giddings (Taylor, 2018).

Éducation : *College of West Africa* (CWA); baccalauréat en économie à l'université du Libéria, baccalauréat en droit du Louis Arthur Grimes School of Law (1997-2001), *University of Liberia Masters in Banking & Finance* du *American Institute of Banking, Master in Business Administration MBA — Finance* du *Cuttington University* (milieu des années 80) (Taylor, 2018).

Carrière politique : Première dame du Libéria de 1997 à 2003. Sous le gouvernement de Taylor, elle remplit le rôle de *Deputy Governor of the National Bank of Liberia*, *President of the Agriculture Cooperative and Development Bank* et *Mortgage Financing Underwriter of the First Union National Bank* (Taylor, 2018). Après son divorce avec Taylor en 2004, elle retourne au Libéria où elle arrive à s'imposer comme chef du *National People's Party* (NPP) de 2005 à nos jours. Elle réussit à être élue en tant que sénatrice pour le NPP dans le *county* de Bong en 2005 et 2011. Elle devient Vice-présidente du Libéria en 2017, à la suite de la victoire de George Weah.

Ellen Johnson Sirleaf

Fonction : *technopol*

Origine : Née en 1938 dans les environs de Monrovia d'un père avocat très influent et d'une mère qui a survécu grâce à du petit commerce. Johnson Sirleaf intégrera la communauté américano-libérienne grâce à son mariage avec James Sirleaf (Sirleaf, 2009).

Éducation : *College of West Africa* (CWA) 1956, *Madison College* étude en affaires (1962-1964), Maîtrise en administration publique à Harvard (1969-1971) (Sirleaf, 2009)

Carrière politique : employé pour le ministère des finances (1971-1973 ; 1975-1980), employé pour la banque Mondiale (1973-1975). Ministre de l'Économie (1979-1980). Candidate aux élections de 1985 et mise en prison après les élections à cause de son refus de reconnaître la victoire frauduleuse de Samuel Doe. Une fois libérée de prison, elle fonde aux États-Unis l'ACDL en 1986 et entre en collaboration avec le NPFL. Elle collabore avec le NPFL durant les premières années du conflit (SCSL, 22 July 2009; Sirleaf, 2009). Elle travaille aussi pour plusieurs acteurs internationaux durant son exil notamment comme *assistant administrator and director of the Regional Bureau for Africa and the United Nation Development Program* (1992-1997) (Sirleaf, 2009). Elle se présente comme candidate pour les élections de 1997 et est défaite par Charles Taylor. Elle revient sur le devant de la scène quand elle est nommée *Head of the Governance Commission Reform* par le gouvernement de transition (2003-2005). Elle remporte les élections de 2005 et devient la première présidente du Libéria et remportera aussi celle de 2011 (2005-2017). Elle mettra en place une série de réformes néo libérales pour consolider son pouvoir sur l'État libérien et pour attirer de l'aide internationale. Elle soutient le CDC de George Weah pour les élections de 2017 et est peu après expulsée de l'UP.

Joseph Nyumah Boakai

Fonction : *technopol*

Origine : Né le 30 novembre 1944 dans le village de Worsonga au sein d'une famille pauvre (Malakpa, 2016).

Éducation : College of West Africa (CWA) (1963–1967); baccalauréat en *Business Administration*, University of Liberia (1967—?); *advanced certificate in grain storage*, Kansas State university (1976), *advance management certificate*, Ghana Institute of Management and Public Administration (début des années 70) (Malakpa, 2016).

Carrière politique : À la fin de ses études, il rejoint le Liberia Produce Marketing Corporation (LPMC) où il joue un rôle actif au sein de l'administration et renforce ses réseaux d'influence (Malakpa, 2016). Sous le régime de Samuel Doe, il devient ministre de l'Agriculture entre 1983 et 1985 où il s'implique avec de nombreux programmes de recherches internationales sur l'agriculture (Malakpa, 2016). Il perd son ministère à cause de ses critiques du régime militaire. Il devient *managing director* du LPRC (Liberia Petroleum Refinery Corporate) pour l'IGNU en 1992. Il perd son poste au sein du LPRC, après seulement neuf mois en fonction. Il ne joue pas de rôle important durant la guerre civile, mais continue à remplir des contrats pour des acteurs internationaux comme la Banque mondiale (Boakai, 2016). À la fin de la guerre civile, il aide à la victoire électorale de Johnson Sirleaf durant les élections de 2005. Grâce à cette aide, il devient vice-président de l'UP de 2005 à 2017. Il est candidat pour les élections présidentielles de 2017 où il perd contre George Weah.

Moses Zeh Blah

Fonction : *warlord*

Origine : Né dans le village de Tapita le 18 avril 1947. Son père était un fermier assez pauvre. (SCSL,16 may,2009)

Éducation : *Tapita public school*, école primaire et secondaire (1958-1967), *Liberian-American-Swedish Mining Company (LAMCO) vocational school*, étude en mécanique (1974-1977), étude en langues (français, anglais et allemand) à *Colonanaden Institute* (Hambourg) (1978-1980) (SCSL,16 may,2009)

Carrière politique : Il travaille au *bureau of reacquisition* (début des années 80) sous le PRC. Il fuit le Libéria et collabore avec les organisateurs du coup raté de 1985. Rejoins le NPFL en 1986 et participe aux formations militaires en Libye (SCSL,14 may,2008). Il joue surtout un rôle de soutien logistique au NPFL à cause de ses problèmes de cœur qui limite sa capacité militaire durant les premiers mois de la guerre. Il remplit la fonction *Inspector General* pour le NPFL avec la mission de recommander de punir les responsables de crimes contre les civils, sauf pour certaines unités qui sont directement soumises à Charles Taylor (1990-1997) (SCSL,14 may,2008). Diplomate du Libéria en Libye (1997-2000) (SCSL,14–15 may,2008). Vice-président pour le gouvernement de Charles Taylor (2000-2003) Président intérimaire du Libéria entre août et octobre 2003 (SCSL,14 may,2008). Après la fin de son poste de président intérimaire, il ne jouera plus de rôle politique au Libéria et décédera de problèmes cardiaques qu'il avait depuis sa jeunesse.

Prince Johnson

Fonction : *warlord*

Origine : Prince Johnson est né en 1952 dans le village de Tapeta, dans le *County* de *Nimba* (Johnson, 2008).

Éducation : Formation militaire au sein de l'AFL, entraînement à la guérilla en Libye et formation évangélique au Nigéria. (Ellis, 1999 ; Johnson, 2008)

Carrière politique : Simple soldat au sein de l'AFL entre 1974 et 1980. Participe au coup raté de 1985 au côté de Quiwonkpa. Il fuit en Libye où il rejoint les premiers éléments du NPFL pour être entraîné à la guerre révolutionnaire entre 1986 et 1989. En 1989, il fait cession du NPFL pour former l'INPFL. Il assassine Samuel Doe en 1990, alors que Monrovia est encerclé par le NPFL. Il fuit le Libéria après l'élimination de l'INPFL en 1992 (Ellis,1999). Il revient au Libéria en 2005, où il arrive à être élu en tant que sénateur pour le *county* de Nimba (Gerdes, 2013). Depuis cette victoire, Prince Johnson continue à jouer un rôle important dans la politique libérienne à cause de son emprise sur le *county* de Nimba et son rôle de sénateur (Gerdes, 2013).

Joshua Milton Blahyi (alias Butt naked)

Fonction : *warlord*

Origine : Né le 30 septembre 1971 et affirme être membre de la tribu *krahn* de la sous-tribu des *sapo*.

Éducation : Éducation traditionnelle de certains chefs shamans (non confirmé). (Blahyi, 2008)

Carrière politique : Il sert en tant que shaman guerrier pour les forces de l'ULIMO, puis de l'ULIMO-J. Il quitte l'ULIMO-J en 1996 et devient prêcheur évangélique (Bahyi, 2008, Vice, 2012). Revient sur le devant de la scène politique libérienne durant son témoignage devant la CVR où il reconnaît avoir commis de nombreux crimes d'ont le cannibalisme et des sacrifices humains (TRC, 2009). Ses excuses publiques et son ONG pour aider des ex-miliciens, lui permettent d'obtenir de l'aide internationale et d'accueillir de nombreux journaux internationaux (Tabor, 2016).

BIBLIOGRAPHIE

Sources Secondaires :

ANDERS Gerhard (2012). « Bigmanity and international criminal justice in Sierra Leone », in UTAS, Mats et collab. *African Conflicts and informal Power: Big men and networks*, London:New-York, The Nordic African Institute, p.158-180

ARMSTRONG, Garry (2007). *The global footballer and the local war-zone: George Weah and transnational networks in Liberia, West Africa*, UK, Middlesex, School of Sport and Education, Vol.7 (2), p.230-247

BABO, Alfred, DROZ, Yvan (2008). *Conflits fonciers : de l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire*, Cahiers d'Études Africaines, Vol.48 (192), p.741-763

BACZKO, Adam, DORRONSORO, Gilles (2017). *Pour une approche sociologique des guerres civiles*, Revue française de science politique, (Vol. 67), p. 309-327

BAYART, Jean-François (1985). *L'État au Cameroun*, Presses de Sciences Po, « Références », 348 p.

BAYART, Jean-François (1989). *L'État en Afrique : La politique du ventre*, Mesnil-sur-l'Estrée, Fayard, 439 p.

BAYART, Jean-François (2000). *Africa in the World a History of extraversion*, African affair 99, no. 395, p.217-267

BANÉGAS, Richard (2010). « Génération « guerriers » ? Violence et subjectivation politique des jeunes miliciens en Côte d'Ivoire » dans DUCLOS, Nathalie et collab. *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, p.359 à 397

BERLATSKY, Noah (dir.) (2014). *Liberia: Genocide and Persecution*, Greenhaven press: Farmington Hills, 207 p.

BJØRKHAUG, Ingunn, BØÅS, Morten and KEBEDE, Tewodros (2017). *Displacement, Belonging, and Land Rights in Grand Gedeh, Liberia: Almost at Home Abroad?*, African Studies Review, Volume 60, Number 3, p. 59–79

BØÅS, Morten et UTAS, Marten (2014). *The Political Landscape of Postwar Liberia: Reflections on National Reconciliation and Elections*, Africa Today, Vol.60 (4). p.47-65

BOCKSTAEL, Steven van (2014). *The persistence of informality: Perspectives on the future of artisanal mining in Liberia*, Futures Vol.62, p.10-20

BOLTANSKI, Luc (1982). *Les cadres : la formation d'un groupe social.*, Editions de minuit, Paris, 523 p.

BOTTE, Roger (2002). *Économies trafiquantes et mondialisation : La voie africaine vers le « développement » ?*, Politique africaine, n.88, p.131-150

BROTTEM, Leif, UNRUH, Jon (2009). *Territorial Tensions: Rainforest Conservation, Postconflict Recovery, and Land Tenure in Liberia*, Annals of the Association of American Geographers: Geographies of Peace and Armed Conflict, Vol. 99, No. 5, p.995-1002

BRUBACKER, Rogers (2001). *Au-delà de l'identité*, Actes de la Recherche en Sciences Sociales, vol.139. p. 66-85

BURR, Larsten (2007). *Reordering Society: Vigilantism and Expression of Sovereignty in Port Elizabeth's Township*, in LUND, Christian (edit.) et collab, *Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa*, Blackwell Publishig ltd, Malden:Oxford:Carleton (Australia), p.61-82

CAMAU, Michel et MASSARDIER, Gilles (dir.) (2009). « Introduction; Revisiter les régimes politiques » dans, CAMAU, Michel et MASSARDIER, Gilles, *Démocratie et Autoritarisme Fragmentation et Hybrisation des régimes*, Karthala, Paris, p.7-39

CHRISTENSEN, Maya, UTAS, Mats (2008). *Mercenaries of Democracy:the «Politricks» of Remobilized Combatants in the 2007 General Elections, Sierra Leone*, African Affairs, Vol.107 (429). p.515-539

CORRIVEAU-BOURQUE, Alexandre (2010). *Confusions and Palava: The Logic of Land Encroachment in Lofa County, Liberia*, Canadian Journal of Development Studies, Volume 31:1–2, p.27-48

COULTER, Chris (2009). *Bush Wives and Girl Soldiers: Women's Lives Through War and Peace in Sierra Leone*, Ithaca: London, Cornell University press, 289 p.

DEZALAY, Yves et GARTH, Bryant (2002). *La mondialisation des guerres de palais : La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine. Entre notables du droit et « Chicago boys »*, Saint Armand-Montron, Seuil : University of Chicago press, 504 p.

DAHL, Robert(1961). *Who Governs?*, New Haven, Yale University Press, 355 p.

DAHL, Robert (1971). *Polyarchy*, New Haven: London Yale University Press, 257 p.

DEBOS, Marielle (2013). *Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerres*, Karthala, Paris, 256 p.

DELPY, Pierre-Marie (2015). *La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale*, édition de la Sorbonne, p. 263-274

DE WALL, Alex (2014). *When kleptocracy becomes insolvent: Brute causes of the civil war in South Sudan*, African Affairs, Vol. 113 (452), p.347-369

DOMINGUEZ, Jorge (1996). *Technopols: Freeing Politics and Markets in Latin America in the 1990's*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 287p.

DRISCOLL, Jesse (2015). «Warlord Coalitions and Militia Politics», in *Warlords and Coalition Politics in Post-Soviet States*, Cambridge, Cambridge University Press, ch.4, p.85-122.

- DUVEYSTEYN, Isabelle, (2014). «Contemporary War: Ethnic conflict, Resource Conflict, or Something «Else? », in BERLATSKY, Noah (dir.), *Liberia, Genocide and Persecution*, Greenhaven press/Farmington Hills, Chapter 2, section 2, p.82-93
- ELLIS, Stephen (1999). *The mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, New York, New York University Press, 349p.
- FERGUSSON, James, LOHMANN, Larry (1994). *The anti-politics machine: “development» and bureaucratic power in Lesotho*, The Ecologist, p. 1 à 10.
- FAHNBULLEH, Boima (2004). *Across the Landscape: Selected Political Writings and Speeches on Liberia-1978-2001*, Universal Publisher, 386 p.
- GENIEYS, William (2011). *Sociologie politique des élites*, Armand Colin, Paris, 368 p.
- GERDES, Felix (2013). *Civil War and State Formation: The Political Economy of War and Peace in Liberia*, Campus, Francfort, 291 p.
- GERDES, Felix (2015). *The Interplay of Domestic Legitimation and Foreign Relations: Contrasting Charles Taylor and Ellen Johnson Sirleaf of Liberia*, Civil Wars, Vol. 17, No. 4, Hamburg, p.446–464
- GERSHONI, Yekutie (1985). *Black colonialism: the Americo-Liberian struggle for the Hinterland*, Westview Press, Boulder, 134 p.
- GILFOY, Kieran (2015). *Land Grabbing and NGO Advocacy in Liberia: a Deconstruction of the «Homogeneous Community»*, African Affairs, 114/455, p.185-205
- HARRIS, David (2006). *Liberia 2005: an unusual African post-conflict election*, Modern African Studies, Vol.44 (3), Cambridge, p. 375–395
- HARRIS, David (2012). *Civil war and democracy in West Africa: conflict resolution, elections and justice in Sierra Leone and Liberia*, Tauris, London, 295p.
- HARRIS, David et LEWIZ, Tereza (2013). *Liberia in 2011: still ploughing its own democratic furrow?*, Commonwealth & Comparative Politics, Vol.5, No.1, p.76-96
- HAZEN, Jennifer (2013). *What rebels want: resources and supply networks in wartime*, Ithaca: Cornell University Press, 194 p.
- HENSELL, Stephan, GERDES, Félix (2017). *Exit From War: The Transformation of Warlords into post-war Elites*, Security Dialogue, Vol.48 (2), Hamburg, p.168-184
- HERMET, Guy;KAZANCIGIL, Ali et PRUD’HOMME, Jean-François (2005). *La gouvernance. Un concept et ses applications*. Editions Karthala, « Recherches internationales », 232 pages.
- HIBOU, Béatrice (1998). *Retrait ou redéploiement de l’État ?*, Critique internationale, n° 1, p.151-168
- HIBOU, Béatrice (1999). *La « décharge », nouvel interventionnisme*, Politique africaine, n° 78, p.6 à 15

- HOJBJERG, Christian Kordt et NDZESOP, Ibrahim (2008). *Le « Master General » et Madame le Maire : l'émergence d'un ordre de gouvernance dans l'hinterland libérien*, Politique africaine, N° 111, p. 69-89.
- HOFFMAN, Danny (2011). *The war machines young men and violence in Sierra Leone and Liberia*, Durham, Duke university press, 295 p.
- HOFFMAN, Danny (2016). *A Crouching Village: Ebola and the Empty Gestures of Quarantine in Monrovia*, City and Society, Vol. 28, Issue 2, p. 246–264
- HOFFMAN, Danny (2017). *Monrovia modern: urban and political imagination in Liberia*, Durham, Duke University Press, 205 p.
- HUANG, Lee Roger (2013). *Re-thinking Myanmar's political regime: military rule in Myanmar and implications for current reforms*, Contemporary politics, Vol. 19, No. 3, p.247–261
- HUGH, Lindsay (2009). *Adoption in the Roman world*, Cambridge/New-York, Cambridge university press, 258 p.
- IHL, Olivier (2012). *Objetividad de Estado. Sur la science de gouvernement des Chicago Boys dans le Chili de Pinochet*, Revue internationale de politique comparée, Vol.19 (3). p.67-88
- INTERNATIONAL MONETARY FUND (2008). *Liberia: Poverty Reduction Strategy Paper*, IMF Country Report No. 08/219, Washington, 192.p
- JERVEN, Morten (2015). *Africa Why Economists get it wrong*, London, Zed book/International African Institute Royal African Society World Peace Foundation, 173p.
- JOIGNANT, Alfredo (2012). *La raison d'État. Usages politiques du savoir et gouvernement « scientifique » des technopols au Chili (1990-1994)*. Revue internationale de politique comparée, vol. 19 (3). p.89-125
- LA SERNA, Miguel (2012). *The Corner of the Living: Ayacucho on the Eve of the Shining Path Insurgency*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 268 p.
- LEFRANC, Sandrine (2002). *Politiques du pardon*, Paris, Imprimerie des Presses Universitaires de France, 367 p.
- LEMERCIER, Claire, PICARD, Emmanuelle (2012). « Quelle approche prosopographique ? », dans Philippe Nabonnand et Laurent Rollet (éd.), *Les uns et les autres... Biographie et prosopographie en histoire des sciences*. Presses universitaires de Nancy Nancy, p.605-630.
- LEWIS, Pyeson (1977). « *Who the Guys Were* »: *Prosopography in the History of Science*, Cambridge, History of Science, Vol.15, Issue 3, p. 155–188
- LIEBENOW, Gus (1969). *Liberia: the evolution of privilege*, Ithaca: Cornell University Press, 247 p.
- LIEBENOW, Gus (1987). *Liberia: the quest for democracy*, Bloomington: Indiana University Press, 336 p.
- LOMBARD, Louisa (2012). *Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine*, Politique africaine, (N° 125). p. 189-208

- LOMBARD, Louisa (2016). *The threat of rebellion: claiming entitled personhood in Central Africa*, Journal of Royal Anthropological Institute, Vol.22 (3). p.522-569
- LOMBARD, Louisa (2016 b). *Threat economies and armed conservation in northeastern Central African Republic*, Geoforum, Vol.69, p.218-226
- LOWENKOPF, Martin (1976). *Politics in Liberia: the conservative road to development*, Hoover Institution Press, Standford, 237 p.
- MACKINLAY, John (2000). *Defining warlords*, International Peacekeeping, Vol.7, Issue 1, p.48-62
- MALAKPA, Sakui (2016). *From Foya to the Capitol, His Excellency Joseph Nyuma Boakai Sr., Vice President of the Republic of Liberia*, Africana Homestead Legacy Publisher, New-Jersey, 229 p.
- MANNING, Carrie, THEMNER, Anders (2017). «Discourses of peace and fear: The electoral navigation of Sekou Conneh and Prince Johnson in post-war Liberia», in THEMNER, Anders (edit.) et collab. *Warlords democrats in Africa:ex-military leaders and electoral politics*, Zed books, London, Chapter 3, p.95-120
- M'CORMACK, Freida Ibiduni (2017). *Traditional Justice Mechanisms in Liberia*, Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN, réf. du 18 juin 2018, <http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2017/01/Traditionnal-justice-mechanisms-in-Liberia.pdf>.
- MILANI, Mohsen (1994). *The Making of Iran's Islamic Revolution: From Monarchy To Islamic Republic*, Routledge, New-York, 268 p.
- MILLS,C, Wright (1959), *The Power Elite*, Oxford University Press, London, 423 p.
- NEUMANN, Hannah et WINCKLER, Joel Gwyn (2013). *When Critique is Framed as Resistance: How the International Intervention in Liberia Fails to Integrate Alternative Concepts and Constructive Criticism*, International Peacekeeping, Vol.20, No.5, p. 618–635
- ONOMA, Ato Kwamena (2014). *Transition Regimes and Security Sector Reforms in Sierra Leone and Liberia*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, p.136-153
- OMEJE, Kenneth (2009). *War to Peace Transition: Conflict intervention and Peacebuilding in Liberia*, University Press of America Inc., Lanham:Plymouth, 239 p.
- PACZYNSKA, Agnieszka (2016). *Liberia rising? Foreign direct investment, persistent inequalities and political tensions*, School for Conflict Analysis and Resolution, Arlington, p.297-316f
- PAILEY, Robtel Neajai (2017). *Liberia, Ebola and The Pitfalls of State-Building: Reimagining Domestic and Diasporic Public Authority*, African Affairs, p.648–670
- PAILEY, Robtel, Neajai, HARRIS, David (2017). *Liberia's run-up to 2017: continuity and change in a long history of electoral politics*, Review of African Political Economy, Oxford, vol. 44, no. 152, p.322–335

- PARROT, David (2012). *The Business of War*, Cambridge University Press, 429 p.
- PERSSON, Marian (2012). «Demobilized or Remobilized? Lingered Rebel Structures in post-war Liberia», dans UTAS, Mats (dir.) et collab., *African Conflicts and informal Power: Big men and networks*, London:New-York, The Nordic Africa Institute, p.101-118
- PINAUD, Clémence (2014). *South Sudan: Civil war, predation and the making of a military aristocracy*, African Affairs, Vol. 113 (451), p.192-211
- PODDER, Sukanya (2013). *Bridging the "Conceptual-Contextual" Divide: Security Sector Reform in Liberia and UNMIL Transition*, Journal of Intervention and Statebuilding, Vol. 7, No. 3, p.353-380
- PODDER, Sukanya (2014). *The Power in-between: Youth's Subaltern Agency and the Post-Conflict Everyday*, Peacebuilding, Shrivenham:Wiltshire, Vol. 3, No. 1, p.36-57
- RENO, William (1999). *Warlord Politics in African States*, Lynne Rienner Publisher Inc., London:Boulder, 257 p.
- RENO, William (2000). «Shadow States and the Political Economy of Civil Wars », dans MATS Berdal, MALONE, David et collab. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Lynne Rienner, London:Boulder, p.43-67
- RENO, William (2008). *Anti-corruption Efforts in Liberia: Are they Aimed at the Right Targets?*, International Peacekeeping, vol. 15, No. 3, p.387-404
- REPUBLIC OF LIBERIA (2008). *Civil Service Reform Strategy (2008–2011): «Smaller Government, Better Service»*, Civil Service Agency (CSA), Monrovia, Liberia, 98 p.
- RICON, Jairo Munive (2010). *Ex-combatants, Returnees, Land and Conflict in Liberia*, Danish Institute for International Studies (DIIS). Copenhagen, p.1-24
- ROUQUIÉ, Alain (1992). *Guerres et paix en Amérique centrale*, Seuil, Paris, 407 p.
- SAWYER, Amos (2008b). *Emerging Patterns in Liberia's Post-Conflict Politics: Observations from the 2005 Elections*, African Affairs 107, no. 427, p.177-199
- SHEPLER, Susan (2017). *"We Know Who is Eating the Ebola Money!": Corruption, the State, and the Ebola Response*, Anthropological Quarterly, Volume 90, Number 2, p. 451–473
- SIRLEAF, Johnson (2009). *This Child Will Be Great: Memoir of a Remarkable Life by Africa's First Woman President*, HarperCollins, New York, 384 p.
- THEMNÉR, Anders (2013). *A Leap of Faith: When and How Ex-Combatants Resort to Violence*, Security Studies, vol.22, p.295-329
- THEMNÉR, Anders (2017). «Introduction: Warlords democrats: wartime investments, democratic returns? », in THEMNÉR, Anders (edit.) et collab. *Warlords democrats in Africa: ex-military leaders and electoral politics*, Zed books, London, p.1-40
- THEMNÉR, Anders (2018). *Commanding abuse or abusing command? Ex-command structures and drugs in Liberia*, Third World Thematics: A TWQ Journal, p.1-18

TILLY, Charles (2000). *La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé*, Politix, numéro 49, p. 97-117

TILLY, Charles (2003). *The politics of collective violence*, Cambridge University Press, Cambridge: New York, 276 p.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE (2017). *Liberia 2017 Human Rights Report*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 36 p.

URCUN, Aude, RENOU, Yvan et PLAUCHU, Vincent (2010). *Gouvernance « non souveraine » et régulation des services de l'eau à Monrovia (Liberia)*. Revue Tiers Monde, (n° 203). p.159 - 180

UTAS, Mats (dir.) (2012). «Introduction: Bigmanity and network governance in African conflicts» dans UTAS, Mats (dir.) et collab., *African Conflicts and informal Power: Big men and networks*, The Nordic African Institute, London: New-York, p.1-31

VLASSENROOT, Koen (2008). « Négocier et contester l'ordre public dans l'Est de la République du Congo » dans BANÉGAS, Richard et collab. *Gouverner entre guerre et paix*, Politique Africaine, Paris, Vol. N 111, p. 44-67

WANZ, Zhengxu, ZENG, Jinghan (2016). *Xi Jinping: the game changer of Chinese elite politics?*, Contemporary Politics, Vol. 22, No. 4, p.469-486

WEAH, Aron (2012). *Hopes and Uncertainties: Liberia's Journey to End Impunity*, The International Journal of Transitional Justice, Vol. 6, p.331-343

WILÉN, Nina (2011). *Entre souveraineté copartagée et coopération conditionnelle : le GEMAP au Libéria*, Études internationales, vol. 42, n° 2, p. 159-177

WOLF, Sonja (2009). *Subverting Democracy: Elite Rule and the Limits to Political Participation in Post-War El Salvador*, Cambridge University Press, Vol. 41, 429–465

YCAZA, Carla (2013). *A Search for Truth: A Critical Analysis of the Liberian Truth and Reconciliation Commission*, Human Rights Review, Vol.14 (3). p.189-212

Sources primaires :

ALLAFRICA (2012). *Liberia : Gongloe Calls for Ellen's Resignation*, réf. du 5 octobre 2018

<https://allafrica.com/stories/201211260330.html>

ALLAFRICA (2011). *Liberia: Tense Standoff Between Opposition Party and Police*, réf. du 5 octobre 2018

<https://allafrica.com/stories/201111071389.html>

BLAHYI, Joseph (2008). *Monrovia : Day 5*, réf. du 10 octobre 2017

<https://web.archive.org/web/20170427234227/http://trcofliberia.org/transcripts/7>

BOAKAI, Joseph (2018). *Joseph Nyuma Boakai, Vice President: Republic of Liberia*, réf. du 12 décembre 2018

<http://josephboakai.com/biography/>

BROOKS, Cholo (2017). *Supreme Court Denies Unity Party Vote Delay*, GNN Liberia, réf. du 24 février 2018

<http://gnnliberia.com/2017/12/22/supreme-court-denies-unity-party-vote-delay/?pr=55414&lang=fr>

BROOKS, Cholo (2018). *GNN Liberia, ALP Wants President Sirleaf Probe, Calls for Resignation and Ban of NEC Chair, Two Officials From Leaving Liberia*, réf. du 5 octobre 2018

<http://gnnliberia.com/2017/11/25/alp-wants-president-sirleaf-investigated-calls-resignation-ban-nec-officials-leaving-liberia/>

BRUMSKINE, Charles (2018). *Charles Walker Brumskine*, LinkedIn, réf. du 12 décembre 2018

<https://www.linkedin.com/in/charles-walker-brumskine-5122996/>

BUTTY, James (2013). *Liberian Talk Show Host Calls for President's Resignation*, VOANEWS, réf. du 5 octobre 2018

<https://www.voanews.com/a/liberia-president-should-resign/1580318.html>

CARTER, Burgess (2017). « *Definitely I Spoke With Charles Taylor* », réf. du 30 mai 2018

<https://www.liberianobserver.com/news/definitely-i-spoke-with-charles-taylor/>

CARTER, Burgess (2018). *Senators Support Election of Superintendents, Mayors but ...*, réf. du 5 octobre 2018

<https://www.liberianobserver.com/news/senators-favor-election-of-supts-mayors-but-want-criteria-for-cities-creation/>

COHEN, Neal P., MOHANK, Charles, WOIWOR, Kpedee, WHAWHEN, James, DABOH, Sheku SNELBECKE, David (2010). *An Evaluation of USAID/Liberia's GEMAP Activities (The Governance and Economic Management Assistance Program)*

DAILY OBSERVER (2013). *If you don't want any troubles*, réf. 10 janvier 2018

<https://www.liberianobserver.com/news/security/if-you-dont-want-any-trouble/>

DAVIS, Abednego (2018). *Ellen « Not Part of Lawsuit » against Boakai, UP, Says Piah*, Daily Observer, réf. du 24 février 2018

<https://www.liberianobserver.com/news/ellen-withdraws-from-law-suit-against-boakai-up/>

DAVIS, Abednego (2018). « *Ellen Instructed Me* », Daily Observer, réf. du 25 septembre

https://www.liberianobserver.com/news/ellen-instructed-me/?utm_campaign=coschedule&utm_source=twitter&utm_medium=libobserver&utm_content=%E2%80%98Ellen%20Instructed%20Me%27

FPA (2018). *Liberian Government Suddenly Summersaults on Missing Billions after Freeze on Foreign Reserve*, Front Page Africa, réf. du 3 octobre 2018

<https://frontpageafricaonline.com/business/economy/liberia-govts-new-narrative-in-missing-billions-saga-creates-suspicions/>

TAYLOR, Jewel (2018). *Autobiography Of Vice President Chief Dr. Jewel Howard-Taylor*, Executive Mansion, réf. du 2 octobre 2018

<https://www.emansion.gov.lr/2content.php?sub=25&related=20&third=25&pg=sp>

GENOWAY, Edwin (2017). *Defense Minister Says US \$20 M Paid to Disgruntle Ex-Liberian Soldiers, Widows*, Front Page Africa (FPA). réf. du 20 décembre 2017

<https://frontpageafricaonline.com/index.php/news/4617-defense-minister-says-us-20m-paid-to-disgruntle-ex-liberian-soldiers-widows>

GRAY, Josephus Moses (2004). *Prince Johnson Complains of Assassination Plot, Goes Into Hiding*, The Perspective, réf. du 5 avril 2018

<http://www.theperspective.org/2004/apri/princejohnson.html>

HARMON, William (2018). *Is the Presidency Outsourced?*, réf. du 30 mai 2018

<https://www.liberianobserver.com/news/is-the-presidency-outsourced/>

JACKSON, Omari(2018). *France Pledge 10M Euros to Liberia*, Daily Observer, réf. du 23 février 2018

<https://www.liberianobserver.com/news/france-pledges-10m-euros-to-liberia/>

JACKSON, Omari(2018). « *Missing* » L \$16 billion : *Who is Telling the Truth?*, Daily Observer, réf. du 25 septembre 2018

[https://www.liberianobserver.com/news/missing-l16-billion-who-is-telling-the-truth/?utm_campaign=coschedule&utm_source=twitter&utm_medium=libobserver&utm_content=%27Missing%27%20L\\$16%20billion:%20Who%20is%20Telling%20the%20Truth%3F](https://www.liberianobserver.com/news/missing-l16-billion-who-is-telling-the-truth/?utm_campaign=coschedule&utm_source=twitter&utm_medium=libobserver&utm_content=%27Missing%27%20L$16%20billion:%20Who%20is%20Telling%20the%20Truth%3F)

JARKLOH, Bill (2009). *What Kills General Charles Julu*, réf. du 23 mars 2018

<http://panwhanpen.blogspot.ca/2009/10/what-kills-general-charles-julu.html>

LENNART, Doodoo (2017). *U.S. Investigators in Liberia Gathering Evidence on Prince Johnson's Alleged Murder of American Woman*, Front Page Africa (FPA). réf. du 20 décembre 2017

<http://frontpageafricaonline.com/news/2016news/u-s-investigators-in-liberia-gathering-evidence-on-prince-johnson-s-alleged-murder-of-american-woman/>

MACDOUGALL, Clair (2012). *Life After Charles Taylor: Senator Jewel Howard Taylor Moves On*, Newsweek, réf. du 2 octobre 2018

<https://www.newsweek.com/life-after-charles-taylor-senator-jewel-howard-taylor-moves-64943>

MACDOUGALL, Clair (2014). *Too small to succeed? Liberia's new army comes of age*, Aljazeera, réf. du 20 avril 2017

<http://america.aljazeera.com/articles/2014/3/4/too-small-to-succeedliberiasnewarmycomesofage.html>

MEMORY-OF.COM, Hon.Brownie Samukai, Sr. (1914-2009). réf. du 10 décembre 2018, <http://brownie-samukai-sr.memory-of.com/tributes.aspx>

REPUBLIC OF LIBERIA. *Ministry of Agriculture*, réf. du 1^{er} janvier 2018
<http://www.moa.gov.lr/>

REPUBLIC OF LIBERIA. *Government Ministries*, réf. du 8 janvier 2017
<http://www.mofa.gov.lr/public2/2content.php?sub=184&related=9&third=184&pg=sp&pt=Ministries>

REPUBLIC OF LIBERIA. *Ministry of National Defense: force for good*, réf. du 30 décembre 2017
<http://mod.gov.lr/>

RICHARD, Florence (2018). *Jewel Howard-Taylor : portrait de la nouvelle vice-présidente du Liberia*, France 24, réf. du 30 mai 2018
<http://www.france24.com/fr/20180106-liberia-portrait-jewel-howard-taylor-vice-presidente-weah-georges-charles-guerre-civile>

ROUSE, Lucinda (2017). *Jewel Howard-Taylor on war, Weah and her agenda, Jewel Howard-Taylor on her ex-husband Charles Taylor, Ellen Johnson Sirleaf, George Weah and her agenda for Liberia*, réf. du 2 octobre 2018
<https://www.aljazeera.com/news/2017/12/jewel-howard-taylor-war-weah-agenda-171203123625177.html>

SIEH, Rodney (2017). *Arrest Warrant Issued For Weah in the U.S.: May 11 Hearing Set*, réf. du 5 février 2018
<https://www.frontpageafricaonline.com/index.php/politics/611-arrest-warrant-issued-for-weah-in-the-u-s-may-11-hearing-set>

THE SPECIAL COURT FOR SIERRA LEONE (SCSL) (14 may 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p. 9745–9890

SCSL (15 may 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p. 9891–10034

SCSL (16 may 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p.10035-10099

SCSL (14 july 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p. 24,324-, 24,456

SCSL (15, july 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p. 24,457-, 24,589

SCSL (16, july 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p. 24590–24719

SCSL (22, july 2009). *The Prosecutor of the Special Court v. Charles Ghankay Taylor*, Freetown/the Hague, Case No. SCSL-2003-01-T, p. 24968–25080

SIRLEAF, Johnson (2006). *Inaugural Address of H.E. ELLEN JOHNSON SIRLEAF*, réf. du 17 septembre 2018

http://www.pul.org.lr/doc/Inaugural%20Address%20of%20President%20Ellen%20Johnson%20Sirleaf_16%20January%202006.pdf

SMITH, Joanna (2016). «Culture can be a challenge»: Trudeau's Liberia visit champions equality rights: Nobel winner Ellen Johnson Sirleaf's presidency doesn't necessarily mean women fully empowered, CBC, réf. du 17 septembre 2018

<https://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-liberia-thursday-1.3865308>

TABOR, Damon (2016). *The Greater the Sinner: A Liberian warlord's unlikely path to forgiveness*, The New Yorker, réf. du 16 mai 2018

<https://www.newyorker.com/magazine/2016/03/14/general-butt-naked-the-repentant-warlord>

THE GUARDIAN (2009). *Taylor's son sentenced in US for torture in Liberia: Charles "Chuckie" Taylor Jr was sentenced to 97 years for leading attacks against those opposed to his father's rule*, réf. du 30 décembre 2017,

<https://www.theguardian.com/world/2009/jan/09/charles-taylor-jr-torture-liberia>

THE GUARDIAN (2018). *Ellen Johnson Sirleaf, Liberia's outgoing president, expelled by party*, réf. du 3 octobre 2018

<https://www.theguardian.com/world/2018/jan/14/ellen-johnson-sirleaf-liberia-outgoing-president-expelled-unity-party>

THE TRUTH BREAKFAST SHOW (TBS) (2014). *Dr Sawyers tells the Tale of April 14*, réf. du 30 décembre 2017

<https://www.youtube.com/watch?v=xfKjJzaoLpA&t=4s>

THE WHITE HOUSE (2006). *Guest List for the Luncheon in Honor of the Visit of Liberian President Ellen Johnson Sirleaf*, réf. du 13 décembre 2018

<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/03/20060321-1.html>

TOWEH, Alphonso (2017). *Fraud probe to delay Liberia election run-off: election commission*, Reuter, réf. du 24 février 2018

<https://www.reuters.com/article/us-liberia-election/fraud-probe-to-delay-liberia-election-run-off-election-commission-idUSKBN1D31YI>

UNITED STATES INSTITUTE OF PEACE (2007). *A Discussion with Liberia's Defense Minister, Brownie J. Samukai, Jr*, réf. du 30 décembre 2017

<https://www.usip.org/events/discussion-liberias-defense-minister-brownie-j-samukai-jr>

WEAH, George (2018). *Liberia : President George Weah's inauguration speech*, The Patriotic Vanguard, réf. du 17 septembre 2018,

www.thepatrioticvanguard.com/liberia-president-george-weah-s-inauguration-speech

WEBMASTER ADMIN (2018). *Ellen Brands Weah « Wicked, Impugment » for Treating Her Unfairly*, Daily Observer, réf. du 25 septembre 2018

https://www.liberianobserver.com/news/ellen-brands-weah-wicked-impugment-for-treating-her-unfairly/?utm_campaign=coschedule&utm_source=twitter&utm_medium=libobserver&utm_content=Ellen%20Brands%20Weah%20%27Wicked,%20Impugment%27%20for%20Treating%20Her%20Unfairly

WIAKANTY, Simeon (2018). « *Liberia Needs More Technicians in Its Industrial Sector* », réf. du 4 octobre 2018,

<https://allafrica.com/stories/201807270639.html>

WORZI, Alvin (2017). *Is Prince Johnson Still A Kingmaker?*, Daily Observer, réf. du 13 janvier 2018,

<https://www.liberianobserver.com/news/is-prince-johnson-still-a-kingmaker/>

WORZI, Alvin (2018). *Eugene Nagbe: « I Did not Resign »*, Daily Observer, réf. du 25 septembre 2018

https://www.liberianobserver.com/news/eugene-nagbe-i-did-not-resign/?utm_campaign=coschedule&utm_source=twitter&utm_medium=libobserver&utm_content=Eugene%20Nagbe:%20%27I%20Did%20not%20Resign%27

Vidéo :

BOLEY, George (2009). *George E.S. Boley, Part 1-6*, Georgia Tech Library,. réf. du 22 octobre 2018

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/browse?value=George+E.S.+Boley&type=author>

BRUMSKINE, Charles (2008b). *Charles W. Brumskin, Part 1-6*, Georgia Tech Library,. réf. du 22 octobre 2018

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/browse?value=Charles+W.+Brumskin&type=author>

BUSH CHICKEN (2016). *AFL Conducts Training Simulations*, réf. du 1er octobre 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=1omWCih6FRY&t=4s>

CHEAPOO, Chea (8 août 2008). *Cllr. Chea Cheapoo, Part 1 to 6*, Georgia Tech Library, .réf. du 22 octobre 2018

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/browse?value=Chea+Cheapoo&type=author>

DOLO, Adolphus (2008). Sen. Saye Taryor Adolphus, Part 1-6, Georgia Tech Library, réf. du 22 octobre 2018

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/browse?value=Saye+Taryor+Adolphus&type=author>

ENKLAR, Paul (2016). *Prince Johnson 2010*, réf. du 10 mars 2017

https://www.youtube.com/watch?v=WsoUz_SJzps

FAHNBULLEH, Boima (2016). *Dr. H. Boima Fahnbulleh at Trc-all in one*, réf. du 30 octobre 2017

<https://www.youtube.com/watch?v=PArvN4DWLIE>

FRONT PAGE AFRICA (2017). *Interview with Senator Jewel Taylor on her Vice Presidential Candidacy*, réf. du 3 octobre

<https://www.youtube.com/watch?v=tQHWH80PYD8>

KROMAH, Alhaji (19 et 22 août, 2008). *Alhaji G.V. Kromah*, part 1 to 4, Georgia Tech Library, .réf. du 22 octobre 2018

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/browse?value=Alhaji+G.V.+Kromah&type=author>

JOHNSON, Prince (2008). *Prince Johnson, Part 1 — Part 4*, Georgia Tech Library,. réf. du 22 octobre 2018

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/browse?value=Prince+Johnson&type=author>

SAWYER, Amos (26 février 2008a). *Dr. Amos C. Sawyer, Part 1 to 5*

<https://smartech.gatech.edu/handle/1853/31460/discover>